



Unité - Progrès - Justice

RECUEIL DE DISCOURS
DU PRÉSIDENT DU FASO
S.E.M. Roch Marc Christian KABORÉ



2019







S.E.M. Roch Marc Christian KABORÉ, Président du Faso

Sommaire

10 **Préface**

11 **Avant-propos**

13  **MESSAGES À LA NATION**

- 14 Déclaration solennelle du président du Faso à l'occasion des affrontements meurtriers de Yirgou
Ouagadougou, le 5 janvier 2019
- 16 Message à la nation à la suite de l'attaque meurtrière d'un convoi de la société minière SEMAFO
sur l'axe Ougarou-Boungou
Ouagadougou, le 7 novembre 2019
- 18 Fête de l'Indépendance (11-Décembre 2019)
Tenkodogo, le 10 décembre 2019
- 22 Nouvel An 2020
Ouagadougou, le 31 décembre 2019
-

25  **ACTIVITÉS NATIONALES**

- 26 Cérémonie de présentation des vœux 2019 du corps diplomatique
Ouagadougou, le 8 janvier 2019
- 30 Installation de la commission d'élaboration de la politique de sécurité nationale
Ouagadougou, le 17 juin 2019
- 32 Ouverture du dialogue politique
Ouagadougou, le 15 juillet 2019
- 35 Clôture des travaux du dialogue politique
Ouagadougou, le 22 juillet 2019
- 37 Journée de l'excellence scolaire 2019
Ouagadougou, le 6 août 2019
- 40 Message du président lors de l'attaque du détachement militaire de Koutougou, le 19 août 2019
Ouagadougou, le 20 août 2019
- 42 Clôture du Forum national des Jeunes
Ouagadougou, le 20 septembre 2019
- 46 Cérémonie de présentation de vœux 2020 du personnel de la présidence du Faso
Ouagadougou, le 27 décembre 2019
- 48 Cérémonie de présentation des vœux 2019 des Corps constitués de l'État
Ouagadougou, le 30 décembre 2019
-



51 ACTIVITÉS INTERNATIONALES

- 52 Ouverture de la 5^e session ordinaire de la conférence des chefs d'État du G5 Sahel
Ouagadougou, le 5 février 2019
- 54 Clôture de la 5^e session ordinaire de la conférence des chefs d'État du G5 Sahel
Ouagadougou, le 5 février 2019
- 57 32^e Sommet de l'Union africaine Réunion sur les mutilations génitales féminines
Addis Abeba, le 11 février 2019
- 61 Toast à l'occasion de la visite des présidents rwandais et maliens lors du FESPACO
Ouagadougou, le 1^{er} mars 2019
- 64 Clôture du 1^{er} Salon africain de l'Agriculture (SAFAGRI)
N'Djamena, le 15 mars 2019
- 67 14^e Conférence islamique au sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)
Djeddah, le 31 mai 2019
- 70 Forum du groupement des éditeurs de presse publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO)
Ouagadougou, le 20 juin 2019
- 73 Sommet de la CEDEAO sur la Munich Security Conference (MSC) consacré à la sécurité transnationale
Abuja, le 28 juin 2019
- 76 Sommet extraordinaire de l'UA sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)
Niamey, le 7 juillet 2019
- 78 Toast à l'occasion de la visite d'amitié et de travail en République de Guinée
Conakry, le 8 août 2019
- 81 Déclaration du président du Faso lors de la séance de travail sur le partenariat G7-Afrique
Biarritz, le 25 août 2019
- 83 Clôture de la Conférence régionale sur la gestion de la chenille légionnaire d'automne au Sahel et en Afrique de l'Ouest
Ouagadougou, le 12 septembre 2019
- 85 Sommet du G5 Sahel sur l'initiative « Désert to Power »
Ouagadougou, le 13 septembre 2019
- 88 Ouverture du sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO sur la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest
Ouagadougou, le 14 septembre 2019
- 91 74^e AG des Nations unies - Débat général
New York, le 24 septembre 2019
- 99 74^e AG des Nations unies - Réunion consultative des Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres de la Commission Climat pour la région du Sahel (CCRS)
New York, le 25 septembre 2019
- 101 74^e AG des Nations unies - Déclaration devant la Commission de Consolidation de la Paix de l'ONU, sur la situation au Burkina Faso
New York, le 26 septembre 2019
- 104 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme
Lyon, le 9 octobre 2019

- 107 1^{er} sommet Russie-Afrique
Sotchi, le 24 octobre 2019
- 110 Conférence de haut niveau du G20 sur l'initiative « Compact With Africa »
Berlin, le 19 novembre 2019
- 112 Ouverture de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'État du G5 Sahel
Niamey, le 15 décembre 2019
- 115 Clôture de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'État du G5 Sahel
Niamey, le 15 décembre 2019
-

117  **LE PRÉSIDENT DU FASO FACE À LA PRESSE**

- 118 Entretien avec la Deutsche Welle
Berlin, le 21 février 2019
- 123 Entretien avec la chaîne de télévision RT France
Sotchi, le 25 octobre 2019
-

130 Index

Préface

« Bâtir avec le peuple, un Burkina de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice », c'est le contrat de confiance entre le président du Faso, Roch Marc Christian KABORÉ, et les Burkinabè. Un contrat scellé le 29 décembre 2015, date de son investiture comme chef de l'État pour un mandat de 5 ans.

L'ambition du président KABORÉ est de construire un Burkina nouveau. Un pays débarrassé des scories de la mal-gouvernance et de la prévarication, avec des citoyennes et des citoyens engagés collectivement sur les chantiers du développement. Le développement dont il est question, se veut partagé avec comme seule clé de distribution, une juste répartition des fruits de la croissance.

Encore faut-il qu'il y ait quelque chose à partager, car selon la formule de Roch Marc Christian KABORÉ, on ne peut partager de richesse que celle qu'on a créée par le travail. Le Président du Faso, dans son discours politique, place le travail comme valeur cardinale dans la construction historique entreprise sous son magistère. L'histoire qu'il entend écrire est d'abord véridique, de ce devoir de vérité envers les citoyens, sur la base d'une gouvernance fondée sur la redevabilité.

Dans des prises de parole aux accents parfois volontaristes, mais toujours déterminé, le chef de l'État est resté fidèle à lui-même et à ses convictions, celles de transformer qualitativement le Burkina Faso par des réformes structurelles de son économie, pour un meilleur devenir des Burkinabè. Tous les champs de cette gouvernance refondatrice sont pris en compte par le président Roch Marc Christian KABORÉ.

Durant son mandat, il porte dans l'espace public des thématiques comme la paix et la sécurité, la cohésion sociale, la réconciliation nationale, le progrès économique et social, la culture de la tolérance, le renforcement de la justice et de l'État de droit, l'équité, la solidarité, la promotion de la démocratie et des valeurs de la République.

La paix et la stabilité du monde se construisent par la coopération entre les États. Attaché aux valeurs d'intégration, Roch Marc Christian KABORÉ plaide aussi pour un ordre international plus juste et plus équitable. Sur la scène mondiale, il donne en partage sa vision d'une planète solidaire et mobilisée, face aux grands enjeux contemporains. Sa voix est celle d'un Burkina souverain, qui assume son histoire et entend écrire lui-même, les pages de son avenir. Un avenir de progrès et de prospérité partagés pour tous les Burkinabè. Ainsi se résume la quintessence de sa pensée politique à travers ses prises de parole publiques.

E. H. Dr Seydou ZAGRÉ
Ambassadeur
Commandeur de l'Ordre de l'Étalon
Directeur de Cabinet

Avant-propos

L'histoire d'une nation s'évoque à travers les actions et les visions de ses grands Hommes et en particulier de ses dirigeants. Compte tenu du droit à l'oubli, l'écrit demeure le témoin privilégié des actions et des idéaux des Hommes d'État. Ainsi, les discours et les différentes prises de parole officielles, en plus de faire la synthèse des actions menées et à mener, permettent de définir la personnalité et la vision de l'Homme d'État. Élaborer un recueil des discours d'un chef d'État constitue un meilleur moyen de sauvegarder l'intégrité intellectuelle des « témoins » irréfutables de la gouvernance du pays.

Le présent recueil recense les différents discours du président du Faso ainsi que ses prises de parole durant l'année 2019. Il est subdivisé en quatre grandes rubriques.

Messages à la nation

Cette rubrique porte les discours du président KABORÉ, à l'occasion du nouvel an, et ceux prononcés à l'occasion de la fête de l'indépendance du Burkina Faso. Elle comprend également les prises de parole de Roch Marc Christian KABORÉ lors des événements spéciaux, ou la commémoration d'événements périodiques ou ponctuels d'envergure nationale.

Activités et manifestations nationales

Plusieurs activités et manifestations sont organisées au niveau national, parfois sous le très haut patronage ou la présidence du chef de l'État. Le président du Faso, au regard de sa proximité avec les populations, y prend part souvent, et livre un discours à l'endroit des participants et des populations. Tous les secteurs d'activités sont concernés. Cette rubrique comprend donc l'ensemble de ses discours à ces occasions et aussi les discours prononcés pendant les cérémonies de présentation des vœux à l'occasion du nouvel an.

Activités internationales

Dans la dynamique du positionnement du Burkina Faso sur la scène internationale, le président a mis en route une diplomatie à la hauteur de ses ambitions. C'est ainsi que dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale, en passant par les ensembles sous-régionaux, régionaux et mondiaux, Roch Marc Christian KABORÉ a prononcé des discours qui montrent la position du Burkina Faso face à certaines questions communes.

Le président du Faso face à la presse

Le président KABORÉ s'est aussi adressé aux Burkinabè et à l'opinion internationale, à travers des interviews accordées à la presse nationale et internationale. Cette rubrique qui regroupe ses entretiens avec les médias traduit la volonté du chef de l'État de satisfaire le devoir de redevabilité et de rendre compte de sa gouvernance du pays.

Auguste Marie Romain BAMBARA
Officier de l'Ordre de l'Étalon
Directeur de la communication



Le président du Faso à la revue des troupes le 11 décembre 2019 à Tenkodogo



MESSAGES A LA NATION



« J'invite les responsables administratifs, politiques, religieux et coutumiers à poursuivre leurs efforts en vue de consolider le vivre-ensemble et d'exorciser notre pays de l'esprit de division »

Déclaration solennelle du président du Faso à l'occasion des affrontements meurtriers de Yirgou



Ouagadougou, le 5 janvier 2019

Mes Chers Compatriotes.

L'attaque terroriste et les violences meurtrières qui s'en sont suivies occasionnant la perte de nombre de nos compatriotes à Yirgou et dans des villages voisins situés dans les communes de Arbinda et de Barsalگو, ont été vécues avec tristesse et consternation par la Nation entière.

Je condamne avec la dernière énergie ces tueries qui surviennent dans un contexte sécuritaire marqué par les attaques récurrentes de forces obscurantistes qui endeuilent nos paisibles populations et nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Ce qui vient de se produire est grave et inacceptable.

Rien, absolument rien ne devrait justifier que des compatriotes qui ont toujours vécu en parfaite harmonie, en arrivent à s'affronter au point de provoquer autant de violences meurtrières et de désolation. C'est une situation indigne de nos ancêtres, de notre peuple et de l'héritage que nous voulons léguer à nos enfants.

Il y a quelques jours, dans mon message de fin d'année, j'appelais à la solidarité autour de nos Forces de Défense et de Sécurité pour bouter hors de notre territoire les forces du mal qui ont décidé de s'en prendre aux fondements de notre vivre-ensemble. Notre histoire nous enseigne que de tous les temps, notre peuple s'est toujours illustré par sa capacité à surmonter ses contradictions.

J'ai voulu en me rendant à Yirgou ce matin, rendre hommage aux morts et traduire le soutien de la Nation entière à toutes les familles et aux populations meurtries par ces actes infâmes.

Aucune colère, aucune frustration, aucune raison ne doit justifier la barbarie que nous avons connue.

Les enquêtes en cours doivent nous permettre de situer toutes les responsabilités et d'en tirer les conséquences sur le plan judiciaire.

J'en appelle donc au raffermissement de nos liens séculaires de solidarité et d'unité dans la diversité.

J'invite les responsables administratifs, politiques, religieux et coutumiers des localités concernées, en particulier et ceux du Burkina Faso, en général à poursuivre leurs efforts en vue de consolider le vivre-ensemble et d'exorciser notre pays de l'esprit de division.

Contre les discours de division, faisons le choix de la tolérance et de la consolidation de notre fraternité pour poursuivre la construction d'une démocratie apaisée.

C'est fort de cette certitude que j'ai l'intime conviction qu'en renouant avec les valeurs qui cimentent notre communauté de destin, ensemble, nous pourrons faire preuve de dépassement pour engager notre pays dans l'unité de ses filles et fils pour combattre efficacement le terrorisme.

Que Dieu bénisse le Burkina Faso !



« Seule une mobilisation générale, des fils et filles de la Nation, sans considération de région, d'ethnie, d'opinion politique et de confession religieuse, est à même de vaincre ces meurtriers ».

Message à la nation à la suite de l'attaque meurtrière d'un convoi de la société minière SEMAFO sur l'axe Ougarou-Boungou



Ouagadougou, le 7 novembre 2019

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes.**

Dans la matinée du mercredi 06 novembre 2019, des individus armés non-identifiés, ont lâchement attaqué avec une barbarie inqualifiable, un convoi transportant des travailleurs, entrepreneurs et fournisseurs de la mine d'or de SEMAFO SA, sur l'axe Ougarou-Boungou. Le bilan provisoire est de 38 morts, et de nombreux blessés transférés immédiatement au CHR de Fada N'Gourma et à l'hôpital de Tengandogo à Ouagadougou.

Une fois de plus, notre Peuple est endeuillé par des groupes armés terroristes, qui multiplient ces derniers temps des actions meurtrières contre nos populations civiles et nos Forces de Défense et de Sécurité.

En cette douloureuse circonstance, au nom de la Nation entière et en mon nom personnel, je présente mes condoléances et toute ma compassion aux familles éplorées et mes vœux de prompt rétablissement aux blessés.

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes.**

Ces actes ignobles qui relèvent d'une autre époque, visent à semer la psychose au sein de notre Peuple et à déstabiliser notre démocratie.

Il nous faut rester dignes et courageux.

C'est pourquoi, j'engage les Forces de Défense et de Sécurité à traquer et combattre, sans concession, les terroristes et tous leurs complices et appelle notre Peuple à la mobilisation générale contre le terrorisme.

Dans ce sens j'ai ordonné le recrutement de volontaires pour la défense de la patrie dans les zones sous menace.

Seule une mobilisation générale des fils et filles de la Nation, sans considération de région, d'ethnie, d'opinion politique et de confession religieuse, est à même de vaincre ces meurtriers, sans foi ni loi, qui rêvent de soumettre notre Patrie et notre Peuple courageux à leur diktat machiavélique.

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers Compatriotes.**

En ces moments difficiles, tout en saluant la résilience de nos braves populations, et l'engagement résolu et déterminé de nos FDS, j'invite les Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur à l'union sacrée pour défendre les intérêts supérieurs de la Nation menacée.

Je décrète, à compter du 8 novembre 2019 à zéro heure, un deuil national de 72 heures.

Durant ces 72 heures, j'invite chaque Burkinabè au recueillement et à l'introspection, pour raffermir sa foi en l'unité, à la cohésion et à la paix dans notre pays.

Je demeure convaincu que les Burkinabè, dignes héritiers de la longue et héroïque tradition de lutte de nos ancêtres, sauront faire face au terrorisme, en opposant la résistance victorieuse qui s'impose.

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie.



« Nous devons, sans désespérer, poursuivre la construction du dialogue social, du dialogue inter-religieux, intergénérationnel, ainsi que le dialogue des cultures, indispensables à la pérennisation d'une culture de la paix »

Fête de l'Indépendance (11-Décembre 2019)



Tenkodogo, le 10 décembre 2019

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes ;
Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur ;
Amis et partenaires du Burkina Faso.**

La commémoration du 59^e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale revêt une importance particulière en cette année du centenaire de la création de la Haute-Volta, actuel Burkina Faso.

L'occasion me paraît opportune à saisir pour revisiter les temps forts de notre histoire collective depuis les luttes héroïques des communautés voltaïques dans la résistance contre la colonisation à nos jours. Ce devoir de mémoire, à travers un survol historique nécessaire, nous permet d'en tirer toutes les leçons en vue de consolider le socle de notre vivre-ensemble et de notre avenir commun.

C'est pourquoi, cette commémoration participe à l'œuvre de construction de notre mémoire collective. C'est à mes yeux, un temps de méditation sur le parcours glorieux de notre peuple dont la bravoure et la solidarité dans l'épreuve doivent constituer le repère pour notre communauté de destin.

Depuis la nuit des temps, les Burkinabè ont toujours su cultiver des valeurs de tolérance, de justice, de droiture morale, de travail et de cohésion sociale.

En outre, ils ont su rejeter l'exploitation, la domination et l'oppression, d'où qu'elles viennent, comme en témoignent les grandes révoltes contre l'oppression coloniale avant même la création de la colonie de Haute-Volta pour l'affirmation de la dignité humaine.

Aussi, de la création de la colonie de Haute-Volta le 1^{er} mars 1919, sa dislocation en 1932, sa reconstitution en 1947, l'indépendance du pays en 1960, à son changement d'appellation en 1984 jusqu'à nos jours, les Voltaïques, puis les Burkinabè ont-ils su forger progressivement, dans la douleur, la sueur et le sang, les fondements d'une communauté de destin, d'une nation digne, fière et respectée, plurielle et unie.

Peuple du Burkina Faso ; Chers compatriotes.

Le 59^e anniversaire de notre indépendance a été placé à juste titre sous le thème : « Cent ans de la création du Burkina Faso : devoir de mémoire et engagement patriotique en vue de la consolidation de l'État-nation ».

L'État burkinabè, dont le Faso est la forme républicaine, est une réalité vivante et agissante dans le concert des nations.

Autant l'État doit son existence à son territoire, aux hommes qui en relèvent et aux institutions de leur gouvernance, autant la nation burkinabè renvoie, quant à elle, à ce lien sentimental, à cette volonté de vivre ensemble et d'être liés par une communauté de destin. Actuellement, les soldats des vaillantes unités de nos Forces de défense et de sécurité assurent, au péril de leurs vies, l'intégrité territoriale de l'État et veillent à la protection de nos concitoyens contre les attaques terroristes et l'extrémisme violent qui nous sont imposés.

Je ne doute pas de notre victoire sur les forces du mal car, aujourd'hui comme hier, la culture de la défaite ne fait pas partie des valeurs sociétales de notre peuple.

Chers compatriotes,

Pour consolider l'État-nation, il nous faut relever deux défis.

Le premier, c'est de restaurer l'autorité de l'État central, garant de l'unité et de l'indivisibilité de la nation, tout en menant à bien le processus de décentralisation afin de garantir l'épanouissement des communautés vivant dans nos collectivités. Pour ce faire, tous les Burkinabè doivent s'assumer et assumer leurs responsabilités individuelles et collectives de citoyens exemplaires, et la justice doit jouer sa partition avec efficacité, pour garantir l'égalité de tous les Burkinabè devant la loi.

Le second, celui de bannir à jamais la stigmatisation de l'autre. Nous devons combattre avec la dernière énergie toute forme de repli identitaire et de discrimination fondée sur le genre, l'ethnie, la religion ou la région.

Ces dérives dommageables à la cohésion sociale sont de nature à compromettre notre quête permanente d'unité nationale.

Nous devons, sans désespérer, poursuivre la construction du dialogue social, du dialogue interreligieux, intergénérationnel, ainsi que le dialogue des cultures, indispensables à la pérennisation d'une culture de la paix.

Devant la recrudescence des attaques des groupes armés terroristes qui tentent de mettre à mal notre vivre-ensemble, j'invite les communautés burkinabè à ne rien céder aux forces du mal qui font tout pour détruire notre Nation.

**Chers Compatriotes ;
Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur ;
Amis et partenaires du Burkina Faso.**

Au regard de l'importance des défis à relever sur le plan sécuritaire, je renouvelle mon appel à une trêve sociale et à une union sacrée de tous les fils et filles autour des Forces de Défense et de Sécurité pour vaincre le terrorisme et poursuivre les actions de développement économique et social du Burkina Faso.

Comme l'ont montré les conclusions du dialogue politique que j'ai initié du 15 au 22 juillet 2019, nous devons avoir pour objectif essentiel de contribuer au renforcement de la paix, et de favoriser la réconciliation nationale ainsi que la tenue d'élections démocratiques transparentes et apaisées en 2020.

J'exhorte donc tous les Burkinabè, à agir dans le sens de la promotion d'un Burkina uni et indivisible en vue de la consolidation de l'État-nation.

J'invite les organisations de la société civile et les travailleurs, l'ensemble des partis politiques, les responsables coutumiers, religieux et administratifs, à contribuer davantage à la construction d'une citoyenneté responsable et d'une conscience patriotique.

J'insiste, tout particulièrement, sur le respect dû aux autorités religieuses, traditionnelles et aux anciens.

En cette année du centenaire de la création de notre pays, et pour permettre aux générations présentes et à venir de mieux connaître tous les pans de notre histoire commune, j'ai décidé de commettre un groupe de travail pour l'écriture de l'histoire générale de la Haute-Volta au Burkina Faso. Il aura également pour mission de me faire des propositions consensuelles pour l'édification d'un Panthéon de tous les bâtisseurs de notre nation, afin que la dignité de leur vie soit immortalisée pour la postérité.

Chers compatriotes,

Pour marquer cette journée historique, la ville de Tenkodogo, chef-lieu de la région du Centre-Est, est le point de convergence de l'ensemble des Burkinabè.

Je salue la détermination des forces vives des provinces du Boulgou, du Koulpelgo et du Kourittenga qui, dans un contexte sécuritaire difficile, œuvrent au quotidien, avec assurance et confiance, à la transformation qualitative du Burkina Faso.

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes.**

Pour bâtir ensemble un Burkina Faso prospère, nous devons nous départir de nos intérêts égoïstes et nous engager dans la réalisation des aspirations du peuple burkinabè.

La détermination du peuple burkinabè à défendre sa liberté et son territoire est connue de tous et notre histoire, celle que nous revisitons aujourd'hui, nous l'enseigne.

L'indépendance et la liberté n'ont pas de prix.

La détermination de nos Forces de Défense et de Sécurité à défendre la nation jusqu'au sacrifice suprême nous interpelle tous collectivement et individuellement.

C'est le lieu pour moi, appréciant au plus haut point la résilience de nos populations et l'héroïsme de nos Forces de Défense et de Sécurité face aux terroristes qui tentent de semer le chaos dans notre pays, de rendre un hommage mérité aux Forces de Défense et de Sécurité et à toutes les victimes civiles du terrorisme.

Au nom de la nation entière, j'exprime ma solidarité avec les familles des victimes et j'adresse tous mes vœux de prompt rétablissement aux blessés.

Les efforts se poursuivent sur le plan bilatéral et multilatéral, notamment au sein du G5 Sahel dont j'assume actuellement la présidence pour améliorer l'efficacité de la réponse à apporter aux actions des groupes armés terroristes au Sahel et pour le développement de nos pays.

En ce jour anniversaire de notre indépendance chèrement acquise, j'ai une pensée pour nos frères Burkinabè qui, du fait du terrorisme, sont aujourd'hui loin de leurs terres d'habitation.

Je voudrais rassurer tous les déplacés internes de l'engagement déterminé du Gouvernement à créer les conditions de leur retour dans leurs localités respectives, dans la sécurité et la dignité.

De même, je tiens à saluer les burkinabè de la diaspora pour leur contribution au développement national et leurs soutiens divers aux Forces de Défense et de Sécurité et aux déplacés. Le Gouvernement poursuivra les efforts pour leur pleine implication dans le développement économique et social du pays.

C'est dans un contexte particulièrement difficile que le Peuple burkinabè se bat et que le Gouvernement s'efforce de tenir ses engagements et de poursuivre la mise en œuvre du Plan national du Développement économique et social.

Je tiens à féliciter toutes les initiatives en cours dans tous les chantiers de développement à travers le pays, destinés à améliorer les conditions de vie de nos populations et à renforcer les infrastructures structurantes du pays.

Chers compatriotes,

La Nation de démocratie, de paix et de prospérité que nous nous attelons à édifier au quotidien, commande la contribution de tous, sans exception.

Fort de cette interpellation individuelle et collective, je souhaite une bonne fête de l'indépendance à toutes et à tous.

Que Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie.



« Ni le repli identitaire, ni la stigmatisation de l'autre, ne peuvent constituer des solutions, pour la nécessaire consolidation de notre vivre-ensemble »

Nouvel An 2020



Ouagadougou, le 31 décembre 2019

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes.**

Dans quelques heures, l'année 2019 nous fermera ses portes, nous introduisant ainsi en 2020. Au seuil du nouvel An, j'ai une pensée attendrie pour toutes celles et tous ceux que l'action de criminels coalisés au sein de groupes armés terroristes a plongés dans une douleur profonde.

Courage aux enfants dont les parents n'ont pas survécu aux attaques ignobles des forces du mal et qui, très tôt devenus orphelins, doivent affronter déjà les dures réalités de la vie. Courage à tous ceux qui endurent les séquelles et les frayeurs des affrontements et conflits communautaires, comme ceux de Yirgou, de Zoaga et d'Arbinda. Ni le repli identitaire, ni la stigmatisation de l'autre ne peuvent constituer des solutions, pour la nécessaire consolidation de notre vivre-ensemble.

Courage à tous les déplacés, contraints de quitter leurs terres pour des abris de fortune, à cause de la barbarie et de la terreur des tueurs sans foi, ni loi, et sans avenir. Je leur réaffirme la solidarité du Gouvernement.

Courage à toutes celles et ceux qui accueilleront la nouvelle année sur un lit d'hôpital ou depuis leur cellule, afin que la lueur de l'espoir illumine leurs vies pour recouvrer la santé ou la liberté.

Courage à tous les éléments de nos Forces de Défense et de Sécurité qui, dans la ferveur patriotique, donnent le meilleur d'eux-mêmes, au péril de leurs vies, pour sauver la mère-patrie.

Chaque fois qu'un Burkinabè tombe à cause d'un acte terroriste, nous en ressentons toute la douleur, celle que ressent chaque mère, chaque père, chaque personne, qui perd un être cher.

Cette nuit encore, loin de leurs familles, parents et amis, les éléments de nos Forces de Défense et de Sécurité sont sur le terrain.

Pour le repos éternel et glorieux de toutes les victimes du terrorisme, je vous invite à les porter en prières.

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes.**

Dans mon action quotidienne, j'ai toujours eu pour point de mire la satisfaction des aspirations légitimes de notre peuple, dans le respect des droits et libertés reconnus à chacun et à tous.

Les circonstances et les faits nous obligent à rester debout, pour notre cause commune, défendue avec bravoure par les victimes, et pour la gloire des générations futures, afin de continuer à défendre, sans concession aucune, notre pays. En cela, nous honorons la mémoire de nos ancêtres qui nous ont légué ce pays, la patrie des Hommes intègres.

La victoire du peuple burkinabè sur le terrorisme est certaine parce que nous avons foi en notre unité face à l'adversité, foi en notre détermination inébranlable, foi en l'avenir radieux du Burkina, un Burkina Faso éternel, en Afrique et dans le monde.

Cette victoire sur le terrorisme ne se fera pas seulement sur le plan militaire. Elle doit être gagnée également sur le plan du développement.

C'est pourquoi, nous restons engagés, malgré les difficultés du moment, dans les tâches de développement à travers le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Malgré un contexte sécuritaire difficile, et des chocs exogènes, on enregistre des réalisations dans tous les secteurs de la vie économique et sociale de notre pays, grâce à l'investissement public et privé.

De nos jours, les relations entre le Burkina Faso et les pays amis sur le plan régional et international sont empreintes de respect mutuel, de cordialité et d'entraide, toute chose qui contribue à redonner à notre pays, la place qui est la sienne, dans le concert des nations. C'est pourquoi, je vous exhorte, tous et chacun, à rester résolument tournés vers l'avenir, l'avenir de cette Nation dont nous tirons toute notre fierté.

Bientôt, tout ce que nous avons vécu ne sera qu'un lointain souvenir, car j'ai bon espoir que durant l'année nouvelle qui nous ouvre ses portes, chacun sera à la hauteur de ses responsabilités pour la victoire contre le terrorisme, la consolidation de la démocratie et de notre vivre-ensemble, et pour la prospérité continue de notre pays.

Peuple du Burkina Faso,

L'année nouvelle annonce la fin de mon quinquennat, et la tenue d'élections présidentielle et législatives.

Le Gouvernement s'emploie à créer les conditions pour la tenue d'élections libres, démocratiques et transparentes, et je voudrais compter sur l'engagement de tous, opposition, majorité et société civile, pour relever ce défi, dans le respect de la Constitution et du Code électoral.

J'ai aussi donné les instructions au Gouvernement pour la reprise des travaux de la conférence sur l'harmonisation des rémunérations. La trêve sociale que j'ai demandée aux partenaires sociaux, ainsi que l'union sacrée des filles et fils pour relever les grands défis dressés devant la Nation, nous permettront de renforcer le climat de confiance, pour améliorer les conditions de vie de tous les habitants du Burkina Faso.

A chaque tournant important de notre histoire commune, comme celui que nous abordons actuellement, cultivons l'esprit de sacrifice, de solidarité, et l'amour de la patrie pour opposer à l'ennemi la résistance qu'il faut, et faire face héroïquement à notre destin.

Je salue, au nom de la Nation, nos Forces de Défense et de Sécurité, pour les victoires enregistrées ces derniers jours, dans la lutte contre le terrorisme. Nos efforts se poursuivront au sein du G5 Sahel pour la montée en puissance de la Force Conjointe, de concert avec tous nos alliés internationaux, dans la lutte contre le terrorisme et pour le développement au Sahel.

Sur le plan national, le comité chargé de l'élaboration de la politique de sécurité nationale a terminé ses travaux, et remettra son rapport dans les prochains jours. C'est un document à la fois historique et important pour la Nation entière. Le processus se poursuivra par l'élaboration des stratégies sectorielles pour sa mise en œuvre réussie.

Sans nul doute, en 2020, les questions de sécurité, de monnaie commune et de développement seront au cœur de nos discussions au sein des instances sous-régionales, régionales et africaines. Le Burkina Faso y apportera sa contribution pour une Afrique forte, unie et prospère.

A tous les personnels sous astreinte, mobilisés en ces jours pour les besoins de service public, j'adresse mes encouragements et mes félicitations pour leurs sacrifices et engagement.

Enfin, je voudrais inviter les Burkinabè à accueillir l'année nouvelle, dans la sobriété et la prudence dans la circulation.

Chers frères et sœurs, en cette veille du nouvel An, je vous souhaite à toutes et à tous, mes vœux de bonheur, de santé, de paix et de prospérité.

Bonne et Heureuse année 2020 !

Dieu bénisse le Burkina Faso.



Le président du Faso à la cérémonie de présentation des vœux des Corps constitués,
le 30 décembre 2019



ACTIVITÉS NATIONALES



« Mon pays se situe dans une perspective d'ouverture au monde fondée sur les principes de la coexistence pacifique, de l'intégration économique, du partenariat gagnant-gagnant, du soutien mutuel et de la solidarité agissante entre les États »

Cérémonie de présentation des vœux 2019 du corps diplomatique



Ouagadougou, le 8 janvier 2019

**Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'institution ;
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;
Excellence, Madame la Doyenne du Corps diplomatique ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Mission diplomatique et consulaire ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales et interafricaines ;
Mesdames et Messieurs.**

Il y a à peine une semaine que 2018 s'en est allée, nous ouvrant les portes de l'année nouvelle que nous accueillons avec beaucoup d'espoirs : espoir de paix pour notre pays et pour ceux que vous représentez au Burkina Faso, espoir de santé pour nos populations, espoir de solidarité accrue et de la prospérité partagée dans un monde plus sûr et plus prospère.

En formant ces vœux à chacune et à chacun de vous, pour le succès de vos missions respectives, je reprends à mon compte les vœux pour un sahel et un Burkina Faso de paix et de sécurité que vos représentants viennent de prononcer à l'instant. Permettez-moi en retour, d'adresser à vous-mêmes, à vos familles et à vos valeureux collaborateurs, mes sincères vœux de santé, de bonheur et de prospérité. Ces vœux vont également à l'endroit de vos Souverains, Chefs d'État et de Gouvernement, ainsi qu'aux premiers responsables des Organisations que vous représentez. Je souhaite que 2019 soit une année de paix et de concorde pour tous les peuples du monde.

**Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;
Excellences ;
Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs.**

L'année 2018 a été celle de nombreux défis auxquels s'est confrontée la Communauté internationale, sur les plans sécuritaire, économique et environnemental, avec tous leurs corollaires de crises sociales et de reflux des valeurs humaines de solidarité et d'entraide mutuelle.

Au cours de l'année écoulée, la question de la sécurité au niveau international est restée malheureusement marquée par la recrudescence du terrorisme dans plusieurs parties du monde, notamment en Afrique, et surtout dans sa région sahélo-saharienne.

En effet, la quasi-totalité des pays du sahel et ceux du bassin du lac Tchad ont subi des attaques terroristes multifformes perpétrées par des forces obscurantistes.

Le Burkina Faso a été au cours de l'année 2018 durement frappé par ces attaques dans plusieurs parties du territoire national.

L'objectif visé par ces attaques reste la déstabilisation du pays, l'anéantissement du tissu social et le recul démocratique.

Le récent drame survenu à Yirgou dans la province du Sanmatenga et dans les autres localités le 27 décembre dernier, a engendré une escalade de violences intercommunautaires sans précédent dans notre pays. Ce qui est arrivé est inacceptable et ne restera pas impuni, car touchant à notre unité et à notre cohésion.

Sans faiblir, notre pays déploie des efforts immenses pour résister et contenir ces attaques. Le peuple burkinabè restera toujours debout et continuera à y faire face, avec courage, abnégation et sérénité.

La lutte sera longue, certes, mais nous demeurons convaincus que nous viendrons à bout de ce fléau.

Je saisis l'opportunité offerte par la présente cérémonie de présentation de vœux, pour traduire une fois de plus toute ma reconnaissance à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui se sont investis pleinement à nos côtés dans cette croisade difficile.

Je voudrais remercier toutes les organisations internationales qui se sont déjà mobilisées pour soutenir les structures nationales de gestion des secours d'urgence.

Je réitère la détermination du Gouvernement du Burkina Faso à s'engager avec tous les pays voisins et ceux de la région dans la lutte implacable contre le terrorisme.

C'est dans cette optique, qu'il convient de noter les initiatives pour la paix et la sécurité

telles que :

- le G5 Sahel qui est entré dans la phase d'opérationnalisation de sa Force conjointe, la présidence du G5 Sahel échoit au Burkina Faso en février 2019 ;
- la rencontre des Ministres en charge des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité du Bénin, du Burkina Faso, du Niger, et du Togo sur la situation sécuritaire à leurs frontières communes tenue le 16 octobre 2018 ;
- la réunion ministérielle de relance du processus de Nouakchott pour la promotion de la paix et de la sécurité dans la région sahélo-saharienne tenue à Ouagadougou les 26 et 27 novembre 2018.

Je souhaite que la conjugaison de toutes ces initiatives puisse permettre d'enranger concrètement des victoires éclatantes contre le terrorisme en 2019.

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;

Excellences ;

Mesdames et Messieurs.

Le monde a connu courant 2018 une conjoncture économique internationale marquée d'une part, par un déséquilibre économique dans plusieurs pays développés entraînant ainsi une baisse drastique de l'aide publique en faveur des pays en développement les plus défavorisés, et, d'autre part, par la hausse croissante du prix du baril de pétrole qui a porté un coup dur aux économies faibles comme celle du Burkina Faso.

Cependant, ces tendances économiques défavorables ne devraient pas être un prétexte pour la Communauté internationale de ne pas respecter ses engagements en faveur des pays en développement les plus pauvres.

D'où l'inquiétude grandissante que l'on peut observer face à l'effritement de la solidarité internationale et au recul du multilatéralisme.

Nonobstant ces contingences exogènes et les épreuves que nous impose une conjoncture nationale difficile, le Burkina Faso s'attelle au mieux, à répondre aux besoins et aux préoccupations des populations, avec le soutien des pays amis et de la Communauté internationale, à travers la mise en œuvre du PNDES et du Programme d'Urgence du Sahel (PUS) qui constituent des priorités de nos efforts de développement.

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;

Excellences ;

Distinguées personnalités ;

Mesdames et Messieurs.

Mon pays se situe dans une perspective d'ouverture au monde fondée sur les principes de la coexistence pacifique, de l'intégration économique, du partenariat gagnant-gagnant, du soutien mutuel et de la solidarité agissante entre les États.

C'est dans cet esprit que nous sommes passés à une phase d'accélération de la mise en œuvre du Traité d'Amitié et de Coopération avec la République sœur de la Côte d'Ivoire. Nous œuvrons également à revigorer notre coopération avec les pays frères de la sous-région à travers des grands projets intégrateurs tels que les interconnexions ferroviaires et électriques.

Nous inscrivons aussi le renforcement de nos relations de coopération dans une logique de partenariat promoteur de développement, et c'est dans ce sens que mon pays a rétabli ses

relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine.

J'apprécie hautement le degré de sympathie et de considération que vos gouvernements respectifs ont à l'égard du Burkina Faso et dont j'ai pu prendre la mesure, lors des visites que j'ai effectuées dans certains de vos pays.

Ce capital de confiance se manifeste également par des annonces d'ouverture de nouvelles ambassades dans notre pays.

**Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs.**

Notre planète terre est un patrimoine commun que nous devrions léguer aux générations futures. Ce qui nous impose l'obligation de bien la sauvegarder ensemble, de manière durable, pour que cela profite aussi aux générations à venir. Nous aurions beau multiplier les débats sur le climat, les écosystèmes, les forêts, la désertification, mais tant que nous n'agissons pas ensemble et conséquemment, notre planète continuera de se dégrader et la vie humaine, de se détériorer.

L'autre patrimoine commun de l'humanité indispensable pour la vie, c'est la paix. Sans la paix aucun processus de développement ne peut être entrepris et sans la stabilité aucun investissement ne peut être productif. C'est pourquoi, nous devons œuvrer pour l'édification de sociétés résilientes où règnent la justice, l'équité, la liberté et la concorde, bref, des sociétés démocratiques en un mot.

Pour sa part, le Burkina Faso, reste et restera attaché à ces valeurs, à travers l'expression démocratique, le respect des libertés, la protection des droits humains et la promotion de l'État de droit pour contribuer de son mieux à la promotion et à la défense des valeurs qui humanisent la civilisation universelle.

**Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs.**

2019 se présente à nous avec sûrement plus de défis qu'en 2018. Cependant, notre détermination pour la quête d'un avenir radieux est certainement plus aiguë que jamais. Je formule le vœu que les relations d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et ses partenaires au développement se renforcent davantage dans l'intérêt bien compris de nos peuples respectifs.

En terminant sur cette note d'espérance, je réitère ma gratitude aux pays et Organisations que vous représentez, pour leurs amitié, fraternité et solidarité à l'égard du peuple burkinabè.

Soyez également rassurés de notre amitié et de notre hospitalité.
Bonne et heureuse année 2019.

Je vous remercie.



« La politique de sécurité nationale qui sera élaborée et adoptée constitue le début d'un chantier de réformes que notre peuple doit nécessairement entreprendre »

Installation de la commission d'élaboration de la politique de sécurité nationale



Ouagadougou, le 17 juin 2019

Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies ;
Autorités militaires et paramilitaires ;
Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs.

L'installation de la Commission d'élaboration de la politique de sécurité nationale m'offre l'occasion de rendre un hommage appuyé aux hommes et aux femmes qui veillent sur la quiétude des Burkinabè et la défense de l'intégrité du territoire national.

Le Burkina Faso a, en effet, connu ces dernières années des chocs sécuritaires importants. Pendant que des bouleversements géopolitiques inquiétants affectaient la région, notre peuple a réaffirmé ses attentes profondes pour la paix, la justice et un développement durable.

Si ces aspirations sont légitimes, les harcèlements récurrents affectant la sécurité de notre peuple et de l'État ont requis des énergies et ressources conséquentes sans jamais affaiblir notre dévouement collectif à l'intégrité de notre pays et au droit des Burkinabè de vivre en paix dans la quête de leur bonheur.

C'est face à ces défis que j'ai instruit la nécessité d'élaborer une politique de sécurité nationale en vue de doter notre pays de vision, d'outils et d'instruments à même d'ajuster nos institutions sécuritaires aux menaces récentes, émergentes et à venir, pour un Burkina fort, promoteur de paix pour sa population, pour la sous-région et pour la sécurité internationale.

La politique de sécurité nationale, qui sera élaborée et adoptée, constitue le début d'un chantier de réformes que notre peuple doit nécessairement entreprendre et que je me suis engagé à traduire en actions concrètes au profit de tous. Cette politique retracera notre vision pour une sécurité durable, reflétera nos valeurs, nos intérêts nationaux et aussi la manière de les préserver et de les promouvoir.

Les stratégies nationales et sectorielles qui en découleront apporteront plus de clarté quant aux missions, responsabilités et redevabilité de chaque composante des forces de défense et de sécurité et des institutions qui les gèrent et qui les supervisent. L'objectif est de doter notre pays d'un appareil de sécurité fiable, républicain, redevable et en adéquation avec nos ressources. Cet appareil sera respectueux des droits humains et enraciné dans l'état de droit.

Mesdames et Messieurs,

C'est dans cette optique que s'inscrit la mise en place de la Commission d'élaboration de la politique de sécurité nationale.

J'ai voulu que les travaux de cette commission associent auprès de l'exécutif, les acteurs politiques de différentes sensibilités, les représentants des autorités coutumières, académiques et syndicales ainsi que ceux de la gouvernance et du contrôle citoyen, à savoir les honorables députés et les Organisations de la Société civile. Je veux saluer votre engagement à tous et votre disponibilité à contribuer à cet exercice de haute importance pour l'avenir de notre pays.

C'est la première fois que notre pays se donne l'espace et les moyens de se doter d'une vision, malgré l'ampleur inégalée des menaces sécuritaires en général et des harcèlements terroristes. J'encourage les membres de la Commission à persévérer dans cet effort historique et à s'ouvrir à des consultations populaires élargies à l'ensemble de nos régions pour répondre au mieux aux attentes des femmes, des hommes et des jeunes.

Pour terminer, permettez-moi en votre nom à tous, de remercier nos partenaires pour le soutien précieux, l'accompagnement et la solidarité continus qu'ils nous apportent face aux multiples défis qui nous assaillent et nous affectent collectivement.

En vous souhaitant des travaux fructueux, je déclare officiellement installée la Commission d'élaboration de la Politique nationale de défense et de sécurité.

Plein succès à vos travaux !

Je vous remercie.



« Ma conviction est établie qu'il est toujours possible d'améliorer continuellement la gouvernance afin de réhabiliter l'homme burkinabè, pour en faire un artisan de premier plan de sa propre promotion et du développement du Burkina Faso, dans la paix, la démocratie et le progrès »

Ouverture du dialogue politique



Ouagadougou, le 15 juillet 2019

**Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le Représentant du Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Madame et Messieurs les Présidents d'Institution ;
Monsieur le Chef de file de l'Opposition politique ;
Monsieur le Président de l'APMP ;
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et Interafricaines ;
Mesdames et Messieurs les participants.**

Au moment où s'ouvrent les travaux du dialogue politique que j'ai souhaité instaurer entre les composantes de la classe politique, je voudrais avoir une pensée pour toutes les victimes du terrorisme et des violences en politique dans notre pays.
Je tiens à saluer la présence de chacune et de chacun des participants, expression de notre

volonté commune de consolider le dialogue en vue de renforcer la paix, la cohésion sociale et la prospérité au Burkina Faso.

Ces dernières années, notre pays subit des attaques terroristes d'une ampleur jamais égalée à un moment où les attentes sociales se font de plus en plus pressantes et généralisées de la part des partenaires sociaux.

Tout en considérant légitimes les aspirations de notre peuple au progrès, à la justice et au bien-être, force est de reconnaître que les ressources du pays ne permettent pas de faire face à toutes ces attentes et revendications en même temps.

Au surplus, certains comportements imputables à l'incivisme, au défi contre l'autorité de l'État, à l'intolérance et au jusqu'au-boutisme se développent, au mépris de notre vivre-ensemble et des valeurs de dignité, de probité et d'ardeur au travail qui ont toujours caractérisé et fait la fierté de notre Peuple.

Distinguées personnalités ; Mesdames et Messieurs les participants.

J'ai appelé à ce dialogue politique dans la pure tradition de la disponibilité de notre peuple à la concertation et pour offrir aux participants que sont les partis politiques de la majorité et de l'opposition l'occasion d'apporter leur contribution à la gestion durable des questions majeures qui se dressent devant nous, avec la volonté d'améliorer notre capacité d'anticipation.

Ma conviction est établie qu'il est toujours possible d'améliorer continuellement la gouvernance afin de réhabiliter l'homme burkinabè, pour en faire un artisan de premier plan de sa propre promotion et du développement du Burkina Faso, dans la paix, la démocratie et le progrès.

C'est pourquoi, j'invite les participants à examiner avec soins et réalisme les questions relatives aux élections présidentielle et législatives de 2020, et la question du référendum constitutionnel de même que les préoccupations majeures de la situation nationale.

Dans le cadre des rencontres préparatoires que j'ai moi-même conduites, nos discussions ont permis d'arrêter à la fois un ordre du jour et une durée précise pour terminer les travaux du dialogue politique.

L'occasion doit être saisie pour exprimer ma gratitude à toutes les entités qui participent à ce dialogue pour leur disponibilité.

Il convient de rappeler qu'en raison de leur caractère de préoccupation nationale, certaines thématiques abordées lors de ce dialogue appellent à un élargissement du cadre pour des discussions impliquant d'autres composantes de la Nation.

A terme, je m'engage à transmettre toutes les propositions consensuelles, au Gouvernement et au Parlement, dans le respect des attributions respectives de toutes les institutions républicaines.

Il va sans dire que toutes les autres suggestions et recommandations continueront d'alimenter nos échanges pour construire ensemble un Burkina Faso de paix, de démocratie et de progrès.

J'ai la faiblesse de penser que tous autant que nous sommes dans cette salle ou en dehors, avons à cœur la consolidation de la paix et de l'unité nationale pour un Burkina Faso de démocratie.

Je souhaite que vous vous investissiez individuellement et collectivement à travers des

débats larges et démocratiques, dans le respect des opinions des uns et des autres, avec pour seule ambition de contribuer à la défense intransigeante des intérêts supérieurs de la nation burkinabè.

**Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs.**

En 2020, pour la première fois depuis l'établissement de la IV^e République instaurée par la Constitution du 2 juin 1991, des élections présidentielle et législatives se dérouleront dans un contexte sécuritaire particulier.

Au regard de ma volonté de faire tenir des élections libres, démocratiques et transparentes sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger, je souhaite que toutes les préoccupations soient mises sur la table et discutées dans un esprit de responsabilité.

C'est ensemble que nous devons tenir ce pari de permettre à notre peuple de poursuivre son combat et de consolider ses acquis démocratiques à travers des élections ouvertes et transparentes.

Le Burkina Faso de paix et de stabilité est à portée de main, à condition que nous fassions toutes et tous preuve de dépassement de soi pour ne privilégier que les intérêts de notre Patrie commune, le Burkina Faso.

La question du pouvoir, question essentielle s'il en existe, devient secondaire dans le contexte actuel où c'est l'existence même de notre État, de sa cohésion et de son unité qui sont posées.

Je souhaite que durant tous les travaux de ce dialogue politique, chacune et chacun de vous se mette à la hauteur des attentes de notre vaillant peuple.

Les acteurs politiques et étatiques ainsi que ceux de la sphère non étatique ont la responsabilité de conduire la barque Burkina Faso à bon port.

C'est dans l'espoir de recevoir des propositions constructives et consensuelles pertinentes que je déclare ouverts les travaux du dialogue politique ; et je déclare installés du même coup monsieur Zéphirin DIABRE Président du CFOP et monsieur Simon COMPAORE Président de l'APMP comme co-présidents du débat.

Plein succès à vos travaux !

Je vous remercie.



« Les défis auxquels est confrontée notre Nation nous obligent à nous parler franchement, sans fuite en avant, ni ruse, pour trouver les solutions appropriées et durables aux questions que vous avez examinées »

Clôture des travaux du dialogue politique



Ouagadougou, le 22 juillet 2019

**Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution ;
Messieurs les Co-Présidents du Dialogue Politique ;
Mesdames et Messieurs les ministres ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire ;
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations internationales et Interafricaines ;
Mesdames et Messieurs les participants.**

Nous voici rendus au terme des travaux du Dialogue politique qui ont mobilisé les représentants des partis de l'opposition politique et de la majorité présidentielle, du 15 au 22 juillet courant. Pour une première, c'en est une, en dépit du pessimisme qui entourait l'idée de cet exercice.

Pendant une semaine, à travers des débats directs entre les partis affiliés au Chef de File

de l'opposition politique (CFOP), et l'Alliance des Partis de la Majorité présidentielle (APMP) le CFOP et l'APMP, les débats que j'avais souhaité larges, démocratiques et empreints de respect et de courtoisie, se sont déroulés. La classe politique a fait honneur à notre Peuple, en discutant franchement et en toute responsabilité sur les questions inscrites à l'ordre du jour des travaux de ce dialogue.

Il vous souviendra que celles-ci avaient trait à la relecture du Code électoral, au référendum constitutionnel et aux élections de 2020, d'une part, et, de l'autre, à la situation nationale et aux questions d'intérêt national.

C'est donc avec beaucoup de satisfaction que nous accueillons les conclusions de ce dialogue, expression de notre commune volonté de bâtir une nation unie, démocratique et prospère. Il me plaît de saisir cette occasion pour saluer chacune et chacun de vous pour la qualité de sa contribution. Comme je l'ai indiqué à l'ouverture de vos travaux, certaines thématiques abordées dans le cadre de vos échanges, en raison de leur caractère d'intérêt national m'invitent à élargir la réflexion à d'autres acteurs de la vie nationale. Il en est ainsi notamment de la réconciliation nationale, de la cohésion sociale, de l'autorité de l'État et de l'incivisme, tout comme certains aspects sur les questions sécuritaires.

**Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs les participants.**

Les défis auxquels est confrontée notre Nation nous obligent à nous parler franchement, sans fuite en avant, ni ruse, pour trouver les solutions appropriées et durables aux questions que vous avez examinées. Dès lors, il me paraît essentiel de rappeler que dans la mise en œuvre des mesures destinées à faire face à la situation que traverse notre pays, la bonne foi doit être la chose la mieux partagée.

C'est pourquoi, j'engage tous les acteurs étatiques et non-étatiques, les partis politiques de la majorité et de l'opposition, les leaders coutumiers et religieux, les organisations de la société civile, à adopter des comportements à la hauteur des attentes de notre Peuple. En ma qualité de Président du Faso, arbitre des intérêts de la Nation et placé au-dessus du jeu partisan et politicien, je vous exhorte, toutes et tous, à prendre l'exacte mesure des enjeux du moment.

Aussi, tout en vous invitant à avoir confiance en l'avenir, j'en appelle à l'union sacrée des fils et des filles du Burkina Faso autour des questions liées à la lutte contre le terrorisme, la cohésion sociale, la réconciliation et l'unité nationales.

**Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs les participants.**

Les travaux du dialogue politique s'achèvent, mais les portes des échanges et des concertations restent largement ouvertes.

C'est ainsi que nous accompagnerons efficacement les efforts du peuple burkinabè dans sa quête de paix, de justice, de liberté et de progrès.

Sur ce, je déclare clos les travaux du dialogue politique et vous souhaite à toutes et tous une excellente journée.

Je vous remercie.



« Ma conviction est établie de longue date que pour toutes les sociétés qui aspirent au progrès, l'éducation doit être la voie royale de promotion du mérite, de la culture du travail bien fait et de la saine émulation »

Journée de l'excellence scolaire 2019



Ouagadougou, le 6 août 2019

**Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le vice-président, représentant le président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le président du Conseil économique et social ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisation internationales et interafricaines ;
Chers lauréates et lauréats.**

L'édition 2019 de la Journée de l'excellence scolaire nous plonge tout droit dans le souvenir du martyr de la communauté éducative dans son ensemble et celle en particulier des régions touchées par le terrorisme et les fermetures d'écoles.
Mes pensées vont aux élèves, enseignants, parents d'élèves et partenaires sociaux qui ont perdu la vie dans les attaques terroristes.

La tenue des différentes éditions de l'excellence scolaire est la traduction de ma détermination à faire de l'éducation de tous les enfants du Burkina Faso une priorité.
Je note avec satisfaction que les multiples crises qui ont jalonné l'année scolaire écoulée

n'ont pas empêché les lauréates et lauréats de démontrer par leurs brillants résultats, que la discipline, la persévérance et l'assiduité viennent à bout de toutes les adversités.

Chers lauréates et lauréats, vous êtes la preuve éloquente que notre école, malgré les turbulences qu'elle traverse et les critiques qui lui sont adressées, est encore capable de produire de l'excellence.

Cette journée permet à la Nation de célébrer les meilleurs de ses élèves, de montrer à tous les citoyens que notre École peut et doit être la fabrique de l'excellence, car plus que jamais, notre pays a besoin de filles et de fils bien formés, capables de le développer et de le positionner dans le cercle des nations fortes en Afrique et dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

Ma conviction est établie de longue date que pour toutes les sociétés qui aspirent au progrès, l'éducation doit être la voie royale de promotion du mérite, de la culture du travail bien fait et de la saine émulation.

J'y crois fortement et c'est pour cette raison que depuis mon accession à la magistrature suprême, je travaille avec la communauté éducative nationale et tous les Burkinabè, à poser les bases d'une nouvelle école burkinabè de qualité, qui serait la locomotive de notre développement.

C'est dans ce sens que je me suis engagé pour une éducation de qualité pour tous, et j'ai entrepris de développer les filières des sciences, des technologies et l'enseignement professionnel, afin de former une masse critique de compétences dans la production et la transformation des richesses, des biens et des services.

Chères lauréates, chers lauréats,

Je vous exhorte à faire en sorte que l'école puisse entretenir en vous la quête perpétuelle de connaissances, de compétences et de citoyenneté responsable. Vous avez donc le devoir de mériter durablement la reconnaissance de la nation, car vous êtes désormais des champions qui ne doivent jamais s'éteindre.

Comme vous le savez, la journée de l'excellence scolaire est une invite à persévérer dans la conquête du savoir.

Je dois cependant faire observer que, l'école burkinabè a connu cette année des mouvements sociaux qui, s'ils sont parfois compréhensibles, n'ont pas moins influé négativement sur la qualité de l'éducation parce que ces perturbations réduisent le temps d'enseignement nécessaire au bon déroulement et à l'achèvement des programmes scolaires.

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs.

Face à la menace sécuritaire qui pèse sur l'école dans certaines régions du pays, notre système éducatif se veut résilient, en apportant des réponses nouvelles et des dispositifs innovants. Comme l'année dernière, nous ferons en sorte que les élèves des zones à forts défis sécuritaires affectés par le terrorisme bénéficient d'un socle minimum de connaissances et de compétences à même de leur permettre de poursuivre leur scolarité dans les meilleures conditions.

Par ailleurs, des dispositions sont prises actuellement pour qu'une session spéciale des examens et concours scolaires ait lieu en septembre 2019 en vue de permettre aux candidats de quatre régions affectées par l'insécurité de passer les examens et concours en vue de poursuivre leur scolarité.

**Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Nous devons les performances actuelles de notre système éducatif à l'engagement déterminé du monde de l'éducation et surtout des enseignants. Sans leurs efforts soutenus, leur persévérance, leur patriotisme et leur abnégation, cette journée de l'excellence qui nous réunit ici n'aurait pu se tenir.

Je veux rassurer la communauté éducative de ma disponibilité et de mon engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux acteurs de l'éducation d'exercer leur sacerdoce dans de bonnes conditions de sécurité. Je leur réitère ma reconnaissance et celle de la nation entière.

Je ne saurais terminer mon propos, sans féliciter également toutes les personnes qui ont accompagné les lauréats dans l'atteinte de ces résultats, notamment les enseignants, les encadreurs, les directeurs d'école, les personnels d'encadrement des établissements, les responsables centraux et déconcentrés des administrations scolaires.

Vous pouvez être tous fiers de ces jeunes et de ce que vous avez accompli avec eux, pour eux et pour la nation burkinabè.

A vous, parents d'élèves, je vous encourage à tenir dans la durée, car la mission d'éduquer n'est pas une tâche facile. Elle ressemble à une longue marche.

Nous devons nous engager à faire de nos enfants les meilleurs, en leur offrant notre expérience, notre amour afin qu'ils développent au mieux leur potentiel et se réalisent en tant que citoyens de ce beau pays que nous aimons tant.

Je reste convaincu que le progrès pour tous et le bonheur pour chacun, c'est par l'éducation que nous y parviendrons.

Vive l'école burkinabè !

Vive la journée de l'excellence scolaire !

Que Dieu bénisse le Burkina Faso.

Je vous remercie.



« La guerre contre le terrorisme est une guerre de longue haleine. Et dans cette guerre, nous gagnerons des batailles, nous en perdrons, mais ce qui est important, c'est que nous puissions gagner la guerre »

Message du président lors de l'attaque du détachement militaire de Koutougou, le 19 août 2019



Ouagadougou, le 20 août 2019

Le 19 août est une tache noire dans la vie de notre armée nationale. Car, c'est la première fois que nous avons eu le plus important nombre de victimes, lors de l'attaque de la caserne de Koutougou.

Le bilan que nous pouvons faire à ce jour, est de 24 morts, 7 blessés, et 5 soldats portés disparus. C'est un bilan qui est lourd, c'est un bilan qui nous interpelle, c'est un bilan qui nous attriste aussi bien au niveau du peuple burkinabè de façon générale, qu'au niveau du gouvernement, en particulier.

Je voudrais à ce stade saluer et présenter mes sincères condoléances à toutes les familles des disparus. Je voudrais également saluer le martyr de ces hommes, qui se sont battus dans le cadre de la défense de la patrie.

La guerre contre le terrorisme est une guerre de longue haleine. Et dans cette guerre, nous gagnerons des batailles, nous en perdrons, mais ce qui est important, c'est que nous puissions gagner la guerre.

C'est pourquoi, je voudrais saluer l'engagement de nos Forces de défense et de sécurité, dans ce combat difficile, et dire que nous sommes de cœur avec elles. Il est vrai que c'est une question qui nous touche émotionnellement, mais au-delà de l'émotion, ce qui est

important, c'est que nous devons réaffirmer notre solidarité, notre accompagnement, notre soutien aux Forces de défense et de sécurité.

Je voudrais demander à l'ensemble du peuple burkinabè de se tenir toujours debout, le combat est devant. Le Burkina Faso ne cédera pas une partie du territoire, dussions-nous tous y laisser notre vie. C'est un combat qui est noble, nous devons y mettre notre fibre patriotique, nous devons nous situer au-dessus des émotions, pour savoir que la seule chose qui vaille la peine d'être défendue aujourd'hui, c'est le Burkina Faso et ses populations.



« Notre intérêt c'est de tout faire pour que notre jeunesse soit active et participe consciemment au développement de notre pays »

Clôture du Forum national des Jeunes



Ouagadougou, le 20 septembre 2019

Je voudrais tout d'abord vous féliciter pour le succès du présent Forum national des Jeunes. Par votre mobilisation, par votre contribution aux débats, car je sais que pendant quelques jours, vous avez eu des exposés qui ont été faits, vous avez apporté vos contributions et je sais que vous repartez la tête bien remplie. Je sais que nous n'avons pas encore fini, puisque je vais écouter les préoccupations par région, donc je vais essayer d'être relativement bref.

D'abord, il faut saluer le Forum national de Jeunes, parce que c'est un forum qui a été initié depuis 2005. Ce forum se veut un cadre de contact et d'échanges entre le gouvernement et les jeunes du Burkina Faso. Ce cadre de dialogue, qui s'est tenu plusieurs fois, a été interrompu en 2011, et n'a repris qu'en 2019. Ce que je souhaite, c'est que le Forum national des Jeunes ne soit pas qu'une répétition d'actes. Nous devons, à partir de ce forum, assurer la rupture qui permet que chaque fois que nous terminons, nous prenions des engagements, et qu'au prochain forum, le comité de suivi fasse le point de ce qui a été fait et de ce qui n'a pas été fait.

Si nous ne mettons pas en place un mécanisme de suivi, nous aurons des réunions, on va se retrouver mais on n'avancera pas sur le plan de l'insertion des jeunes, du développement

économique et social du Burkina Faso.

Je voudrais également saluer les thèmes qui ont été abordés au cours de ce présent forum, et dire que ce qui doit nous guider, c'est le développement de notre pays. Ce qui doit nous guider, c'est le vivre-ensemble. Ce qui doit nous guider, c'est que la jeunesse est notre énergie et notre force. Pas pour demain, mais dès maintenant, et pour demain.

Permettez-moi de saluer le secrétaire général de la CONFEJES et les présidents du Conseil national de la jeunesse, qui sont venus du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. C'est un signe de solidarité, et nous devons travailler pour qu'entre la jeunesse africaine, cette solidarité se poursuive, qu'il y ait des échanges d'expériences qui permettent d'instruire les uns et les autres sur les avancées que chacun a pu réaliser dans son pays. Cela me semble important, et je vous encourage à poursuivre dans ce sens.

Egalement, je voudrais saluer le fait que pour la première fois, des jeunes en politique ou des jeunes qui sont venus représenter les partis politiques de l'opposition et de la majorité, aient été associés à ce forum. Cela montre qu'au-delà des différences de points de vue que nous pouvons avoir, la seule base de notre unité d'action, c'est la défense du Burkina Faso et de son développement. C'est ça qui doit être notre base. Tout le reste, c'est comme je le dis souvent, ce sont des thèses libres. Notre intérêt, c'est de sauvegarder le Burkina Faso. Notre intérêt c'est de consolider la démocratie. Notre intérêt c'est de tout faire pour que notre jeunesse soit active et participe consciemment au développement de notre pays. Sur tout ce qui concerne la participation de la jeunesse, nous en parlons régulièrement. Il est évident que les attentes sont fortes et que parfois, on a l'impression que ça n'avance pas au rythme que nous voulons. Mais je tiens à préciser que pour participer à l'édification d'un Burkina Faso fort et unifié, il faut une jeunesse qui est consciente, qui est responsable et qui est formée. Sans ces conditions, nous allons participer, mais à tâtons. Il n'y aura pas de continuité dans l'action que nous menons. C'est pourquoi nous devons cultiver en cette jeunesse des valeurs. Des valeurs du respect réciproque, des valeurs de l'écoute, des valeurs de la tolérance, des valeurs de la citoyenneté, des valeurs du respect de l'État de droit, et la volonté de se cultiver et de se battre, pour obtenir une vie décente, où on peut s'assumer soi-même.

Ces valeurs sont essentielles parce qu'aujourd'hui nous voulons avancer mais nous voulons démarrer à 150 à l'heure. Chaque jeune qui veut contribuer à l'édification du pays veut avoir tout, tout de suite et maintenant. Il nous faut savoir que la vie est un cheminement avec des succès, des échecs, des réflexions. Et c'est l'ensemble des leçons que nous y tirons qui font de nous une jeunesse consciente qui permet d'avancer dans la participation au développement économique de notre pays. Nous devons cesser de faire en sorte que la jeunesse ne soit que l'appendice. On n'a pas d'activité, on réfléchit à là où on peut avoir 50 000 ou 100 000 (FCFA, Ndlr). Et on pense que la vie va continuer comme ça. On ne peut pas vivre aux crochets des autres, il faut soi-même se construire. Il faut être clair, et nous devons travailler dans ce sens.

C'est pour dire que nous devons travailler à l'entrepreneuriat des jeunes. Mais là encore, il faut de la méthode. Lorsqu'on entend qu'il y a des fonds qui sont donnés pour aider les jeunes dans l'entrepreneuriat, la première des choses, nous devons réfléchir, monter des dossiers, faire quelque chose sur lequel nous savons que cela va apporter quelque chose dans notre activité. Nous devons être conscient qu'on n'est pas obligé de travailler tout

seul. On peut se réunir pour avoir les bénéfices d'un projet consistant, qui nous permet également de recruter d'autres jeunes dans cette activité. La plupart du temps, l'expérience a montré, depuis des années, que les fonds qui sont mis à la disposition des jeunes, très peu se sont émancipés à partir de ces fonds. Parce que les gens ont pris l'argent et ils ont fait autre chose. Certains ont acheté des mobylettes, d'autres sont partis aux États-Unis. Finalement les fonds qui devraient générer des bénéfices deviennent comme des subventions politiques. Je pense qu'il faut mettre fin à cette façon de faire. On doit apprendre aux jeunes qu'ils doivent travailler avec l'argent qu'on leur donne, et rembourser afin qu'on puisse aider d'autres jeunes.

Il faut qu'au niveau des ministères on renforce l'information des jeunes des différents moyens de financement des activités, parce que l'expérience montre que les jeunes ont parfois des projets, mais ils ne savent même pas où aller négocier ou demander des prêts. Cette information est nécessaire. Le Fonds de Développement économique et social a 12 milliards pour financer les startups, dont 2 milliards par an. Il faut que les jeunes soient informés du contenu, et voir comment, à partir des projets innovants, ils peuvent bénéficier du soutien de ce fonds.

Ce fonds dispose également de 2 milliards pour des prêts, pour des projets, qui vont jusqu'à 50 millions FCFA. Il faut que les jeunes aient les informations, les types de dossier à préparer, parce que c'est un travail qui doit être sérieux. Et nous devons voir quels sont les mécanismes que nous devons mettre en place pour accompagner les jeunes dans l'élaboration de leurs projets.

Par ailleurs, nous avons l'Agence de financement et de promotion des PMI/PME qui, elle, fait dans la micro-finance et finance des projets entre 5 et 60 millions FCFA. Si les jeunes ne sont pas informés de ces différentes possibilités pour pouvoir être encadrés et pouvoir bénéficier de fonds, en ce moment-là, on marche à l'aveuglette, on se plaint chaque jour alors qu'il y a des possibilités sur lesquelles, on peut déjà travailler. Et je crois si nous décidons tous, en tant que jeunes, vous avez tous pris l'engagement d'être sérieux- de travailler à avancer, je pense que même avec le système bancaire classique, on peut mener des discussions pour bénéficier de fonds de garantie, qui permettent effectivement de bénéficier d'un accompagnement. Je crois que tout ça, ce sont des initiatives que nous devons consolider, que nous devons renforcer. Ce qui est clair, la fonction publique, elle a beau être généreuse, elle ne pourra pas recruter tous les jeunes du Burkina Faso.

Nous l'avons déjà dit, il y a des projets que nous devons analyser et développer, aussi bien dans le secteur agricole, aussi bien dans le secteur de l'élevage, que le secteur des nouvelles technologies. A ce titre, nous avons un engagement dont nous avons déjà discuté sur l'entreprenariat dans le domaine agricole, de 2019 à 2020, qui portera sur un montant de 158 milliards FCFA, dans lequel le ministre de l'Agriculture devra travailler, en lien avec le ministre de la Jeunesse, pour que ceux qui veulent investir dans le domaine agricole puissent le faire dans les conditions appropriées, avec le soutien qu'il faut. C'est pour dire que les possibilités d'accompagnement existent. Il faut que nous voyions comment accompagner les jeunes dans l'établissement de leurs projets, dans le suivi de leurs engagements pour que véritablement ils puissent contribuer à l'émancipation et au développement de notre pays.

Je voudrais enfin dire que jeunes que nous sommes, que vous êtes, –comme on l’a dit, la jeunesse ce n’est pas l’âge, c’est l’état d’esprit, nous aussi, on est jeune comme vous– nous devons être partout où nous sommes, dans nos provinces, des leaders. Il ya des choses simples que nous pouvons initier, mobiliser les gens. Des questions de propreté, de salubrité des villes, des questions de santé et des conseils divers, ce sont des activités, c’est vrai que ça ne donne pas de l’argent, mais c’est important pour la société, parce que nous y contribuons. Nous contribuons à renforcer la conscience des gens et c’est important.

Je voudrais également noter toutes les questions qui concernent la sécurité dans notre pays. Nous devons en être conscients, que ce soit au Burkina Faso ou dans le G5 Sahel, nous faisons face à une activité intense des terroristes, qui porte un lourd tribut humain, économique et social sur nos différents pays. Nous devons saluer et encourager nos forces de défense et de sécurité qui, chaque jour, se battent dans l’adversité, contre un ennemi qui est invisible, parce qu’il vit même au sein de la société. C’est pour cela que notre rôle est essentiel, et j’ai écouté avec beaucoup d’attention, l’engagement des jeunes à vouloir aider les forces de défense et de sécurité, tout en veillant à ce que leur sécurité soit également respectée.

Je salue cet engagement que vous prenez, et je voudrais dire que la lutte contre le terrorisme est un travail collectif. Il y a les FDS, et nous, en tant que citoyens, par tout le travail de sensibilisation, tout le travail de vigilance que nous devons développer. C’est vrai, nous sommes dans l’adversité mais je demeure conscient que, comme hier quelqu’un l’a dit, ce que nos ancêtres n’ont pas accepté que le Burkina soit, ce n’est pas avec nous que ça sera.

Malgré l’adversité que nous traversons, nous avons foi que nous vaincrons ce démon, nous avons foi que nous reprendrons la main et que nous ferons en sorte que dans la paix, le peuple burkinabè puisse travailler à son développement.

Je voudrais m’arrêter là pour vous laisser avancer vos préoccupations par région, et comme je suis assisté du Premier ministre et des ministres compétents, nous pourrions apporter des réponses à vos différentes préoccupations.

Soyez de retour dans vos différentes provinces, des vecteurs de conscientisation et de mobilisation de la jeunesse. On compte sur vous aujourd’hui et demain. Demain c’est pour vous, mais il faut poser, dès aujourd’hui, les bases qui nous permettent de vous assurer un avenir meilleur.

Je vous remercie.



« J'apprécie les efforts en cours pour finaliser le manuel des procédures administratives, financières et comptables et vous invite à renforcer la concertation à travers les réunions de service pour cultiver les bonnes pratiques et la gouvernance de l'institution »

Cérémonie de présentation de vœux 2020 du personnel de la présidence du Faso



Ouagadougou, le 27 décembre 2019

**Monsieur le Grand Chancelier des Ordres Burkinabè ;
Monsieur le Président de l'Académie nationale des Sciences, des Arts et des Lettres du Burkina Faso ;
Monsieur le Président du Haut Conseil du Dialogue Social ;
Monsieur le Secrétaire général du Gouvernement et du Conseil des Ministres ;
Monsieur le Directeur de Cabinet ;
Madame la Secrétaire Générale ;
Madame et Messieurs les Conseillers Spéciaux ;
Monsieur le Chef d'État-major Particulier de la Présidence du Faso ;
Mesdames et Messieurs les autorités militaires et civiles ;
Chers membres du personnel civil et militaire ;
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs.**

La traditionnelle cérémonie de présentation des vœux du personnel nous rassemble cet après-midi, au lendemain du deuil national consécutif aux événements d'Arbinda qui ont touché, entre autres, des soldats du Groupement de Sécurité et de Protection républicaine (GSPR). Ce matin encore, on apprenait le décès de mon Conseiller Spécial Komi Sambo

Antoine qui séjournait à Paris.

Pour le repos de l'âme de tous les défunts ainsi que pour celui de toutes les victimes du terrorisme, je vous invite à observer une minute de silence (...).

Je vous remercie.

Cette année, la sobriété de la cérémonie n'enlève en rien à son importance pour moi. Elle constitue toujours un temps fort de réflexion et d'introspection pour continuer à bâtir des lendemains meilleurs.

Je vous remercie pour les vœux formulés à mon endroit, à celui de mon épouse et de mes proches. En retour, je voudrais souhaiter des vœux de santé, de bonheur et de prospérité à chacun et à tous, dans un Burkina Faso de paix et de progrès.

L'année 2019 qui s'achève dans quelques jours a été très éprouvante pour notre peuple.

L'action des groupes armés terroristes a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines, des conflits inter communautaires, des dégâts matériels considérables, des écoles et centres de santé fermés et des milliers de déplacés internes.

C'est le lieu pour moi, de saluer la résilience de nos laborieuses populations tout en les invitant à ne pas céder à la tentation de toutes les forces du mal qui veulent inciter des conflits communautaires et religieux pour semer le chaos dans notre pays.

J'ai pris bonne note des doléances relatives aux besoins des structures et des agents pour plus d'efficacité, mais je dois rappeler que les contraintes budgétaires qui affectent le fonctionnement et la conduite des missions et activités de toutes les institutions publiques touchent également la Présidence du Faso. Très probablement, l'amélioration continue de la mobilisation des ressources budgétaires permettra d'apporter progressivement des réponses concrètes aux principales préoccupations d'ordre financier et matériel.

J'apprécie les efforts en cours pour finaliser le manuel des procédures administratives, financières et comptables et vous invite à renforcer la concertation à travers les réunions de service pour cultiver les bonnes pratiques et la gouvernance de l'institution.

Tout en félicitant le personnel pour le travail abattu durant l'année écoulée, je tiens à souligner que je serai toujours ferme pour tout manquement qui viendrait à remettre en cause la crédibilité de notre Institution. Nous devons à cet égard être exemplaire à tout point de vue. Mes encouragements à tous ceux qui ont été décorés, et ma reconnaissance pour le travail accompli.

L'année 2020 qui s'annonce est une année d'espoirs. Je n'en citerai que deux : l'espoir de paix pour la nation ! L'espoir de consolidation de la cohésion sociale pour un Burkina prospère.

C'est animé de ces convictions fortes que je voudrais vous inviter à aborder l'année nouvelle dans la paix, le travail bien fait et l'engagement déterminé à se battre pour préserver les intérêts supérieurs de la Nation au service de laquelle vous mettez quotidiennement vos énergies et vos intelligences.

Bonne et heureuse année 2020 !

Je vous remercie.



« Je me réjouis de l'effort national consenti en ces moments difficiles par les uns et les autres pour maintenir une certaine résilience en dépit des chocs internes et externes que nous subissons »

Cérémonie de présentation des vœux 2019 des Corps constitués de l'État



Ouagadougou, le 30 décembre 2019

**Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution ;
Monsieur Jean-Baptiste Ouédraogo, Ancien chef de l'État ;
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et
interafricaines ;
Distingués représentantes et représentants des Corps constitués de l'État ;
Honorables Invités ;
Mesdames et Messieurs.**

La cérémonie de présentation des vœux aux Corps constitués de l'État nous rassemble cette année dans une solennité mêlée de sobriété. C'est pourtant un exercice utile et nécessaire, dans la marche du temps, pour continuer à servir la Nation, au regard surtout des défis à relever et des attentes des populations à satisfaire.

Distingués membres des Corps constitués,

Très sensible aux vœux que vous venez de formuler à mon endroit et à celui de ma famille, je voudrais vous en remercier et souhaiter en retour pour chacun de vous personnellement, pour vos familles respectives et pour tous ceux que vous portez dans vos cœurs, une année 2020 de santé, de paix, de bonheur et de plein accomplissement de vos légitimes et profondes aspirations.

L'année 2019 a été fortement chargée de symboles, de faits et d'évènements cruciaux.

Les attaques terroristes ont eu une ampleur jamais égalée, occasionnant des pertes en vies humaines civiles et militaires, des dégâts matériels importants, des fermetures d'écoles, de centres de santé et d'administrations, des déplacés internes et une crise humanitaire préoccupante.

En m'inclinant devant la mémoire de toutes les personnes qui ont perdu la vie au cours de ces moments tragiques, je vous invite, en leur honneur, à observer une minute de silence (...).

Je vous remercie.

Que leurs âmes reposent en paix.

Je renouvelle mes condoléances aux familles endeuillées et traduis ma solidarité avec tous ceux qui ont été blessés lors des différents évènements.

L'occasion doit être saisie pour saluer l'action de nos Forces de Défense et de Sécurité et les encourager à persévérer dans le travail qu'elles mènent avec discernement et efficacité.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, la crise sécuritaire au Sahel et au Burkina Faso intervient à un moment où les attentes sociales, la quête de justice et de développement durable se font de plus en plus pressantes et généralisées, de la part des partenaires sociaux et des laborieuses populations.

Tout en considérant légitimes les aspirations de notre peuple au progrès, à la justice et au bien-être, force est de reconnaître que seul notre engagement au travail nous permettra de faire face aux attentes et revendications des populations et des travailleurs.

Je me réjouis de l'effort national consenti en ces moments difficiles par les uns et les autres pour maintenir une certaine résilience en dépit des chocs internes et externes que nous subissons.

Je salue et félicite l'esprit de sacrifice et de solidarité dont chaque composante de la nation fait preuve pour accompagner le Gouvernement dans la lutte contre l'insécurité grandissante et le terrorisme et pour l'assistance aux déplacés internes.

Mesdames et Messieurs,

La présente cérémonie nous offre une excellente opportunité de réaffirmer notre détermination à relever ensemble les défis de la paix, de la cohésion sociale et du développement durable.

Je marque un intérêt particulier au message de votre porte-parole qui traduit en outre les attentes légitimes de l'ensemble des composantes des Corps constitués de l'État.

Je prends bonne note des préoccupations d'ordre général et spécifiques qui ont été formulées.

Je ne doute pas un seul instant que le Gouvernement examinera avec la plus grande attention toutes les doléances, dans l'optique d'y apporter les réponses appropriées, en rapport avec les moyens dont l'État disposera et au regard du contexte d'insécurité dans lequel nous vivons.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude à tous nos partenaires et à la communauté internationale pour l'accompagnement dont notre pays continue de bénéficier dans sa lutte contre le terrorisme et pour le développement.

L'année 2020 est une année électorale majeure pour laquelle nous serons sensibles à tout l'appui attendu pour offrir à notre peuple et à l'Afrique des élections présidentielle et législatives démocratiques et transparentes.

C'est avec l'intime conviction que 2020 sera l'année de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale indispensables au développement du Burkina Faso que je vous réitère mes vœux de bonne et heureuse année.

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie.



Le président du Faso à la tribune des Nations unies à New York, le 24 septembre 2019



ACTIVITÉS INTERNATIONALES



« L'organisation de cette conférence à Ouagadougou permet au peuple burkinabè de réitérer son engagement et sa solidarité, au sein du G5 Sahel, dans la lutte contre le terrorisme ainsi que contre tous les fléaux qui freinent l'élan de développement de nos Etats »

Ouverture de la 5^e session ordinaire de la conférence des chefs d'État du G5 Sahel



Ouagadougou, le 5 Février 2019

Excellence, Monsieur le Président en exercice du G5 Sahel ;
Excellences, Messieurs les Chefs d'État du G5 Sahel ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institutions du Faso ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine ;
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations unies ;
Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;
Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA ;
Monsieur le Représentant de l'Unité de coordination de l'Alliance Sahel ;
Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'Union européenne ;
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
Chefs de Missions diplomatiques et consulaires ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales et interafricaines ;
Monsieur le Secrétaire Permanent du G5 Sahel ;

**Chers participants ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.**

C'est à la fois un honneur et un privilège pour le Burkina Faso d'abriter la 5^e Conférence des Chefs d'État du G5 Sahel.

Aussi, permettez-moi, au nom du peuple burkinabè et en mon nom personnel, de souhaiter la bienvenue à tous, en cette terre hospitalière du Burkina Faso.

L'organisation de cette conférence à Ouagadougou permet au peuple burkinabè de réitérer son engagement et sa solidarité, au sein du G5 Sahel, dans la lutte contre le terrorisme ainsi que contre tous les fléaux qui freinent l'élan de développement de nos Etats.

Ce jour marque incontestablement une nouvelle étape dans la vie du G5 Sahel.

La présence effective de tous les Chefs d'État membres et de nos partenaires traduit éloquemment l'intérêt que nous accordons à la question de la lutte contre le terrorisme et au développement économique et social au Sahel.

Permettez-moi donc de rendre un hommage mérité, à leurs Excellences M. Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali, M. Mohamed Ould ABDEL AZIZ, Président de la République Islamique de Mauritanie, M. Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger et M. Idriss Deby ITNO, Président de la République du Tchad pour avoir renouvelé leur engagement en répondant présents à ce 5^e Sommet.

Votre présence effective traduit à souhait votre détermination constante à faire du G5 Sahel un outil par excellence de ses États membres pour venir à bout du terrorisme et promouvoir le développement économique et social au profit des populations du sahel.

J'exprime mes sincères remerciements aux Représentants des organisations internationales et interafricaines, aux pays de l'Union européenne, à l'Alliance Sahel, ainsi qu'aux institutions financières de développement dont la mobilisation auprès du G5 Sahel n'a jamais fait défaut.

Je salue le rôle éminent que chacun de vous joue dans l'accompagnement du G5 Sahel, aussi bien dans l'opérationnalisation de sa force conjointe que dans la mise en œuvre de son Programme d'investissements prioritaires.

En réitérant à tous mes sincères remerciements pour cette mobilisation exemplaire, je souhaite plein succès à nos travaux ainsi qu'un agréable séjour à Ouagadougou.

Je vous remercie.



« J'en appelle encore à un soutien constant et à une solidarité sous-régionale, régionale et internationale plus accrue en faveur des efforts que déploient les pays du G5 Sahel »

Clôture de la 5^e session ordinaire de la conférence des chefs d'État du G5 Sahel



Ouagadougou, le 5 Février 2019

**Distingués Collègues, Chefs d'État et de Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine ;
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations unies ;
Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'Union européenne ;
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions diplomatiques, et
Représentants des organisations internationales, sous régionales et africaines ;
Monsieur le Secrétaire Permanent du G5 Sahel ;
Chers participants ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Au moment où j'accède à la présidence de notre organisation commune, il me plaît avant tout, de m'acquitter d'un agréable devoir : celui de rendre hommage à mon frère et ami, le Président Issoufou Mahamadou qui, durant toute l'année écoulée, a conduit avec satisfaction notre organisation le G5 Sahel. Par son engagement personnel et ses efforts inlassables, il a su apporter à notre organisation le dynamisme et le rayonnement qui sont

les siens aujourd'hui et qui lui confèrent à la fois, visibilité et lisibilité.

En votre nom à tous, je lui témoigne ma profonde gratitude et lui adresse mes sincères remerciements pour son leadership et sa vision partagée.

Je salue nos partenaires bilatéraux et multilatéraux pour les appuis logistiques et financiers qu'ils ont apportés aux projets de développement dont le G5 Sahel a bénéficié. Je tiens ici à remercier nos partenaires dont la présence à ce sommet est significative de leur engagement à nos côtés.

Malgré la modestie de ses moyens, et en quelques années d'existence seulement, le G5 Sahel s'est imposé comme une véritable force et un puissant moyen de lutte contre les menaces sécuritaires multiples dans la région, au moyen des mécanismes pertinents qui ont été mis en place et pour lesquels les efforts doivent être poursuivis pour améliorer leur ancrage et leur efficacité.

Il s'agit notamment de la Force conjointe, du Groupe d'action rapide de surveillance et d'intervention au Sahel, du Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alertes précoces (CSAMAP), de la Plateforme de coopération en matière de sécurité (PCMS), du Collège sahélien de sécurité (CSS) du Collège de défense du G5 Sahel (CD-G5S) et de l'académie régionale de police.

D'autres initiatives doivent être prises pour renforcer notre solidarité et nos capacités opérationnelles sur le terrain, dans la lutte contre le terrorisme, en impliquant notamment nos populations à la base, ainsi que les organisations de la société civile.

Ces mécanismes, il convient de le souligner, doivent être parfaitement complémentaires de l'Architecture Africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine et des processus de paix et de sécurité de la CEDEAO.

C'est pourquoi, j'en appelle encore à un soutien constant et à une solidarité sous-régionale, régionale et internationale plus accrue en faveur des efforts que déploient les pays du G5 Sahel.

La paix dans le sahel n'a pas de prix et le combat que nous menons ne concerne pas que les pays du sahel, car le terrorisme n'a pas de frontières.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au moment où le Burkina Faso préside aux destinées de notre organisation, de nombreux défis demeurent qui appellent la contribution de tous nos Etats membres, des Organisations régionales et internationales, de nos populations, des organisations de la société civile et des médias. Le G5 Sahel doit être une réponse appropriée, mettant à contribution toutes ces composantes de nos États pour faire face victorieusement au terrorisme et relever le défi du développement de nos pays.

Aujourd'hui plus que jamais les questions préoccupantes pour le G5 Sahel et relatives à la sécurité, au développement, à la gouvernance, à la promotion de la jeunesse, à l'autonomisation des femmes et à l'accroissement de la résilience, exigent de nous de grandes capacités d'anticipation et de pro-activité.

C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour accélérer la montée en puissance de la Force conjointe.

A cet égard, je tiens à remercier tous nos partenaires qui appuient la composante militaire, que je félicite du reste pour les opérations qu'elle mène avec succès sur le terrain.

Il nous faut également progresser rapidement sur l'un des axes prioritaires de notre combat, qui est le développement inclusif, car à l'évidence, les groupes terroristes exploitent la pauvreté de nos populations et prospèrent sur leur misère.

Je voudrais rappeler l'urgence de la mise en œuvre de notre Programme d'investissements prioritaires, feuille de route pour le développement durable des pays du G5 Sahel. La promotion du développement économique et socio-culturel harmonieux du Sahel doit être au cœur de nos actions.

Enfin, dans le contexte sécuritaire de plus en plus préoccupant qui est le nôtre, nous devons continuer le plaidoyer en vue de l'attribution à la force conjointe d'un mandat onusien plus robuste, sous le Chapitre VII de la Charte de l'Organisation des Nations unies.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais saluer le succès qu'a connu la conférence des partenaires tenue à Nouakchott le 6 décembre 2018, et en appeler à l'accélération des décaissements afin de nous permettre d'atteindre des résultats tangibles dans des délais raisonnables.

La lutte contre les groupes armés terroristes n'est pas un défi insurmontable.

Je reste convaincu que par la mutualisation de nos efforts, par l'engagement et la détermination de chacun de nous, nous parviendrons à créer les conditions nécessaires à l'éclosion d'un monde plus stable, solidaire, sûr et prospère.

Je félicite toutes les délégations pour leur brillante participation aux travaux de notre Conférence et souhaite à tous un bon retour dans vos pays respectifs.

Ma conviction est établie que plus unis et déterminés, nous viendrons à bout des forces du mal qui troublent la quiétude de nos populations et sapent nos efforts de développement. Fort de cet espoir partagé, je déclare close la 5^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État du G5 Sahel.

Je vous remercie.



« Au moins 200 millions de femmes et de jeunes filles ont déjà été victimes de mutilations génitales »

32^e Sommet de l'Union africaine Réunion sur les mutilations génitales féminines



Addis Abeba, le 11 février 2019

**Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Madame le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Permettez-moi à l'entame de mon propos de renouveler ma reconnaissance aux plus hautes autorités et au peuple éthiopien pour l'hospitalité, les facilités et toutes les commodités mises à notre disposition depuis notre arrivée sur cette terre hospitalière.

Je voudrais, ensuite, exprimer ma reconnaissance à tous mes pairs et frères africains pour l'honneur qui est fait à ma personne, ainsi qu'à mon pays, de porter en tant que leader, l'initiative de notre organisation commune pour l'élimination des Mutilations génitales féminines (MGF).

Je réaffirme ma disponibilité à assumer cette responsabilité et vous traduis mon engagement et celui de mon pays à œuvrer sans relâche pour que cette noble quête porte des fruits.

**Excellences,
Honorables Invités,**

Notre présent Sommet a pour thème : « Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes : vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique ».

Il s'agit de mettre à profit ce moment de réflexion sur le thème, pour l'élargir aux populations vulnérables et nous pencher, de nouveau sur les pratiques néfastes des mutilations génitales féminines.

Les mutilations génitales féminines sont des violences faites aux femmes et aux filles, et une atteinte aux droits humains.

Cette violence détruit physiquement, mentalement, psychologiquement et économiquement les femmes et les filles de notre continent.

La pratique est séculaire. Elle est donc bien connue. Ses conséquences sont désastreuses, non seulement pour les femmes, les filles et pour toute la société.

Il nous faut impérativement y mettre fin et maintenant.

Plusieurs appels à agir vite ont été lancés depuis plusieurs années mais les statistiques continuent de nous interpellier.

Au moins 200 millions de femmes et de jeunes filles ont déjà été victimes de mutilations génitales. Si rien n'est fait, pour accélérer son éradication, ce sont, d'ici 2030, plus de 50 millions de femmes et de jeunes filles de plus qui viendront rallonger la liste, déjà trop longue, des victimes.

**Excellences,
Honorables invités,**

Le monde et l'Afrique ont commencé à agir pour assurer l'élimination des mutilations génitales féminines, mais il nous faut en accélérer la cadence.

En effet, c'est par une résolution adoptée par la 66^e session ordinaire de l'Assemblée générale que les Nations unies ont appelé à l'interdiction des mutilations génitales féminines.

En appui à cette résolution de l'ONU, la 17^e session ordinaire de notre Conférence, tenue en 2011 à Malabo, a confirmé l'impérieuse nécessité « d'intensifier les efforts mondiaux en vue d'éliminer les mutilations génitales féminines. »

Dès lors, s'est développée l'Initiative de l'Union africaine sur l'élimination des mutilations génitales féminines à travers différentes rencontres. Je n'en citerai que les deux dernières:

En fin octobre 2018, le Burkina Faso, mon pays, a eu l'honneur d'accueillir la 1^{re} conférence continentale sur les mutilations génitales féminines, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine et avec le soutien du programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines. Vingt-deux (22) États membres de l'Union et l'Indonésie m'ont soumis une Déclaration intitulée : « Appel à l'action de Ouagadougou pour l'élimination de la mutilation génitale féminine », invitant à une action politique pour accélérer l'élimination de cette pratique néfaste.

En novembre 2018, lors de sa 32^e session, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant a décidé de développer des « Observations générales sur les mutilations génitales féminines » afin de préciser aux États membres sa couverture dans

la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et leur obligation de produire des rapports sur les actions menées au niveau national dans le but d'éradiquer cette pratique.

**Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Honorables invités,**

Dans le souci de progresser dans la réalisation de l'aspiration 6 de l'Agenda 2063, « l'Afrique que nous voulons » et des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 qui soulignent la nécessité d'éliminer les pratiques néfastes, en général, et en particulier l'élimination de toutes les formes de violence sexiste, en particulier les mutilations génitales féminines », la Commission de l'Union africaine lance une campagne visant à mettre fin aux Mutilations génitales féminines. Cette campagne fournira un mécanisme pour galvaniser, intensifier et accélérer l'action politique aux niveaux régional et national en vue d'éliminer résolument ces pratiques néfastes.

En ma qualité de champion de l'Union africaine pour l'élimination de cette pratique, je m'engage à travailler en synergie avec mes collègues, en vue de l'abandon total de cette pratique néfaste sur notre continent.

A cet effet, permettez-moi de saluer l'action de la Commission de l'Union africaine, en particulier les efforts remarquables déployés par le Département des Affaires sociales, pour assurer le leadership continental et favoriser le développement des partenariats dans le cadre de cette lutte contre les MGF.

Par la présente déclaration, je lance officiellement l'« Initiative de l'Union africaine sur l'élimination des mutilations génitales féminines ». La mise en œuvre de l'Initiative commencera immédiatement, avec l'appui du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines et celui d'autres partenaires.

Dans la vision de notre Union, « l'Afrique que nous voulons », déclinée dans l'Agenda 2063, dans l'Agenda 2040 pour les Enfants d'Afrique et dans d'autres instruments juridiques, il en ressort qu'il est essentiel, d'une part, que nous maintenions notre ferme engagement à protéger les filles et les femmes contre toutes les pratiques néfastes et, d'autre part, que nous veillions à ce que nos femmes et nos filles mènent une vie digne et réalisent leur potentiel et leur rêve.

**Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Honorables invités,**

Au Burkina Faso nous avons mis en place, un Secrétariat Permanent de Lutte contre la pratique de l'Excision et développé un dispositif permettant de dénoncer les atteintes et/ou les tentatives d'atteintes à la dignité de la fille et de la femme. Le Burkina Faso a partagé et reste disposé à continuer de partager ce que nous considérons comme de bonnes pratiques. En dépit des acquis enregistrés dans la lutte contre les MGF, beaucoup de défis restent à relever. Face à cela, il est impérieux que chacun à son niveau de responsabilité, joue pleinement sa part pour l'éradication totale et entière de cette pratique.

Cette initiative s'appuiera donc sur notre commune volonté politique à travers une législation appropriée, des ressources financières nationales accrues, des partenariats renforcés et des communautés engagées pour accélérer l'abandon des mutilations génitales féminines au grand bonheur de toutes les populations africaines.

C'est le lieu de remercier l'ensemble de nos partenaires pour leur soutien et leur présence à cette rencontre qui témoignent de leur engagement à lutter contre toutes les formes de pratiques néfastes à l'épanouissement total des femmes et des filles.

Je vous remercie de votre attention.



« Votre séjour contribuera sans doute à donner une impulsion nouvelle aux relations entre nos pays, relations auxquelles nous avons ensemble décidé d'accorder la plus haute priorité »

Toast à l'occasion de la visite des présidents rwandais et malien lors du FESPACO



Ouagadougou, le 1^{er} mars 2019

**Excellences, Messieurs les Chefs d'État du Rwanda et du Mali ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'institution ;
Madame le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie ;
Monsieur John Jerry Rawlings, ancien Président du Ghana ;
Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;
Madame et Monsieur les Commissaires de l'Union africaine ;
Messieurs et Mesdames les Ministres ;
Mesdames et Messieurs les membres des délégations rwandaises et maliennes ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Permettez-moi au nom du peuple et du Gouvernement du Burkina Faso, de souhaiter la bienvenue au Président Paul KAGAME, Président de la République du Rwanda, pays invité d'honneur de la 26^e édition du FESPACO, ainsi qu'au Président Boubacar KEITA, Président

de la République du Mali et Champion de l'Union africaine pour les questions de culture et d'héritage.

Vos présences effectives à cet évènement continental majeur, illustrent parfaitement votre engagement et votre attachement indéniable à la culture comme, facteur d'impulsion de tout processus de développement durable et donnent un éclat certain à cette édition qui célèbre le cinquantenaire de cette biennale du cinéma africain.

De plus, votre séjour contribuera sans doute à donner une impulsion nouvelle aux relations entre nos pays, relations auxquelles nous avons ensemble décidé d'accorder la plus haute priorité. C'est le signe de notre volonté commune de faire de nos relations bilatérales des modèles de coopération Sud-Sud, fondées sur les principes et critères essentiels de l'intégration africaine et de paix.

**Monsieur le Président KAGAME,
Cher Frère,**

Le choix de votre pays comme pays invité d'honneur de la présente édition n'est pas fortuit. En effet, en matière de développement, la République du Rwanda, sous votre leadership, fait l'unanimité dans son élan et est régulièrement cité en exemple à travers l'Afrique et le monde. De par votre ardeur au travail et votre claire vision du développement, vous avez su placer votre pays à un niveau qui force le respect.

La forte présence de votre pays sur le plan du cinéma et de la culture, à ce festival est la manifestation d'une volonté que partagent nos deux pays de faire encore plus et mieux dans la voie de la réalisation d'un partenariat stratégique qui soit à la hauteur des ambitions de nos peuples. Je demeure convaincu que l'élan désormais imprimé à notre coopération bilatérale ira en se raffermissant pour le bonheur de nos peuples respectifs.

Il me plaît également de vous adresser mes sincères félicitations et celles du peuple burkinabè pour le travail accompli durant votre présidence de l'Union africaine. Sous votre mandat, notre organisation commune a engagé de nombreuses réformes. Parmi ces réformes, que j'apprécie, figurent entre autres la création de la zone continentale de libre-échange, la réforme institutionnelle de l'organisation, la création d'un fonds pour la paix. Permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer une fois de plus, l'élection de votre compatriote et ancienne Ministre Madame Louise MUSHIKIWABO, au poste de Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Madame la Secrétaire Générale, recevez encore nos félicitations pour cette brillante élection.

**Monsieur le Président et Cher Frère,
Ibrahim Boubacar KEITA,**

Votre participation et celle des cinéastes de renom de votre pays à ce grand rendez-vous culturel traduit sans doute l'intérêt particulier que vous accordez à l'histoire et à la culture africaines. Je rappelle que le Mali a inscrit trois fois son nom au Palmarès très prestigieux de l'Étalon de Yennenga avec des cinéastes illustres tels que Souleymane Cisse et Cheick Oumar Cissoko.

Votre présence ici me rappelle également cette solidarité fraternelle, la tradition que vous avez d'être toujours à nos côtés et c'est l'occasion pour moi de vous en remercier infiniment. Le thème du cinquantenaire du FESPACO : « Confronter notre mémoire et forger l'avenir d'un cinéma panafricaniste dans son essence, son économie et sa diversité », nous invite à

mener une réflexion rétrospective et prospective sur le cinéma africain, en vue de proposer des solutions à même de lui permettre de s'imposer plus sur la scène internationale. Il me plaît de saluer les excellentes relations d'amitié, de fraternité, de solidarité et de coopération entre nos deux pays.

Par ma voix, le Gouvernement et le peuple du Burkina Faso expriment leur amitié au Gouvernement et au peuple frère du Mali.

Messieurs les Présidents, mes Chers Frères,

C'est avec donc beaucoup d'espoirs et d'ambitions pour le cinéma africain que se clôture cette 26^e édition du FESPACO.

Vivement que les prochaines éditions se réalisent dans l'ardeur et la ferveur qui ont toujours caractérisé ce rendez-vous continental.

Sur ce, je vous invite à lever vos verres !

A l'amitié et à la coopération entre le Rwanda et le Burkina Faso !

À l'amitié et à la coopération entre le Mali et le Burkina Faso !

A l'amitié et à la fraternité africaines !

Vive le FESPACO !

Je vous remercie.



« La transformation des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques africaines, constitue un moteur de la croissance économique de nos pays... »

Clôture du 1^{er} Salon africain de l'Agriculture (SAFAGRI)



N'Djamena, le 15 mars 2019

Excellence, Monsieur Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Chef de l'État et Épouse ;

Messieurs les Présidents d'Institution ;

Mesdames et Messieurs les Ministres de tutelle du CILSS ;

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;

Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et membres du Corps diplomatique et consulaire ;

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales et interafricaines ;

Mesdames et Messieurs les Partenaires et Amis du CILSS ;

Mesdames et Messieurs les Députés ;

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs.

Au moment où les rideaux se referment sur le 1^{er} Salon Africain de l'Agriculture (SAFAGRI), je voudrais saluer l'engagement personnel de mon frère et ami, Idriss Deby Itno, Président

de la République du Tchad pour son leadership dans l'organisation réussie des réunions des instances statutaires 2019 du CILSS, et du SAFAGRI. Je salue également à sa juste valeur, cette initiative du Secrétariat Exécutif du CILSS, qui fût un cadre par excellence d'échanges et de partage d'expériences pour les acteurs du développement rural africain.

En ma qualité de Président en exercice du CILSS, je me réjouis de la qualité des résultats auxquels vous êtes parvenus. La mobilisation autour de ce Salon constitue pour nous, et toute l'Afrique, un réel motif de satisfaction.

Je reste convaincu que la transformation des chaînes de valeurs agro-sylvo pastorales et halieutiques africaines constitue un moteur de la croissance économique de nos pays, et un facteur de renforcement de la résilience de nos populations, face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

**Excellence, Monsieur le Président :
Mesdames et Messieurs.**

Les activités majeures du SAFAGRI, notamment les expositions-ventes, ont montré la diversité et la richesse des produits agricoles africains. C'est un signe évident que l'Afrique peut nourrir l'Afrique. C'est aussi une preuve concrète, que nos États sont en mesure de créer de la richesse et des emplois pour nos forces productives que sont les jeunes et les femmes.

Les conclusions du SAFAGRI nous indiquent clairement que la prochaine étape du développement des Agricultures africaines est l'industrialisation et la labélisation de nos produits ; ce qui nous conduira, d'une part, à satisfaire nos propres besoins et, d'autre part, à fournir des produits de qualité pour le marché international.

Les contacts, qui se sont établis entre les producteurs de divers horizons réunis ici, sont très encourageants.

Nous devons profiter des nouvelles technologies de l'information pour les fluidifier, et les amplifier à l'échelle du continent, voire au-delà.

Sur le plan des politiques et stratégies du concept de chaînes de valeurs, des réflexions importantes ont été menées à travers les conférences-débats et ateliers, dont les conclusions permettront aux dirigeants politiques que nous sommes, de mieux articuler nos politiques, stratégies et dispositifs de développement durable.

En outre, les partenaires au développement et les investisseurs présents à ce salon, ont sans nul doute trouvé des raisons supplémentaires, pour s'impliquer davantage dans les actions de développement durable de l'agriculture, et réaliser des affaires avec les producteurs africains.

Je saisis l'occasion pour remercier tous nos partenaires techniques et financiers, qui ont toujours accompagné le CILSS dans l'accomplissement de ses missions, et en particulier dans l'organisation du SAFAGRI. Je remercie sincèrement tous les pays qui ont répondu favorablement à l'invitation du CILSS et du Tchad. J'apprécie cette opportunité de rencontre des communautés économiques régionales, qui est une bonne dynamique à consolider.

**Excellence, Monsieur le Président de la République du Tchad ;
Mesdames et Messieurs.**

Le 1^{er} Salon Africain de l'Agriculture (SAFAGRI) a vu la participation de nombreux pays

et a suscité l'engouement, et l'admiration du labeur des producteurs et des acteurs de la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. Le courage de nos braves productrices et producteurs venus de différents horizons mérite d'être salué. L'institutionnalisation du SAFAGRI doit intégrer nos projets de développement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique africain. Ensemble, faisons du SAFAGRI, le grand rendez-vous de l'agriculture africaine.

Je ne peux terminer mes propos sans traduire mes encouragements et toute ma reconnaissance au peuple tchadien, pour sa forte mobilisation et pour le succès de la première édition de ce salon.

Mes remerciements vont également au comité d'organisation qui n'a ménagé aucun effort pour en assurer la réussite.

Rendez-vous est pris en 2020 ici à N'Djaména pour la deuxième édition du SAFAGRI. Sur ce, je déclare close la première édition du Salon Africain de l'Agriculture.

Je vous remercie de votre aimable attention.



« Mon pays, le Burkina Faso demeure préoccupé par la situation dans la Région du Sahel dont il fait partie, ainsi que par les tensions en Afrique du Nord, au Proche et Moyen-Orient, en Asie mineure, en Asie du Sud-Est et dans d'autres régions »

14^e Conférence islamique au sommet de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI)



Djeddah, le 31 mai 2019

**Leurs Majestés les Rois et Souverains ;
Excellences Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation ;
Monsieur le Secrétaire Général de l'OCI;
Mesdames et Messieurs.**

Je me réjouis d'être parmi vous, pour prendre part à la 14^e Conférence islamique au Sommet de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), notre institution commune à laquelle je réitère tout l'attachement du Burkina Faso.

Je voudrais saluer et remercier le Royaume d'Arabie Saoudite pour l'hospitalité généreuse offerte à ma délégation et à moi-même depuis notre arrivée dans la Cité légendaire de Djeddah, symbole du rayonnement et de la splendeur du monde musulman, ainsi que dans la Ville Sainte de La Mecque, berceau sacré de l'Islam.

Qu'il me soit permis, à cet égard, de traduire notre profonde gratitude au Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salman Bin Abdelaziz Al Saoud, pour cette marque d'attention toute particulière dont il nous a, du reste, toujours entouré. Nous lui sommes, tout aussi, reconnaissants pour l'accompagnement permanent du Royaume d'Arabie Saoudite à notre

Organisation ainsi qu'aux États membres.

J'adresse mes félicitations à SEM Recep Tayyip ERDOGAN, Président de la République de Turquie pour le brillant mandat qu'il a exercé à la tête de l'OCI depuis la 13^e Conférence Islamique au Sommet, tenue à Istanbul, en avril 2016.

Je salue l'engagement du Dr Yousef Ahmed Al-Othaimeen, Secrétaire Général de l'OCI, ainsi celui de tout le personnel de l'Organisation, qui œuvrent inlassablement pour assurer avec efficacité le rôle de l'OCI dans la promotion de la paix, de la solidarité et de la coopération entre les États membres.

La 14^e Conférence islamique au Sommet se tient au moment, où plus que jamais, le monde musulman, à l'image de notre planète, connaît divers défis de grande ampleur qui nous interpellent tous.

Mon pays, le Burkina Faso demeure préoccupé par la situation dans la Région du Sahel dont il fait partie, ainsi que par les tensions en Afrique du Nord, au Proche et Moyen-Orient, en Asie mineure, en Asie du Sud-Est et dans d'autres régions.

Les événements violents et meurtriers qui touchent aujourd'hui nos pays membres, menacent de compromettre, durablement, la paix et la sécurité internationales, sans lesquelles tout processus de développement harmonieux de nos États est voué à l'échec.

Je réitère notre conviction, largement partagée, que les références religieuses des terroristes sont totalement contraires aux valeurs islamiques.

Honorables Invités,

La paix et la stabilité du monde sont, dangereusement, remises en cause. Pour les restaurer, il nous faut combattre résolument, la radicalisation, l'extrémisme violent, le terrorisme et la prolifération des conflits dans l'espace de la Oummah islamique.

Le Burkina Faso réitère sa solidarité à tous les pays frères éprouvés par ces actes violents et insensés qui endeuillent nos populations, sèment la désolation, fragilisent la cohésion sociale et impactent négativement les efforts de progrès de nos États.

La question palestinienne qui nous préoccupe est à l'origine de la création de notre organisation et reste encore non-résolue. Je réaffirme le soutien du Burkina Faso à nos frères et sœurs de la Palestine dans leur quête légitime d'un Etat souverain et viable, et pour l'exercice de leurs droits sur leur territoire.

Le Burkina Faso exprime tout particulièrement sa solidarité avec l'Arabie Saoudite, suite aux récentes attaques dirigées contre son territoire, ses installations industrielles et ses navires pétroliers dans le Golfe.

Le Burkina Faso, au nom des pays membres du G5 Sahel, apprécie à sa juste valeur l'assistance de l'OCI aux Etats du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme, et renouvelle sa gratitude à tous les partenaires pour leurs importantes contributions au G5 Sahel. Cette question a fait l'objet d'une importante résolution de la 46^e Conférence des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI tenue à Abu Dhabi les 1^{er} et 2 mars 2019.

Il est urgent d'agir au regard de la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans la Région du Sahel, marquée par la multiplication des attaques terroristes, les enlèvements et assassinats ciblés, l'aggravation des conflits ou tueries communautaires, les destructions de biens publics et privés.

Ces violences ont pour conséquences des déplacements internes massifs de population, en sus des dizaines de milliers de réfugiés ; la fermeture provisoire de nombreuses administrations publiques et de milliers d'établissements scolaires et sanitaires, engendrant ainsi des besoins humanitaires importants (nourriture, soins, logements...). C'est pourquoi, je lance un appel à la Oumma islamique pour une plus grande solidarité en faveur des populations du G5 Sahel.

Monsieur le Président de la 14^e Conférence islamique au Sommet,

Je voudrais rappeler à l'attention des membres de notre auguste Assemblée, les conclusions du séminaire régional de haut niveau des Premières Dames sur la promotion des programmes de plaidoyer et de sensibilisation au cancer, tenu à Ouagadougou en août 2018.

La déclaration de Ouagadougou invite le Secrétariat Général de l'OCI, les Institutions compétentes de l'OCI et les partenaires à :

1. appuyer les États membres dans leurs efforts de prévention et de lutte contre le cancer ;
2. soutenir les activités de sensibilisation du public sur le cancer, organisées sous l'égide des Premières Dames des États membres respectifs.

Le Secrétariat Général de l'OCI devra tout mettre en œuvre pour mobiliser les ressources nécessaires afin de rendre opérationnels les engagements pris à Ouagadougou.

**Honorables Invités ;
Mesdames et Messieurs.**

En cette année du cinquantenaire de l'OCI, proclamée année de la tolérance, le monde musulman a le devoir de cultiver encore davantage l'acceptation, l'unité, la solidarité, et plus d'équité en notre sein, afin d'assurer une revitalisation de notre Organisation, fondée sur une meilleure collaboration politique entre nos États et une coopération encore plus fructueuse et plus prospère.

Je souhaite plein succès à nos travaux !

Je vous remercie.



« Les hommes et les femmes de médias, publics ou privés, doivent se convaincre des exigences de la communication de crise et en faire leur crédo »

Forum du groupement des éditeurs de presse publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO)



Ouagadougou, le 20 juin 2019

**Monsieur le Vice-président, représentant le président de l'Assemblée nationale ;
 Monsieur le Président du Conseil constitutionnel ;
 Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution ;
 Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps diplomatique et consulaire ;
 Mesdames et Messieurs les membres du GEPPAO ;
 Honorables invités.**

Au moment où la communauté Ouest-africaine des éditeurs de presse publique se retrouve à Ouagadougou, je voudrais rendre hommage aux acteurs et actrices infatigables du 4^e pouvoir qui ont pour sacerdoce l'information, la sensibilisation et la conscientisation des populations.

Ils le font, souvent au péril de leur vie, et je voudrais avoir une pensée pour toutes celles et pour tous ceux qui nous ont quittés en voulant sacrifier aux exigences de leur profession et pour toutes les victimes du terrorisme.

Distinguées personnalités ; Mesdames et Messieurs.

La rencontre, qui s'ouvre ce matin à Ouagadougou et dont l'objectif est de contribuer à la lutte contre le terrorisme dans la sous-région, prouve à souhait l'importance des actions concertées pour venir à bout de la menace terroriste dans notre sous-région.

C'est du reste ce qui justifie la création du G5 Sahel, à l'initiative des cinq pays du Sahel en février 2014 et dont la double vocation est de promouvoir l'intégration économique régionale et de lutter contre le terrorisme.

Mesdames et Messieurs,

Le terrorisme est un affront aux valeurs communes inscrites dans la Charte des Nations unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Citoyen. C'est à juste titre qu'il devra être combattu partout où il sévit. Dans cette entreprise, les médias ont une importante partition à jouer. Outils de sensibilisation, de formation et de conscientisation, les médias véhiculent au quotidien nos valeurs et nos espoirs. Les hommes et les femmes de médias, publics ou privés, doivent se convaincre des exigences de la communication de crise et en faire leur crédo.

Selon le dernier rapport de Reporter sans frontières (RSF), le Burkina Faso occupe, pour l'année 2019, la 36^e place sur 180 pays dans le monde.

Une position appréciable au regard du contexte sécuritaire précaire. Ce classement fait sur la base des performances en matière de pluralisme, d'indépendance des médias, d'environnement et d'autocensure, de cadre légal, de transparence et de la qualité des infrastructures soutenant la production de l'information, est le signe d'une volonté politique affichée pour offrir un terreau fertile à l'éclosion d'une réelle liberté d'informer.

Nous continuerons à favoriser une presse libre, responsable et transparente, car la liberté d'expression est une valeur fondamentale qui ne doit jamais être mise en péril. Elle est pour nous un pilier de la démocratie et de l'État de droit que nous devons sans cesse renforcer et élargir, pour autant que le pouvoir des médias s'exerce au bénéfice de la nation entière. Tout autre comportement doit être combattu.

Le terrorisme moderne, par ses attaques violentes et spectaculaires, agit de manière à attirer autant que possible l'attention du monde.

Dans un contexte de profonde crise du paysage médiatique traditionnel, les médias émergents élargissent le cercle de la parole et offrent plus de liberté à l'utilisateur, qui est en même temps un générateur de contenus. Cette décentralisation dans la production de contenus médiatiques profite également aux mouvements terroristes. Face à cette donne, il devient plus que jamais nécessaire que les médias traditionnels redoublent d'efforts pour relever les défis de la crédibilité, du professionnalisme et de la responsabilité.

Le travail d'information de nos populations doit aller dans le sens de la positivité de l'action pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de notre vivre-ensemble.

Pour ce faire, les structures en charge de la régulation des médias devraient accomplir un travail de veille et de renforcement des capacités, non seulement des acteurs des médias pour des contenus aidant à la cohésion sociale, mais également vis-à-vis des populations, pour un meilleur usage des médias.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Au-delà des règles de droit et de déontologie au respect desquelles tout journaliste est tenu, il y a l'éthique, complexe par essence, et à l'aune de laquelle s'apprécie votre niveau de responsabilité sociale.

C'est pourquoi je vous encourage, au cours de vos échanges, à revisiter les bases de votre sacerdoce, à envisager toutes les possibilités pour l'essor d'une presse qui construit et pérennise la cohésion sociale dans ce contexte difficile.

Il nous appartient dans les conditions actuelles, et quels que soient nos spécialités ou domaines d'excellence, de relever le défi, en démontrant notre commune volonté de transcender nos différences et nos intérêts individuels pour ne voir que l'essentiel : faire de nos pays et de notre sous-région un havre de paix.

Dans cette quête, nous sollicitons la contribution ferme et engagée de la Communauté internationale et de tous les hommes épris de paix, de justice et d'équité, car c'est ensemble que nous viendrons à bout du péril terroriste.

Mesdames et Messieurs les membres du GEPPAO,

Le présent forum que je me réjouis de patronner est pour moi l'expression de votre engagement à l'excellence dans un secteur de forte concurrence qui exclut le tâtonnement et l'amateurisme.

Je ne saurais terminer sans remercier tous les partenaires de la présente rencontre. Je salue la présence de nos hôtes venus apporter leur contribution à la réflexion et formule le vœu que cette rencontre consolide les bases d'une nouvelle presse républicaine, professionnelle maniant avec responsabilité son pouvoir d'informer.

Sur ce, je déclare ouvert le Forum du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO).

Plein succès à vos travaux !

Je vous remercie.



« Le phénomène ayant une dimension mondiale, les approches nationales ne suffiront pas à le contenir et à l'éradiquer »

Sommet de la CEDEAO sur la Munich Security Conference (MSC) consacré à la sécurité transnationale



Abuja, le 28 juin 2019

**Monsieur le Président de la République Fédérale du Nigéria ;
Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais, tout d'abord, adresser mes remerciements à mon frère, le Président Muhammadu BUHARI, pour l'accueil plein d'attention qu'il nous a réservé ici à Abuja, capitale de notre organisation d'intégration.

Je lui réitère mon appréciation positive de la manière dont il gère, avec efficacité, les destinées de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Je voudrais, ensuite, remercier les responsables de la Conférence de Munich sur la sécurité qui m'ont fait l'honneur de m'associer à cette rencontre, très importante par son thème, organisée en partenariat avec la CEDEAO et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs.**

La région de l'Afrique de l'Ouest est la preuve vivante que l'unité dans la diversité n'est pas un vain mot. Grâce au dynamisme insufflé par la CEDEAO, des progrès considérables ont été engrangés.

Notre marche vers le développement durable s'effectue dans un contexte mondial marqué par la transformation fulgurante du numérique qui assure l'interconnexion des États et des peuples.

Ces mutations profondes du monde sont, cependant, accompagnées par des problématiques complexes, dont certaines font peser de graves menaces sur notre avenir.

En effet, les transformations en cours ont aussi favorisé l'émergence d'acteurs malveillants, qui saisissent les immenses possibilités offertes par l'interconnexion et les nouvelles technologies pour réaliser leurs activités illicites et criminelles.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs.**

La sécurité transnationale est devenue, surtout ces dernières années, un défi majeur du fait de l'augmentation des mouvements illicites et surtout du fait de l'ingéniosité dont font preuve leurs auteurs. Les mouvements illicites tentaculaires concernent aussi bien le commerce illicite (narcotrafic, trafic des armes légères, etc.), que la traite des personnes et les mouvements illicites des capitaux. Les conséquences de ces phénomènes transnationaux, qui touchent tous nos pays, peuvent menacer dangereusement, notre sécurité.

Il est désormais établi que l'économie illicite constitue un frein au développement, parce qu'elle facilite la corruption et bloque les ressources essentielles dont les États ont besoin pour renforcer leurs capacités.

Par ailleurs, les énormes profits réalisés grâce aux mouvements illicites, alimentent l'instabilité, les violences et les conflits.

Les groupes armés et les terroristes, qui endeillent les paisibles populations des pays membres du G5 Sahel, et ceux du Bassin du Lac Tchad, sont financés, en partie, par les ressources des mouvements illicites.

L'instabilité et les conflits provoqués, alimentés et soutenus par les mouvements illicites s'étendent, quasiment, au monde entier puisque l'Amérique latine, l'Europe et le Moyen-Orient sont concernés.

**Monsieur le Président ;
Honorables Invités.**

Le phénomène ayant une dimension mondiale, les approches nationales ne suffiront pas à le contenir et à l'éradiquer.

En Afrique de l'Ouest, nous avons mis en œuvre une réponse collective. Cela s'est traduit par le renforcement de la coopération régionale et le renforcement des mécanismes de gouvernance.

Au niveau du G5 Sahel, dont j'assume la présidence, c'est le même esprit de coopération contre les menaces transnationales, qui est mis en œuvre.

Il est donc heureux que la Conférence de Munich sur la Sécurité ait choisi de lancer son

rapport consacré à la sécurité transnationale, ici à Abuja.

Le rapport met en lumière certains mouvements illicites et leurs liens avec l'instabilité, la violence et les conflits.

Les recommandations clés du rapport englobent les solutions coopératives, en s'inspirant de celles mises en œuvre, avec succès, par des organisations comme la CEDEAO et le G5 Sahel.

Je souhaite que nous saisissons l'opportunité de la présente rencontre pour instaurer des échanges féconds, afin d'approfondir les solutions proposées pour assurer le renforcement de la sécurité transnationale.

Plein succès à nos travaux !

Je vous remercie pour votre aimable attention.



« Il nous faut vaincre nos peurs et nos hésitations afin d'écrire une nouvelle page de la glorieuse histoire de l'Afrique et du monde, dans la fraternité et la solidarité »

Sommet extraordinaire de l'UA sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)



Niamey, le 7 juillet 2019

**Excellence, Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte et Président en exercice de l'Union africaine ;
Excellences Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement.**

Je voudrais, avant tout propos, adresser mes sincères remerciements à mon frère, Son Excellence Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, au Gouvernement et au peuple nigériens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont ma délégation et moi-même sommes l'objet, depuis notre arrivée dans cette belle ville de Niamey.

**Monsieur le Président ;
Madame et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement.**

Le 21 mars 2018 à Kigali, l'Afrique, à travers la signature de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale, montrait au monde entier ses ambitions de conquérir une part plus importante du marché international, en constituant un bloc offrant un espace commercial plus large à ses pays.

En cela, l'entrée en vigueur de l'Accord portant création de la Zone de Libre Échange

continentale africaine constitue un pas supplémentaire important dans notre volonté de changer le cours de l'histoire et de donner à notre continent la place qui doit être la sienne, au regard de l'immensité de son potentiel. Nous y parviendrons, si nous traduisons cette volonté de changement et la détermination qui nous animent en actes concrets.

C'est donc une belle opportunité de mettre en valeur nos potentialités, et de créer la prospérité et le bien-être pour nos populations.

Il nous faut vaincre nos peurs et nos hésitations afin d'écrire une nouvelle page de la glorieuse histoire de l'Afrique et du monde, dans la fraternité et la solidarité.

Pour ce faire, il est important que nous travaillions à respecter le calendrier de soumission des offres tarifaires, ainsi que celui du démantèlement tarifaire.

Nous encourageons le traitement diligent des questions en suspens de l'annexe sur les règles d'origine, ainsi que la mise en œuvre de mécanismes de compensation au profit des Pays les Moins Avancés (PMA).

Excellences ;

Mesdames et Messieurs.

Je voudrais féliciter les États qui ont déjà ratifié l'accord et exhorter les autres à le faire. J'adresse mes félicitations à la République du Ghana, dont la capitale Accra abritera le siège du secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Je ne saurais terminer mon propos sans saluer le sacrifice et l'engagement de nos experts, des représentants des Communautés économiques régionales, et des ministres, notamment ceux en charge du commerce, dont l'œuvre, menée sous le leadership de Son Excellence Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, a permis la présente célébration.

Je vous remercie.



« J'invite les hommes d'affaires de nos deux pays à profiter des opportunités existantes pour renforcer les échanges économiques entre la République de Guinée et le Burkina Faso »

Toast à l'occasion de la visite d'amitié et de travail en République de Guinée



Conakry, le 8 août 2019

**Monsieur Alpha CONDE, Président de la République de Guinée ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution de la République ;
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de la République de Guinée ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et
consulaire ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et
interafricaines ;
Distinguées personnalités ;
Mesdames et Messieurs.**

Avant tout propos, permettez-moi de vous traduire, Monsieur le Président, toute ma reconnaissance et mes remerciements pour la distinction que je viens de recevoir. A travers moi, c'est un honneur que vous faites au peuple Burkinabè tout entier.

Monsieur le Président, Cher Frère, et cher Aîné,

Il me plaît de vous signifier que c'est avec un réel plaisir et un insigne honneur que

j'effectue cette visite d'amitié et de travail dans votre beau pays, la Guinée.

Permettez-moi de vous adresser ainsi qu'au Gouvernement, et au peuple guinéens, mes sincères remerciements pour l'accueil chaleureux et fraternel réservé à ma délégation et à moi-même depuis notre arrivée à Conakry.

Notre présence dans ce pays frère est la marque de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui nous lient, et celle de la solidarité entre nos deux peuples. Elle traduit également notre volonté affichée d'entretenir une dynamique de coopération, fondée sur le renforcement de nos relations sur tous les plans.

C'est au nom de cette solidarité qui vous est chère, on le sait Monsieur le Président, que vous vous êtes rendu le 17 août 2017 au Burkina Faso pour témoigner de votre compassion au peuple burkinabè, alors endeuillé par l'attentat terroriste du café Istanbul qui a causé de nombreuses victimes.

C'est toujours au nom de cette solidarité agissante que vous êtes revenu une semaine plus tard à Ouagadougou pour l'hommage national rendu à notre cher regretté Président de l'Assemblée Nationale, Salifou Diallo, qui nous a brutalement quitté le 19 août 2017.

Le peuple burkinabè vous est reconnaissant de toutes ces marques de fraternité et apprécie à sa juste valeur les liens d'amitié qui existent fort heureusement entre nos deux pays.

Monsieur le Président,

En effet, depuis l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays, des acquis importants ont été enregistrés. On peut citer la tenue de deux sessions effectives de la Grande Commission Mixte de Coopération, dont la dernière en avril 2017 à Ouagadougou. Ces sessions ont permis de consolider nos liens avec la signature d'une dizaine d'Accords dans les domaines de la culture, du transport, de la défense, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la jeunesse, de la lutte contre le trafic des enfants, de la libre circulation des personnes et des biens, de la formation et de la coopération scientifique et technique. Avec ce cadre juridique qui balise nos relations de coopération dans des secteurs aussi variés, on peut dire que l'environnement est favorable pour bâtir une relation beaucoup plus forte.

De même, j'invite les hommes d'affaires de nos deux pays à profiter des opportunités existantes pour renforcer les échanges économiques entre la République de Guinée et le Burkina Faso.

Monsieur le Président ; Distinguées personnalités ; Mesdames et Messieurs.

Depuis quelques années, mon pays le Burkina Faso et les pays du Sahel en général, sont confrontés à l'épineuse question du terrorisme. Le côté asymétrique et transfrontalier de ce phénomène traduit toutes nos difficultés à faire face à cette barbarie d'un autre âge qui sème partout la désolation. Notre conviction est qu'aucun pays ne peut à lui seul y faire face.

C'est pourquoi le G5 Sahel, que je préside actuellement, et sa Force conjointe, ont besoin du soutien de tous, pour être plus efficaces dans la lutte contre le terrorisme.

Dois-je rappeler que vous avez tenu, malgré un emploi du temps chargé à être

personnellement présent à Bamako, le 6 février 2017, lors de la création de la Force G5 Sahel, témoignant ainsi de votre engagement à nos côtés dans la lutte contre ce fléau ?

Monsieur le Président,

La coopération que nous entretenons entre nos deux pays offre encore d'importantes opportunités que nos deux Gouvernements doivent explorer, afin d'en faire un partenariat exemplaire.

Vive la fraternité et la coopération entre la République de Guinée et le Burkina Faso.
Je vous invite à porter un toast à l'amitié entre nos deux peuples.

Je vous remercie de votre aimable attention.



« Aujourd'hui, 18 à 32 % du budget est consacré à la sécurité, donc aux dépens du développement et des services sociaux »

Déclaration du président du Faso lors de la séance de travail sur le partenariat G7-Afrique



Biarritz, le 25 août 2019

Nous considérons que la Libye est un sanctuaire d'incubation du terrorisme dans notre sous-région, et c'est ce qui élargit le combat sur l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui, avec possibilité d'aller jusqu'à nos frontières côtières. La situation sécuritaire au niveau du G5 Sahel est préoccupante, parce qu'elle a entraîné un certain nombre de conséquences : des attaques sur nos casernes, beaucoup de victimes militaires et civils, des classes qui sont fermées par milliers dans la zone, avec l'incidence que de nombreux enfants n'iront pas à l'école, et les déplacements massifs des populations, tant de l'intérieur que des pays voisins. Ça veut dire que quelque part, on a des difficultés importantes sur les plans humanitaires, sécuritaires, et des difficultés de développement de ces zones.

Aujourd'hui, 18 à 32 % du budget est consacré à la sécurité, donc aux dépens du développement et des services sociaux. Ce sont des préoccupations également très importantes. C'est pourquoi nous avons voulu, dans la même perspective qui a été développée, lancer un appel à un véritable partenariat international dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Parce que les priorités sont bien connues, et ce sont des priorités de sécurité, des préoccupations de développement. Il s'agit également de faire face à une crise humanitaire qui est certaine, au regard du fait que tous ceux qui se sont

déplacés ne peuvent pas produire sur le plan agricole, durant cette saison des pluies.

Je voudrais aussi noter qu'au-delà du partenariat dont nous avons parlé, au niveau des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, le Togo, nous avons un travail qui se fait, pour que ces pays participent à la sécurisation et à la lutte contre le terrorisme, et le 14 septembre prochain, nous allons avoir une réunion à Ouagadougou, de l'ensemble de la CEDEAO pour discuter encore de cette question du terrorisme dans notre sous-région.

Parce que nous l'avons dit plusieurs fois, nous sommes cinq aujourd'hui, nous nous battons contre le terrorisme avec l'appui d'un certain nombre de partenaires, mais c'est quelque chose qui est susceptible d'extension, parce que c'est comme un cancer qui se métastase, et forcément la métastase va nous créer des problèmes impossibles à résoudre.

C'est pourquoi, je voudrais souligner que les liens entre la sécurité et le développement sont des liens vraiment soudés, et pour lesquels nous comptons sur le G7 pour que nous puissions avoir un partenariat plus solide. Nous avons, aussi bien en termes d'équipements que sur le plan économique, eu des annonces qui ont été faites au profit du G5 Sahel, et nous attendons que tout cela se mette en œuvre. C'est dire que nous soutenons les programmes et projets de partenariat.

Maintenant, il faut que l'on puisse mettre un contenu précis à ce partenariat pour le rendre efficace.



« En ma qualité de Président en exercice du CILSS, j'ai jugé utile et indispensable d'accorder une attention soutenue à la lutte contre les ravageurs des cultures »

Clôture de la Conférence régionale sur la gestion de la chenille légionnaire d'automne au Sahel et en Afrique de l'Ouest



Ouagadougou, le 12 septembre 2019

**Monsieur le Président du Niger et Cher Frère ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Monsieur le doyen du Conseil Constitutionnel représentant Monsieur le président du Conseil constitutionnel ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Mesdames et Messieurs les Experts ;
Mesdames et Messieurs les Partenaires techniques et financiers ;
Distinguées personnalités.**

Je voudrais à cet instant solennel marquant la clôture de la première conférence régionale sur la chenille légionnaire d'automne au Sahel et en Afrique de l'Ouest, témoigner ma profonde gratitude à mon cher frère, Mahamadou ISSOUFOU, Chef de l'État de la République sœur du Niger d'avoir voulu marquer de sa présence la présente cérémonie.

Je voudrais également saluer la présence et la participation remarquable d'éminents scientifiques, de Partenaires Techniques et Financiers et l'ensemble des acteurs du monde agricole.

**Mesdames et Messieurs ;
Chers participants.**

L'organisation de la première conférence sur la chenille légionnaire d'automne à Ouagadougou, marque notre volonté et notre détermination d'accorder une attention particulière à tous les maux qui affectent et freinent nos efforts et ambitions pour l'atteinte de la sécurité et la souveraineté alimentaires dans notre espace sahélien et Ouest africain. En ma qualité de Président en exercice du CILSS, j'ai jugé utile et indispensable d'accorder une attention soutenue à la lutte contre les ravageurs des cultures, particulièrement la chenille légionnaire d'automne qui constitue sans conteste une préoccupation majeure pour nos braves producteurs et affectent sérieusement leur résilience.

**Mesdames et Messieurs ;
Chers participants.**

Durant trois (3) jours, vous vous êtes attachés à la recherche de solutions pour une gestion durable de la chenille légionnaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. C'est le lieu pour moi de saluer votre engagement et votre détermination qui ont permis d'atteindre les résultats de la présente conférence.

Elle marque sans conteste un nouvel élan et un nouveau dynamisme dans la lutte contre la chenille légionnaire d'automne et c'est avec un grand plaisir que je prends l'engagement ferme pour le suivi et la mise en œuvre des résolutions et recommandations qui en sont issues. C'est pourquoi je propose l'institutionnalisation d'un cadre de concertation périodique autour de la problématique de la chenille légionnaire.

**Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Au sortir de cette assise riche d'enseignements et de perspectives, je voudrais féliciter et adresser mes sincères remerciements à l'ensemble des acteurs au nombre desquels je citerai particulièrement les organisations sous régionales et régionales que sont le CILSS, l'UEMOA, le G5 Sahel, l'USAID, la CEDEAO et la FAO qui ont bien voulu mobiliser les moyens nécessaires pour soutenir l'organisation de la présente conférence régionale.

Tout en souhaitant à chacun et à chacune un bon retour dans vos Etats respectifs, je déclare clos les travaux de la première conférence régionale sur la chenille légionnaire d'automne au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Vive la coopération régionale !
Vive la solidarité internationale !

Je vous remercie.



« Pour venir à bout du terrorisme dans le Sahel, l'opérationnalisation de la stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel s'avère extrêmement impérieuse et urgente »

Sommet du G5 Sahel sur l'initiative « Désert to Power »



Ouagadougou, le 13 septembre 2019

**Messieurs les Chefs d'État ;
Mesdames et Messieurs les chefs de Gouvernements et de délégations ;
Mesdames et Messieurs les Ministres membres des Gouvernements des pays du G5 Sahel ;
Monsieur le Président de la Banque Africaine de Développement ;
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires au développement ;
Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé et des organisations de la Société civile ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais, avant tout propos, souhaiter la cordiale bienvenue à leurs Excellences Messieurs les Chefs d'État des pays membres du G5 Sahel.

Messieurs les Chefs d'État,

Votre présence est le gage de votre constante disponibilité à œuvrer à la réalisation de

notre vision commune qui est de faire des pays du G5 Sahel un espace économiquement intégré, socialement prospère, culturellement riche, où la sécurité et la paix règnent de façon durable.

Depuis plusieurs années, nos États font l'objet d'attaques terroristes sans précédent.

Malgré les efforts consentis par nos pays pour endiguer cette gangrène, il nous faut reconnaître que l'extrême pauvreté dans les zones vulnérables, fait de la jeunesse une proie facile pour les groupes terroristes.

Pour venir à bout du terrorisme dans le Sahel, l'opérationnalisation de la stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel s'avère extrêmement impérieuse et urgente.

Aussi, la réalisation des infrastructures de transport, d'énergie, d'hydraulique et de télécommunications permettront-elles, sans nul doute, à travers la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, d'asseoir un développement économique et social durable dans la bande sahélienne.

C'est le lieu pour moi de saluer l'ensemble des Forces de Défense et de Sécurité de nos pays respectifs pour les efforts et les sacrifices qu'elles consentent jour et nuit dans la lutte contre le terrorisme.

Messieurs les chefs d'État ;

Chers participants.

L'une des composantes de la stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel porte sur l'accès à l'énergie.

Au Burkina Faso, la nouvelle politique du secteur de l'énergie déclinée à travers le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) est basée sur le mix énergétique à travers entre autres, l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique et la promotion de l'efficacité énergétique.

L'innovation est un facteur clé de développement du secteur électrique si nous voulons réduire le coût des énergies nouvelles, améliorer l'efficacité des appareils, numériser les infrastructures.

C'est dans la perspective de relever le défi de la transition énergétique, amorcée en 2016 avec l'adoption du document de la « stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel », que nous avons tous décidé de mener la réflexion lors de ce Sommet du G5 Sahel sur l'initiative « Desert to Power » sur le thème : « Exploiter l'Énergie solaire pour le développement socio-économique des pays du G 5 Sahel ».

La pertinence de ce thème réside, d'une part, dans le fait que les potentialités des sources d'énergies renouvelables sont sous-exploitées et, d'autre part, interpelle les acteurs à tous les niveaux à rechercher les voies et moyens de parvenir à une transition énergétique réussie.

Messieurs les chefs d'État ;

Chers participants.

Le soutien à cette initiative de la Banque africaine de développement s'est manifesté lors de la Conférence des donateurs organisée par le G5 Sahel, en décembre 2018 à Nouakchott avec un engagement au profit du Programme d'investissements prioritaires (PIP) du G5 Sahel dont la première phase couvre la période 2019/2021.

Les résultats des travaux de réflexion de nos experts sur l'initiative « Desert to Power » nous permettront de prendre les décisions qui s'imposent afin de faire du domaine de l'énergie un maillon essentiel dans le développement socio-économique durable des pays du G5 Sahel.

**Messieurs les chefs d'État ;
Chers participants.**

Je voudrais saisir l'heureuse opportunité qui m'est offerte, pour adresser solennellement ma reconnaissance à l'ensemble des acteurs de l'initiative « Desert to Power » aux Partenaires Techniques et Financiers et en particulier à la Banque africaine de Développement qui a cru à ce projet ambitieux et ne ménage aucun effort pour accompagner les pays du G5 Sahel dans leur processus de développement.

En déclarant ouverts les travaux du Sommet de la X^e Conférence des Chefs d'État du G5 Sahel, je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie.



« Au regard de la gravité de la situation et de sa complexité, la coopération entre États ne se pose plus en termes de devoir de solidarité, mais bien plus comme un impératif d'intérêt commun »

Ouverture du sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO sur la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest



Ouagadougou, le 14 septembre 2019

Excellences, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO ;
Monsieur le Président de la République du Tchad ;
Monsieur le Président de la République islamique de Mauritanie ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institutions ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine ;
Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest ;
Monsieur le Secrétaire permanent du G5 Sahel ;
Monsieur le Secrétaire exécutif de la Commission du Lac Tchad ;
Messieurs les Représentants des pays invités ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Interafricaines ;

**Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Permettez-moi à l'entame de mon propos de souhaiter la bienvenue à tous les Chefs d'État et de Gouvernement ainsi qu'aux Représentants des pays et institutions invités, à ce Sommet extraordinaire de la CEDEAO consacré à la lutte contre le terrorisme dans notre région.

Suivant les conclusions de notre Sommet d'Abuja du 29 juin dernier, nous nous retrouvons aujourd'hui pour réfléchir ensemble à une approche concertée et efficace pour mieux affronter les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Je remercie tous les pays et Institutions partenaires, pour le soutien qu'ils continuent d'apporter aux efforts et actions que nous menons dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

C'est la preuve que la paix et la sécurité dans notre région restent au cœur de nos préoccupations communes.

En effet, les menaces, directes ou indirectes, transcendent les frontières. Désormais, nous sommes tous exposés, et aucun pays n'est à l'abri d'attaques terroristes.

Au cours des six (06) derniers mois, les conséquences des attaques terroristes ont atteint un niveau très alarmant.

L'escalade de la violence et l'insécurité ont déclenché une crise humanitaire sans précédent, faisant plusieurs millions de déplacés internes, de nombreuses victimes militaires et civiles, des écoles et infrastructures de santé fermées et des symboles de l'Etat détruits.

A ce jour, plusieurs milliers d'élèves sont privés d'école. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le bilan est lourd de conséquences.

En effet, le constat que nous pouvons faire après toutes ces attaques terroristes au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Tchad, tout comme à Grand-Bassam en République de Côte d'Ivoire et au Bénin, avec l'enlèvement de deux Français et l'assassinat d'un guide, c'est que les menaces terroristes étendent leur rayon d'action.

La déstabilisation se poursuit à travers l'instrumentalisation des problèmes latents entre les communautés dans presque tout l'ensemble du Sahel.

Ces conflits se muent en affrontements violents qui ont fait à ce jour de nombreuses victimes.

**Monsieur le Président ;
Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs.**

Au regard de la gravité de la situation et de sa complexité, la coopération entre États ne se pose plus en termes de devoir de solidarité, mais bien plus comme un impératif d'intérêt commun.

C'est pourquoi nos États doivent mutualiser leurs moyens humains, matériels et de renseignement, équiper et former nos Forces de Défense et de Sécurité pour renforcer leurs capacités opérationnelles dans le combat qu'elles mènent contre ce fléau en Afrique de l'Ouest.

Nos défis sont importants, qu'il s'agisse du terrorisme ou d'autres formes de criminalité transfrontalière, notamment le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains par les réseaux de la migration clandestine.

Nous devons résolument nous engager à les relever avec fermeté.

Ces facteurs, ajoutés aux périls du changement climatique, de la sécheresse et de la désertification, rendent encore plus vulnérables les stratégies de développement économique et social.

Ce combat engage aussi la famille, cellule de base de la société. Par l'éducation à la culture de la paix, au respect de la diversité, la famille doit contribuer à ériger les premiers remparts contre la manipulation des consciences.

Enfin, il y a la problématique des actions de désinformation contre lesquelles nous devons sévir, ainsi que la lutte contre la cyber criminalité.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs.**

Il est évident que nos efforts seront vains sans un développement durable, inclusif et équitable. Une croissance sans justice sociale fait le lit de toutes les frustrations. Et les zones défavorisées, urbaines ou rurales, deviennent des « déserts économiques », où ne poussent que la colère et les tentations les plus désespérées, y compris l'émigration clandestine.

Dès lors, il y a urgence à développer des programmes spécifiques en faveur des jeunes et des femmes des zones déshéritées, pour valoriser leur potentiel productif, développer le sentiment d'intégration sociale et minorer les flux migratoires illégaux, tout en accroissant la résilience des populations.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs.**

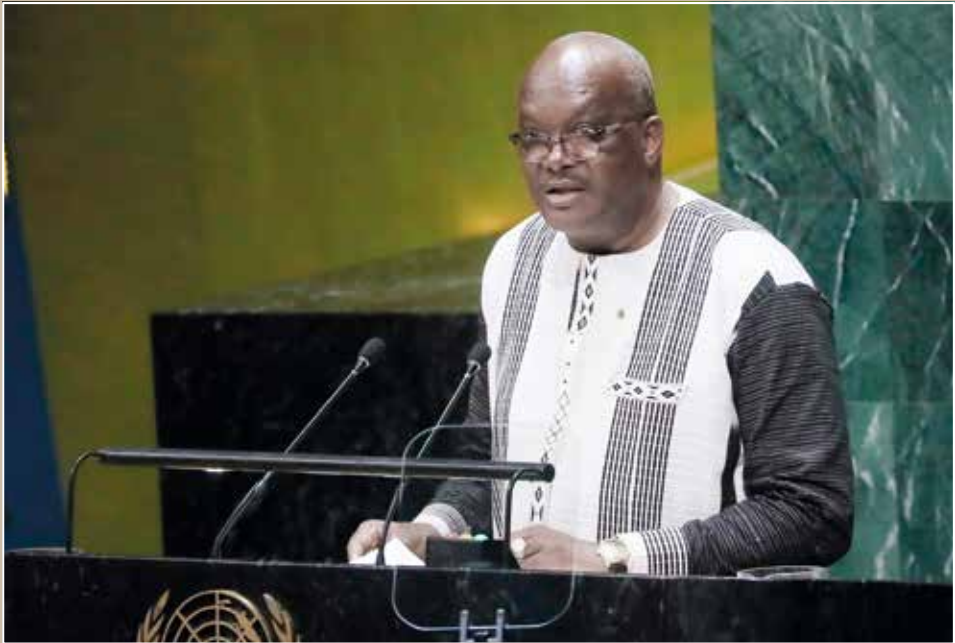
Le terrorisme est une grave menace pour tous, pour nos sociétés démocratiques et pour nos économies, mais je suis convaincu que nous sommes toutes et tous conscients de l'enjeu qu'il représente et de nos responsabilités communes dans cette lutte.

Je suis persuadé qu'en joignant nos efforts, nous serons capables de mettre en place des mécanismes de prévention en amont, afin de réduire considérablement les risques de radicalisation et de l'extrémisme violent qui menacent nos sociétés.

Ensemble, nous devons réussir, car les valeurs auxquelles nous sommes attachés telles que la démocratie, les droits humains et l'État de droit sont plus fortes que l'idéologie réductrice et destructrice que propagent les terroristes.

Plein succès à nos travaux !

Je vous remercie.



« Il nous faut impérativement travailler au renforcement du multilatéralisme et du rôle de l'ONU comme moyen de parvenir à des solutions communes aux problèmes de notre planète »

74^e AG des Nations unies Débat général



New York, le 24 septembre 2019

**Monsieur le Président ;
Monsieur le Secrétaire général des Nations unies ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation ;
Distingués délégués ;
Mesdames et Messieurs ;
Monsieur le Président.**

Candidat de l'Afrique au poste de Président de la 74^e session de l'Assemblée générale, vous avez été brillamment élu le 4 juin 2019, dernier et il m'est agréable de vous adresser au nom de ma délégation et au mien propre, mes très vives et fraternelles félicitations. Vous avez assumé de hautes fonctions au service de votre pays le Nigéria, et avez une parfaite connaissance des Nations unies. Je voudrais vous assurer du soutien total du Burkina Faso pour le succès de votre mandat.

A Madame la Présidente, sortante.

L'histoire retiendra qu'en 74 ans d'existence de notre organisation vous avez été la 4^e femme élue Présidente de l'Assemblée Générale et la deuxième en un demi-siècle.

Au regard du travail remarquable que vous avez abattu et des résultats atteints, recevez ici Madame mes félicitations pour avoir relevé les défis majeurs liés au thème de la 73^e session de notre organisation commune.

Monsieur le Secrétaire Général,

Permettez-moi de vous renouveler toute la reconnaissance et la gratitude du peuple burkinabè pour votre engagement personnel et celui du système des Nations unies pour votre soutien à mon pays en ces moments difficiles.

C'est l'occasion de vous renouveler mes encouragements dans la mise en œuvre courageuse des réformes entreprises et de vous féliciter pour votre rapport présenté le 24 juillet 2019 devant le Conseil de sécurité sur les activités du bureau et du Sahel.

La déclaration du Président du Conseil de sécurité à l'issue de cette présentation augure de meilleures perspectives.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations ;
Mesdames et Messieurs.**

Cette année notre 74^e session se tient sous le thème : « Dynamiser, les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion ».

Le Burkina Faso se félicite du choix du thème au regard de sa pertinence et de son actualité, car plus qu'une conviction, le multilatéralisme reste pour mon pays, l'unique voie pour trouver des solutions aux grandes problématiques du monde.

A ces défis, il faut ajouter la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le crime organisé et la cybercriminalité, qu'aucun pays ne peut vaincre, seul, quelle que soit sa puissance.

Au regard de tous les acquis engrangés par les Nations unies dans le maintien de la paix et de la sécurité, de la justice, des droits de l'homme, du développement et de la lutte contre le changement climatique avec l'Accord de Paris, il nous faut impérativement travailler au renforcement du multilatéralisme et du rôle de l'ONU comme moyen de parvenir à des solutions communes aux problèmes de notre planète.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation.**

S'il y a des phénomènes qui attristent notre monde aujourd'hui, ce sont bien le terrorisme et la pauvreté.

Depuis janvier 2016, notre pays fait face à des attaques terroristes persistantes et d'une ampleur sans précédent, dont les impacts sur le plan humain, social et économique sont lourds de conséquences.

L'escalade de la violence et l'insécurité ont provoqué une crise humanitaire, faisant de nombreuses victimes, civiles et au sein des Forces de Défense et de Sécurité, des centaines de milliers de déplacés internes, des écoles et des infrastructures de santé fermées et des symboles de l'État détruits.

La déstabilisation se poursuit à travers l'instrumentalisation des problèmes latents entre

les communautés qui se muent en affrontements violents.

Sur le plan des finances publiques, on peut constater l'augmentation des dépenses de sécurité au détriment du financement des secteurs sociaux et du développement.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer l'accompagnement des Nations unies face à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso.

En effet l'éligibilité du Burkina Faso au Fonds de consolidation de la Paix annoncée par le Secrétaire général de l'ONU a permis, suite à une mission inter-agences dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et d'un groupe de travail d'urgence sous la conduite de la Sous-Secrétaire générale, d'ouvrir un des cinq centres régionaux des Nations unies en dehors de la capitale, pour être plus près des populations dans les moments difficiles.

Pour s'assurer que l'appui des partenaires internationaux est bien coordonné et aligné sur une stratégie convenue, globale et intégrée qui établit le lien entre prévention, aide d'urgence, relèvement et développement, le Gouvernement a demandé une mission d'évaluation de la prévention et de la consolidation de la paix, de la BAD, de l'Union européenne et de la Banque mondiale qui s'est déroulée du 1^{er} au 10 juillet 2019 et dont les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

En ce qui concerne la pauvreté, son élimination reste l'objectif premier des ODD, car selon les Nations unies, des millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Si cette tendance n'est pas inversée plus de 168 millions d'enfants vivront dans l'extrême pauvreté. Plus que jamais, la communauté internationale doit intensifier la lutte pour l'éradication de la pauvreté, qui reste la condition *sine qua none* pour un développement durable et inclusif.

Ce combat ne pourra avoir d'effets que si nous assurons de manière efficace, la coordination des actions multiformes dans le cadre de la troisième décennie des Nations unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) et de l'Agenda 2030.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation.**

La situation sécuritaire dans l'espace du G5 Sahel demeure toujours préoccupante. Au-delà du Burkina Faso, et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je voudrais rappeler à la communauté internationale l'importance de soutenir les pays du G5 Sahel dans leur lutte déterminée contre le terrorisme et pour le développement.

En effet, les actions des groupes armés terroristes sont en expansion géographique aussi bien à l'intérieur de nos pays qu'à l'extérieur de l'espace du G5 Sahel, preuve suffisante qui illustre à souhait qu'il faut prendre des initiatives et des mesures urgentes.

Dans ce sens l'Initiative d'Accra et le Sommet de la CEDEAO tenu le 14 septembre dernier sur la sécurité dans l'espace Ouest-africain sont à saluer.

Ces initiatives indiquent bien que la lutte contre le terrorisme doit être régionale.

A ce stade je voudrais me féliciter de ce que le plaidoyer du G5 Sahel, bien soutenu par le Secrétaire Général devant le Conseil de Sécurité, ait trouvé un écho favorable à travers l'adoption de la résolution 2480 sur le renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Par cette résolution, la MINUSMA apportera un soutien à tous les bataillons opérant

dans le cadre de la Force conjointe du G5 Sahel sous la condition que cette dernière ou d'autres partenaires prennent la responsabilité de l'acheminement de l'aide dans les zones d'opérations au-delà du territoire malien.

Lors du Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le terrorisme à Ouagadougou, les Chefs d'État ont fait le constat du caractère inopérant de la MINUSMA à faire face à la menace terroriste au Mali en raison des limites du mandat qui lui a été confié par le Conseil de Sécurité.

Il apparaît inconcevable qu'avec 12 mille hommes et des moyens substantiels, cette force ne puisse pas contribuer efficacement à la lutte contre le terrorisme dans ce pays.

C'est pourquoi à l'instar de mes pairs de la CEDEAO et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je lance un appel pour un mandat plus robuste et plus offensif en faveur de la MINUSMA. Un tel mandat devrait permettre de sécuriser et de stabiliser davantage le Mali et partant tous les autres pays du G5 Sahel. De même, nous appelons le Conseil de sécurité à accorder un mandat sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies à la force conjointe du G5 Sahel afin de lui assurer des ressources permanentes.

Avec l'Allemagne et la France, nous avons proposé lors du sommet de Biarritz des pays du G7, la mise en place d'un Partenariat international en faveur de la stabilité et de la sécurité au Sahel, qui intègre les questions de lutte contre le terrorisme et le développement.

Je voudrais appeler ici tous les partenaires à adhérer sans réserve à cette initiative, car la paix et la stabilité du Sahel sont aussi celles de l'Afrique et du reste du monde.

Monsieur le Président,

Je voudrais saisir l'occasion pour réitérer la reconnaissance des peuples et des Gouvernements de mon pays et ceux du G5 Sahel, à l'ensemble du système des Nations unies et de tous nos partenaires pour le soutien et l'accompagnement dont ils bénéficient depuis le début de la crise sécuritaire et humanitaire.

Je renouvelle mon appel à la solidarité bilatérale et internationale afin de doter la Force conjointe du G5 Sahel d'équipements et des ressources financières prévisibles et pérennes indispensables à son bon fonctionnement afin de favoriser la réalisation de nos programmes de développement nationaux et régionaux à travers le Programme d'Investissements Prioritaires. Les deux piliers, sécurité et développement, sont nécessaires pour la stabilité de la région.

Dans le même sens, les pays du G5 Sahel ont adopté le 13 septembre dernier l'initiative « Desert to Power » de concert avec la Banque Africaine de Développement, qui vise à exploiter l'énergie solaire pour fournir de l'électricité à plus de 60 millions de personnes d'ici 2030.

Monsieur le Président ;

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation.

En dépit de la situation qui prévaut dans mon pays, mon Gouvernement poursuit la mise en œuvre de son programme dans le sens de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, du renforcement de la démocratie et de la consolidation de l'État de droit. En effet, la consolidation de la reprise économique, la lutte contre le chômage, l'autonomisation des jeunes et des femmes, les initiatives en faveur des personnes

vulnérables et la promotion de la bonne gouvernance sont au centre de notre action. De même, dans le cadre de la lutte contre les inégalités sociales, mais aussi pour un développement harmonieux de tout le pays, deux instruments de réduction des disparités régionales et de dynamisation des économies locales ont été mis en œuvre à travers le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso, élargi désormais aux cinq régions touchées par l'extrémisme violent et le Programme d'Appui au Développement des Économies locales.

Sur le plan de la gouvernance démocratique, j'ai convié la majorité et l'opposition politique à un dialogue politique du 15 au 22 juillet dernier.

Ce dialogue a été positif et nous a permis de faire des avancées qu'il convient de consolider par la prise de textes règlementaires et législatifs y afférents.

Monsieur le Président,

En matière de lutte contre le changement climatique, je voudrais tout d'abord saluer la tenue hier, du Sommet Action Climat dont le format a permis de faire des propositions concrètes.

Je voudrais aussi saluer le succès de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la Désertification, tenue en Inde il y a seulement quelques jours, et rappeler combien il existe un lien évident entre la désertification et le changement climatique.

Les pays du Sahel l'ont bien compris, eux qui ont créé dès 1973, le Comité Inter États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel.

Au Burkina Faso, les changements climatiques entraînent des déplacements de populations et exacerbent les conflits entre éleveurs et agriculteurs du fait des pénuries d'eau et de la raréfaction des surfaces cultivables et de pâturage.

C'est pourquoi, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les impacts des changements climatiques, mon gouvernement a pris d'importantes initiatives dont un Plan quinquennal de reforestation, une Loi pour réduire les effets de catastrophes et de crises humanitaires et un Plan national 2016-2020 pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences.

Monsieur le Président ; Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation.

En dépit du contexte sécuritaire difficile, le Burkina Faso a continué à assumer ses obligations internationales en apportant son soutien aux Nations unies pour aider d'autres pays frères à recouvrer la paix.

Ainsi, le Burkina Faso, qui compte parmi les grands contributeurs de troupes dans les missions de maintien de la paix est présent au Mali et au Darfour.

En Guinée Bissau nos troupes participent dans le cadre de la Force ECOMIB mise en place par la CEDEAO qui a permis d'assurer une certaine stabilité à ce pays frère, permettant pour la première fois qu'un Président de la république élu achève son mandat.

Par ailleurs, des efforts sont faits pour accroître la contribution des femmes pour tenir compte du genre, dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies.

**Monsieur le Président ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation.**

Au moment où nous sommes réunis, l'actualité internationale reste marquée par des tensions et des menaces à la paix et à la sécurité internationales. Si nous sommes tous présents à chaque session de l'Assemblée générale, c'est parce que nous croyons en la capacité de l'ONU, symbole par excellence du multilatéralisme et de la diplomatie, de trouver des solutions pérennes aux défis majeurs qui nous accablent mais aussi aux différentes crises dans plusieurs régions du monde.

Je voudrais rappeler que cette situation est la conséquence directe de la déstructuration de l'État libyen.

J'interpelle donc la communauté internationale à se mobiliser pour trouver une solution de paix durable dans ce pays, car le règlement de la crise sécuritaire dans nos pays passe par la paix en Libye.

A ce sujet, le Burkina Faso salue la médiation des Nations unies, et recommande fortement une implication de l'Union africaine en espérant que leurs efforts conjoints permettent de résoudre la crise libyenne.

Conformément au point de vue partagé au sein du G5 Sahel et aux conclusions pertinentes du récent sommet extraordinaire de la CEDEAO à Ouagadougou, j'appelle le conseil de sécurité des Nations unies à nommer un envoyé spécial conjoint ONU/Union africaine doté d'une bonne connaissance de la situation libyenne.

Sur la question du Sahara Occidental, le Burkina Faso réitère son soutien au processus politique en cours, mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général des Nations unies en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable et négociée au différend telle que recommandé par le Conseil de Sécurité depuis 2007, y compris par sa résolution 2468 adoptée le 30 avril 2019.

Le Burkina Faso se félicite de la tenue effective des deux tables rondes entre l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario conformément aux résolutions 2414 et 2440 du Conseil de Sécurité et je voudrais saisir l'occasion pour saluer ici le travail abattu par l'ancien Envoyé Spécial du Secrétaire général des Nations unies durant son mandat.

Au regard du caractère régional du différend, le Burkina Faso appelle tous les États de la région à apporter leurs contributions au processus politique et à renforcer leur participation au processus de négociation.

Au Moyen Orient, la question palestinienne reste une préoccupation majeure dans le conflit israélo-palestinien et le Burkina Faso réitère son soutien à la solution de deux États, Israël et la Palestine, vivant en paix et en bon voisinage.

Le Burkina Faso condamne fermement les agressions et attaques répétées contre l'Arabie Saoudite et ses installations pétrolières. D'où qu'elles viennent, ces attaques constituent des menaces graves pour la paix en Arabie Saoudite et pour l'ensemble de la région. C'est pourquoi, nous appelons solennellement à la cessation de ces actes d'hostilités.

En ce qui concerne le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, le Burkina Faso estime qu'il mérite d'être levé, au regard des nombreux préjudices que subit le peuple cubain depuis de nombreuses années.

**Monsieur le Président ;
Distingués délégués.**

La paix et la sécurité internationales sont menacées du fait de l'escalade à l'armement. C'est pourquoi, le Burkina Faso appuie toutes les initiatives et les actions multilatérales en vue de parvenir au désarmement tant au niveau des armes de destruction massive que celles conventionnelles.

Aujourd'hui, plus qu'hier, la preuve est faite que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales dans diverses régions du monde, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel et un frein à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Aussi, j'exhorte les États à allouer les ressources dégagées par les programmes de désarmement au financement des ODD, à l'Aide publique au développement et au Fonds vert.

C'est à ce prix que nous offrirons aux millions de personnes défavorisées de meilleures perspectives.

**Monsieur le Président.
Distingués délégués.**

Hier nous avons tenu le Sommet Action Climat et la réunion de haut niveau sur la Couverture sanitaire universelle et les jours qui viennent nous allons tenir des réunions de Haut niveau sur le développement durable et le financement du développement.

Nous formulons l'espoir que toutes ces initiatives nous permettront de parvenir à la création d'une dynamique et d'un soutien politique à tous les niveaux, au renforcement de l'engagement avec le secteur privé, afin de tirer le meilleur parti des solutions innovantes pour financer les ODD.

A ce propos, nous félicitons le Secrétaire général pour le lancement de l'Alliance mondiale des Investisseurs pour le développement, intervenu hier 23 septembre 2019.

Ce pool, qui sera composé de 25 à 30 PDG de grandes entreprises du monde entier, censés exploiter leurs connaissances pour inciter davantage d'investissements à long terme pour le développement durable, vient comme une lueur d'espoir au moment où les financements se font de plus en plus rares.

Comme tous les pays, c'est avec l'attention requise que le Burkina Faso suit les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de Sécurité, mais aussi les questions touchant à la revitalisation de l'Assemblée générale, aux partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales.

Sur la réforme, et à la veille de la commémoration des 75 ans de notre Organisation sous le thème : " L'avenir que nous voulons, les Nations unies dont nous avons besoin: réaffirmer l'engagement collectif au multilatéralisme", le Burkina Faso nourrit l'espoir, qu'enfin, les négociations entamées il y a plus d'une vingtaine d'années, aboutissent à la réforme que nous attendons de tous nos vœux: celle qui doit aboutir à un Conseil de sécurité plus représentatif des 193 États membres des Nations unies dans les deux catégories de membres avec tous les privilèges et les obligations qui y sont liés.

C'est le lieu, pour moi, de renouveler la totale adhésion du Burkina Faso à la position

commune africaine telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

En commémorant le 24 avril 2019 la première journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, les Nations unies réaffirment bien l'importance du multilatéralisme et achèvent de convaincre que dans notre monde d'aujourd'hui, les défis globaux se préparent et se gagnent ensemble.

Je vous remercie.



« La paix et la sécurité sont affectées par les changements climatiques entraînant des déplacements de populations avec pour conséquences l'exacerbation de conflits latents entre éleveurs et agriculteurs »

74^e AG des Nations unies
Réunion consultative des Chefs d'État et de Gouvernement
des pays membres de la Commission Climat pour la Région
du Sahel (CCRS)



New York, le 25 septembre 2019

**Excellence Monsieur le Président de la République du Niger, Président de la Commission Climat pour la Région du Sahel ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Permettez-moi de saluer le leadership de Monsieur le Président ISSOUFOU, qui a permis la tenue effective de la présente rencontre ici à New-York, en marge du Sommet Climat pour l'action.

En adoptant en février 2019 le Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel (PIC-RS) et son Programme Régional Prioritaire (PRP), nous posons clairement les fondements d'une société sahélienne que nous voulons résiliente face aux changements climatiques.

Le Sahel est une zone éco-climatique contrastée et d'écosystèmes soumis à une forte variabilité climatique. Cette situation est fort malheureusement très préjudiciable pour les populations dont la source principale de revenus est liée à la terre.

C'est donc avec juste raison que l'axe 1 du Plan d'Investissement Climat de notre région a été consacrée à la « Restauration et la réhabilitation des terres dégradées ».

Excellences Mesdames et Messieurs,

Je voudrais particulièrement orienter mon intervention sur la question de la gestion durable des terres, car l'histoire nous démontre que la terre, en plus d'être un capital naturel, est un enjeu fondamental pour la paix et la sécurité.

Le constat est évident : les zones conflictuelles de notre région sont celles en proie à la sécheresse.

La paix et la sécurité sont affectées par les changements climatiques entraînant des déplacements de populations avec pour conséquences l'exacerbation de conflits latents entre éleveurs et agriculteurs.

C'est prenant en considération l'importance particulière de la dimension socio-économique, environnementale et sécuritaire de la terre, que le Programme d'Investissement Prioritaire 2019-2021 du G5 Sahel a consacré son axe 3 à la « Résilience et au développement humain ».

Le Programme d'Investissement Prioritaire du G5 Sahel et le Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel sont parfaitement complémentaires et concourent à l'atteinte du même objectif. C'est pourquoi, je lance un appel aux Partenaires Techniques et Financiers pour qu'ils s'engagent davantage à nous accompagner dans l'opérationnalisation du Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour réaffirmer notre attachement à l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel, qui est une approche multisectorielle, holistique et écosystémique, associant Gestion Durable des Terres, restauration des bases de production et développement économique local dans une vision de transformation des zones sahélo-sahariennes en pôles économiques viables.

Vous me permettrez également de rappeler que le Burkina Faso a organisé en juin 2017 la Journée Mondiale de Lutte Contre la Désertification au cours de laquelle, un appel fut lancé pour la création d'emplois verts liés à la terre dans le cadre de l'Initiative sur la Soutenabilité, la Stabilité et la Sécurité (3S), en présence de mes Pairs des Républiques sœurs du Mali et du Niger.

Ce n'est qu'en mettant en cohérence nos initiatives dans une vision synergique que nous parviendrons à inverser durablement les tendances de dégradation de nos terres et rendre viable notre espace régional.

Excellence Mesdames et Messieurs ; Distingués Invités.

Je voudrais terminer mon propos en formulant le vœu que cette réunion permette d'ouvrir de meilleures perspectives pour la mise en œuvre efficace du Plan d'Investissement Climat de la région du Sahel.

Je vous remercie de votre attention.



« La lutte contre le terrorisme, tout en étant une priorité nationale doit s'inscrire dans une approche sous-régionale mais surtout dans une dynamique de développement économique des zones vulnérables »

74^e AG des Nations unies Déclaration devant la Commission de Consolidation de la Paix de l'ONU, sur la situation au Burkina Faso



New York, le 26 septembre 2019

**Monsieur Ivàn Duque Màrquez, Président de la Colombie et Président de la Commission de consolidation de la paix ;
Monsieur le président de la République togolaise ;
Messieurs les Chefs d'État, Chefs de gouvernement et de délégation ;
Monsieur le Sous-secrétaire général des Nations unies à la consolidation de la paix ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Messieurs les Présidents de la commission de l'Union africaine et de la commission de la CEDEAO ;
Monsieur le représentant spécial de l'Union européenne ;
Distingués participants ;
Monsieur le Président de la Commission.**

Je voudrais avant tout propos, vous remercier d'avoir pris de votre temps, en dépit de votre agenda chargé pour présider l'ouverture de cette réunion consacrée à mon pays qui traverse une situation sécuritaire et humanitaire sans précédent, et bénéficie, dans ce cadre, de l'accompagnement des Nations unies à travers le Fonds de consolidation de la paix.

Merci à l'ensemble des pays et Institutions partenaires pour le soutien qu'ils apportent aux efforts et aux actions de mon Gouvernement par leur présence à cette session.

Depuis janvier 2016, mon pays fait face à des attaques terroristes d'une grande ampleur dont les impacts sur le plan humain, social, économique et du vivre-ensemble sont incalculables.

Le niveau de violence atteint et l'insécurité ont eu pour conséquence, une crise humanitaire avec pour corollaire des milliers de déplacés internes, des écoles et des centres de santé fermés.

La volonté affichée des forces obscurantistes de déstabiliser nos pays dans le Sahel se prolonge à travers l'instrumentalisation des conflits latents entre les communautés qui se transforment en affrontements violents faisant de nombreuses victimes.

C'est pourquoi la lutte contre le terrorisme, tout en étant une priorité nationale doit s'inscrire dans une approche sous-régionale mais surtout dans une dynamique de développement économique des zones vulnérables.

Dans ce sens, l'initiative d'Accra et la dernière conférence des chefs d'État de la CEDEAO, sont à saluer. Je dois préciser que la CEDEAO a décidé de s'engager dans la lutte contre le terrorisme en mobilisant un milliard de dollars.

Mesdames et Messieurs,

Afin de faire face à la montée de la violence, le gouvernement a, non seulement décrété l'État d'urgence dans un certain nombre de régions, mais engagé plusieurs opérations militaires dans l'Est, le Sahel et le Nord du pays, avec comme consigne, le respect des droits de l'homme, pilier essentiel à la réussite de la lutte anti-terroriste.

En plus de ces actions au niveau national, l'engagement des pays du G5 Sahel au niveau de la Force conjointe et l'urgence de son financement et le renforcement de son équipement devraient permettre d'éviter un désastre humanitaire.

En réponse à cette crise sans précédent que connaît mon pays, le Gouvernement a lancé deux initiatives majeures : le Programme d'appui au développement des économies locales et le programme d'urgence pour le Sahel qui a été élargi à l'ensemble des cinq régions touchées par l'extrémisme violent.

Par ailleurs, le Burkina Faso poursuit le renforcement des capacités de ses Forces de défense et de sécurité dans le domaine des Droits humains et du droit international humanitaire.

Je réaffirme notre ferme engagement à collaborer avec tous les partenaires dans le cadre de la promotion, la protection et la défense des droits humains ainsi que le renforcement du pool judiciaire chargé de la lutte contre le terrorisme.

Monsieur le Président ; Mesdames et Messieurs.

Comme vous le voyez bien, en dépit des énormes efforts consentis, la description ainsi faite de la situation qui prévaut au Burkina Faso, montre à quel point les attentes sont fortes et les défis à relever importants.

Le soutien de la communauté internationale au Burkina Faso, en particulier et aux pays du Sahel, en général dans le cadre de la lutte contre le terrorisme doit prendre en compte le coût humanitaire que ce fléau fait peser sur les populations vivant déjà dans une précarité exacerbée par les changements climatiques qui occasionnent de mauvaises récoltes.

L'évolution fulgurante des conséquences humanitaires marquées notamment par le quadruplement des populations déplacées en l'espace de 5 mois soit environ 290 000 personnes composées en majorité de femmes et d'enfants montre bien que l'urgence commande d'agir avec célérité.

Les questions de la résilience des communautés, d'une part, et celles de développement, d'autre part, doivent être au cœur de nos actions car le défi de la sécurisation commande un leadership national dans le choix des priorités avec une plus grande participation des populations à travers une approche territorialisée du tryptique sécurité-humanitaire-développement.

Je lance donc un appel à une synergie d'actions de l'ensemble de nos partenaires et un plus grand effort de coordination pour mieux nous accompagner.

Mesdames et Messieurs,

Les relations entre le Burkina Faso et la Commission de consolidation de la paix remontent à septembre 2015 et depuis lors, mon pays a bénéficié de financements au titre du Fonds de Consolidation de la paix, à travers un montant initial de 3 millions de dollars.

En 2018, 8 millions de dollars ont été annoncés au titre du Programme d'Urgence pour le Sahel. C'est le lieu pour moi de saluer ces efforts certes importants du Bureau de consolidation de la paix et d'appeler au financement de ce Fonds qui joue un rôle important. En plus de ces initiatives très louables mais limitées dans leur objectif, le Burkina Faso entend mobiliser l'ensemble de ses partenaires à la fois, bilatéraux et multilatéraux, pour relever les immenses défis sécuritaires et de développement.

Aussi, la mission inter-agences des Nations unies de février dernier conduite par Monsieur Mohamed Ibn CHAMBAS, celle de juillet conduite par la Sous-Secrétaire générale Madame Bintou KEITA, et la mission conjointe d'évaluation de la Prévention et de la Consolidation de la Paix (Nations unies, Banque africaine de développement, Banque mondiale et Union européenne) du 1^{er} au 10 juillet 2019 au Burkina Faso, sont le signe que nous sommes dans la bonne direction.

Avant de conclure, je voudrais vous renouveler, Monsieur le président, mes remerciements, tout en restant à la disposition de l'auditoire pour répondre à vos questions.

Je vous remercie.



« Le fléau que constituent ces maladies pèse énormément sur nos populations en terme de charge de morbidité et mortalité, et leurs conséquences sur le plan socio-économique, désastreuses »

6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme



Lyon, le 9 octobre 2019

**Distingués Chefs d'État et de Gouvernement ;
Honorables Invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Le Burkina Faso salue la tenue de la présente conférence pour la reconstitution des ressources du fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, et se félicite de l'engagement de la France et des autres partenaires.

Même si les résultats obtenus sont appréciables, seule une collaboration intensive et participative sur le plan régional et mondial, intégrant les Gouvernements, la Société civile, les communautés touchées, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, pourra en venir à bout, et conduire à la couverture sanitaire universelle.

Le fléau que constituent ces maladies pèse énormément sur nos populations en terme de charge de morbidité et mortalité, et leurs conséquences sur le plan socio-économique, désastreuses.

C'est pourquoi, elles sont placées au rang de problème prioritaire de santé publique, et les programmes chargés d'organiser une lutte contre ces maladies, créés et dotés de moyens de leur action.

Mesdames et Messieurs,

En inscrivant notre vision et action dans celle des Objectifs de Développement durable (ODD) et en décidant d'investir chaque année dans une campagne de chimio-prévention contre le paludisme saisonnier, nous avons pu réduire de plus de 50% le nombre de cas dans les communautés touchées.

En partenariat avec la Banque mondiale, l'UNICEF, l'UNFPA et le Fonds mondial, nous œuvrons, nous aussi, à l'intégration de la santé maternelle et infantile, et de la santé sexuelle et reproductive des adolescentes et des adolescents, dans les programmes de lutte contre le Sida.

C'est ainsi que nous avons mis en place l'option B+, une initiative visant à fournir des antirétroviraux à toutes les femmes enceintes séropositives, afin d'empêcher la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Près de 18 000 agents de santé communautaire ont été engagés et formés, dans l'objectif de réduire les inégalités d'accès aux services de santé de base, en étroite collaboration avec les centres de santé primaire, et 236 organisations communautaires. Ils assurent la prise en charge complète et intégrée des cas, au niveau communautaire, dans 30% des districts difficiles à atteindre, et leurs rapports sont compilés et intégrés dans le système d'information de santé du district.

C'est le lieu pour moi, au nom des pays bénéficiaires du Fonds mondial, de témoigner toute notre reconnaissance aux donateurs, et notre satisfaction pour leur appui constant et soutenu en faveur d'un meilleur état de santé de nos populations.

En dépit des progrès accomplis, d'énormes défis restent à relever. Si nous voulons atteindre le troisième Objectif de Développement durable, nous devons agir ensemble, accélérer l'innovation, coordonner nos actions et assurer une efficacité maximale dans la mise en œuvre des programmes de santé.

Pour ce faire, nous avons besoin de modèles de diagnostic, de prévention, de prise en charge et de prestation de services innovants, pour contrer la menace liée à la résistance, et étendre la portée de nos initiatives aux plus pauvres et aux plus marginalisés.

Distinguées personnalités ; Mesdames et Messieurs.

La présente conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial intervient à un moment crucial où, à travers les ODD, la Communauté internationale s'est engagée à éliminer le VIH, la tuberculose et le paludisme avant 2030.

Pourtant, force est de constater que de nouvelles menaces ont ralenti les progrès et permis à ces maladies de regagner du terrain. Il s'agit de la résistance aux insecticides et aux médicaments, des obstacles liés aux inégalités de genre et aux droits humains qui entravent l'accès aux services de santé. Il s'agit aussi de l'insuffisance de financement. A ces défis non exhaustifs, s'ajoutent le défi de la sécurité auquel plusieurs pays, dont le mien, sont confrontés depuis quelques années.

Honorables invités ; Mesdames et Messieurs.

A onze années seulement de l'échéance des ODD, nous devons plus que jamais tenir tous

nos engagements, accélérer le mouvement pour permettre à nos pays et aux partenaires de renforcer la dynamique vers l'élimination de ces maladies.

C'est en cela qu'il faut saluer l'initiative du Fonds mondial et des partenaires techniques, visant à mobiliser au moins 14 milliards de dollars US, pour financer les programmes de lutte contre les trois maladies, et contribuer à construire des systèmes de santé plus solides et plus résilients.

Toutefois, nous ne perdons pas de vue notre responsabilité première, dans la mobilisation des ressources nationales pour sécuriser les besoins essentiels de nos programmes, notamment l'approvisionnement en produits de santé. C'est ainsi que malgré la situation sécuritaire difficile que traverse mon pays, environ 13 % du budget national sont alloués au secteur de la santé.

Mesdames et Messieurs,

Cette 6^e conférence est une chance, à la condition que des efforts supplémentaires soient consentis par tous, en vue de relever le défi de l'élimination des trois maladies d'ici 2030. Aussi, au nom de nos populations, voudrais-je inviter tous les acteurs à poursuivre, voire accroître leur contribution, pour un monde libéré de ces fléaux.

Plein succès à nos travaux !

Je vous remercie.



« Entre la fédération de Russie et l'Afrique, nous avons suffisamment de matières pour nourrir nos échanges et bâtir des partenariats stratégiques bénéfiques pour tous »

1^{er} sommet Russie-Afrique



Sotchi, le 24 octobre 2019

**Excellence Monsieur le Président de la Fédération de Russie, hôte du présent Sommet ;
Excellence Monsieur AL SISSI, Président de la République Arabe Uni d'Égypte, Président de l'Union Africaine et co-président de notre Sommet ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations africaines ;
Chers participants ;
Mesdames, Messieurs.**

Je voudrais, tout d'abord saluer le Président Vladimir Poutine pour son engagement en faveur du renforcement des relations entre la fédération de Russie et l'Afrique autour du Forum économique et du premier sommet Russie-Afrique qui nous réunit aujourd'hui. Merci Monsieur le Président pour l'hospitalité et toutes les marques d'attention dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Sotchi.

Messieurs les co-Présidents,

La tenue du présent sommet marque une étape historique et un nouveau départ dans la

coopération entre la Russie et l'Afrique.

En 2017, je proposais au Président Poutine l'idée d'une rencontre entre la Russie et les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Je me réjouis aujourd'hui que cette initiative se concrétise à un niveau plus important par cette rencontre qui réunit l'ensemble du continent africain.

Notre époque est marquée par des défis qu'aucun pays pris individuellement ne peut solutionner.

Il s'agit entre autres, de ceux liés aux changements climatiques, à la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation, le terrorisme et la lutte contre la pauvreté.

Entre la fédération de Russie et l'Afrique, nous avons suffisamment de matières pour nourrir nos échanges et bâtir des partenariats stratégiques bénéfiques pour tous, aussi bien dans les domaines politiques, économiques, scientifiques, culturels que sécuritaires.

C'est pourquoi, je me félicite de l'organisation en marge du sommet, du Forum économique, qui permet de jeter un pont entre les secteurs privés africains et russes, dont l'accompagnement est essentiel pour dynamiser la coopération entre la Russie et l'Afrique.

Messieurs les Présidents ; Mesdames et Messieurs les chefs de délégation.

Ce premier Sommet Russie-Afrique devra être le départ pour une coopération fructueuse. C'est en tout cas notre espoir, l'espoir d'un partenariat mutuellement bénéfique.

En ma qualité de Président du G5 Sahel, permettez-moi de dire quelques mots sur la situation difficile que traverse la région du Sahel eu égard à la menace terroriste qui y sévit. Je voudrais d'abord saluer tous les efforts consentis par les États membres du G5 Sahel et leurs partenaires, pour venir à bout de ce fléau qui, en quelques années, a occasionné de nombreuses victimes et provoqué une grave crise humanitaire liée aux déplacements massifs de populations. Les victimes sont à la fois civiles et militaires tant les terroristes s'attaquent sans distinction aux paisibles populations et aux forces de défense et de sécurité.

La lutte contre le terrorisme est donc désormais une priorité nationale pour chacun des 5 pays du G5 Sahel. Elle mobilise une large part des budgets nationaux et réduit la part des investissements dans les secteurs de développement social et économique.

La réponse au terrorisme n'est pas que militaire. Elle se conjugue en terme de lutte contre la pauvreté à travers des projets de développement des services sociaux de base, des projets de création de richesse et d'emploi, des projets en faveur des jeunes ou encore des projets visant à l'autonomisation des femmes. C'est pourquoi le G5 Sahel a lancé en décembre un ambitieux Programme d'investissement prioritaire d'environ 2 milliards d'euros qui ne demande qu'à être financé.

Et il est évident que les États membres du G5 Sahel ne peuvent pas, à eux seuls, relever ces défis.

C'est pourquoi, je voudrais appeler la Russie à établir un partenariat stratégique renforcé avec le Sahel et à apporter son appui au plan d'action de lutte contre le terrorisme adopté récemment par la CEDEAO à Ouagadougou.

J'appelle particulièrement la Russie à se joindre au Partenariat International pour la stabilité et la sécurité dans le Sahel proposé au Sommet du G7 de Biarritz.

En tant que grande puissance militaire et économique, la Russie apparaît comme un partenaire de choix qui peut aider le Sahel et la région Afrique de l'Ouest dans sa lutte

contre le terrorisme. Nous osons croire que le Sommet historique d'aujourd'hui sera le point de départ de ce partenariat fécond et utile souhaité pour la sécurité et la stabilité de notre région.

Vive les relations et la coopération entre la Russie et l'Afrique !

Je vous remercie !



« Il est important que nous puissions solidariser nos efforts, pour ramener la stabilité et la paix dans cette sous-région (le Sahel) »

Conférence de haut niveau du G20 sur l'initiative « Compact With Africa »



Berlin, le 19 novembre 2019

**Mme la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne ;
Monsieur le Président de l'Union africaine ;
Chers collègues.**

Je voudrais tout d'abord dire que c'est la première fois que nous participons, en tant que Burkina Faso, à la conférence de haut niveau du G20 sur l'initiative « Compact with Africa ». Je remercie la Chancelière pour cette invitation. Je voudrais également saluer l'intérêt croissant que le secteur privé allemand a vis-à-vis des investissements en Afrique, grâce à votre initiative. Je voudrais noter que de façon générale, des efforts sont faits en Afrique pour consolider le climat des affaires et la bonne gouvernance, et faire en sorte que nous puissions travailler ensemble, et de façon stratégique, sur des investissements qui vont développer notre continent.

Je viens d'une zone où les questions de sécurité sont des préoccupations importantes, notamment la zone sahélienne. Il est important que nous puissions solidariser nos efforts, pour ramener la stabilité et la paix dans cette sous-région. C'est pourquoi, tout en saluant les efforts qui ont été déjà faits dans ce sens par l'Allemagne, et l'Europe de façon générale, je voudrais attirer l'attention sur le fait que nous avons lancé l'initiative de partenariat

international pour le développement et la stabilisation du Sahel, et dans les mois à venir, nous aurons à lancer un appel pour que nous puissions ensemble, travailler à la sécurisation de cette zone.

Enfin, sur le projet qui vient d'être exposé, (NDLR: Sysmex Partec, un modèle de partenariat germano-burkinabè dans le domaine de l'hématologie et des réactifs) je pense que je n'ai plus rien à ajouter, parce que tous les éléments ont été donnés. Sauf dire simplement que nous souhaitons élargir ce schéma sur des questions qui peuvent concerner le secteur de la biologie médicale et de l'imagerie. C'est un travail que nous poursuivrons certainement avec Sysmex.

Je vous remercie.



« La paix et la sécurité de notre espace commandent que nous conjuguions nos efforts et mutualisions nos moyens d'action pour réussir la lutte légitime contre le terrorisme »

Ouverture de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'État du G5 Sahel



Niamey, le 15 décembre 2019

**Monsieur le Président de la République du Niger, cher frère ;
Messieurs les Présidents du Tchad, du Mali et de la Mauritanie ;
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Messieurs les Présidents d'institutions ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de missions diplomatiques ;
Monsieur le Secrétaire Permanent du G5 Sahel ;
Monsieur le Commandant de la Force Conjointe du G5 Sahel ;
Mesdames et Messieurs.**

Avant tout propos, permettez-moi d'exprimer, en mon nom propre, et au nom de mes homologues, nos vifs et sincères remerciements à Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, au Gouvernement et au peuple nigériens, pour l'accueil fraternel et chaleureux qui nous a été réservé ainsi que pour les excellentes facilités mises à notre disposition depuis notre arrivée dans ce pays qui nous est cher.

Je voudrais, par la même occasion, réitérer, au nom de mes Pairs du Mali, de la Mauritanie et du Tchad, tous ici présents et en mon nom propre, nos sincères condoléances suite à l'attaque terroriste perpétrée le 10 décembre 2019 contre le camp militaire d'Inatès. Devant ce douloureux événement, nous sommes aussi tristes que déçus. C'est pourquoi, nous avons décidé de délocaliser notre session extraordinaire qui était prévue à Ouagadougou, à Niamey, pour traduire toute notre solidarité et notre compassion aux familles éplorées, au peuple et au gouvernement nigériens.

Je voudrais à cet instant, vous demander que nous puissions observer une minute de silence à la mémoire des 71 victimes d'Inatès et de toutes les victimes militaires et civiles, sahéliennes et étrangères, enregistrées récemment au Sahel (...).
Je vous remercie.

Nous partageons la douleur du Peuple frère du Niger et demeurons convaincus qu'il saura trouver les ressources morales et spirituelles pour surmonter cette épreuve. Nous n'oublions pas les derniers événements qui ont aussi endeuillé particulièrement les autres pays du fuseau central de l'espace G5 Sahel, à savoir le Burkina et le Mali. Je pense notamment à Boulikessi, à Tanbakort, à Indelimane au Mali, à Koutougou et Bounkou au Burkina Faso, pour ne citer que ceux-là. Toutes ces attaques ont fait des centaines de morts, provoqué des conflits communautaires et entraîné des déplacements massifs et forcés de populations.

**Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Les attaques sans cesse perpétrées par les groupes terroristes dans notre espace nous rappellent non seulement l'extrême gravité de la situation mais aussi, l'urgence de travailler davantage en synergie pour faire face à ces barbaries d'une autre époque. Il importe donc que nos efforts quotidiens tendent à raffermir notre unité, et surtout, à préserver l'essentiel : la paix et la stabilité garantes d'un développement durable et du bien-être de nos laborieuses populations.

**Chers homologues ;
Mesdames et Messieurs.**

La paix et la sécurité de notre espace commandent que nous conjuguions nos efforts et mutualisions nos moyens d'action pour réussir la lutte légitime contre le terrorisme. Cette lutte exige la prise en compte des dimensions non seulement sécuritaires, mais aussi politiques et économiques du devenir de nos Nations. En cela, il est plus que nécessaire que nous œuvrions rapidement à la pleine capacité de notre Force conjointe. Il reste entendu que le soutien de l'ensemble des États de la région ainsi que de l'ensemble de la communauté internationale, sera déterminant pour l'aboutissement de notre combat. C'est le lieu pour moi de remercier tous les pays et Institutions partenaires, pour le soutien qu'ils continuent d'apporter aux efforts et actions du G5 Sahel, de façon bilatérale et multilatérale.

Messieurs les Présidents,

C'est le moment, pour nous, de réitérer notre engagement à combattre, par tous les moyens, ce fléau et de lancer un appel à la mobilisation générale de nos énergies, ainsi que celles de la communauté internationale.

Je ne doute point que de notre présente session, ressortiront des propositions concrètes susceptibles de répondre aux défis sécuritaires ainsi qu'aux attentes de nos peuples.

Sur cette note d'espoir, je déclare ouverts les travaux de la présente Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État du G5 Sahel.

Je vous remercie.



« Cette réunion du G5 Sahel (...) a permis aux différents chefs d'État d'aborder les questions qui sont essentielles »

Clôture de la session extraordinaire de la conférence des Chefs d'État du G5 Sahel



Niamey, le 15 décembre 2019

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, au nom des différents chefs d'État ici présents, remercier le président Mahamadou Issoufou, pour l'accueil et les dispositions qui ont été prises pour que cette réunion puisse se tenir.

Nous rappelons que cette réunion du G5 Sahel, qui était fondée sur un ordre du jour précis, aussi bien relatif à la situation sécuritaire qu'à la situation des alliances et de l'appui pour le développement de nos différents pays, a permis aux différents chefs d'État d'aborder les questions qui sont essentielles. Il s'agit maintenant, pour nous, de travailler à leur mise en œuvre. Et c'est ce à quoi nous allons nous atteler, avec le Secrétariat permanent, en ce qui concerne l'aide et l'appui pour le développement des zones en difficulté, avec le commandement de la Force conjointe, en ce qui concerne les actions de terrain qu'il est impératif de mener, pour redonner un crédit, non seulement au G5 Sahel, mais à tout le travail que nous faisons avec les alliés sur le terrain de la lutte contre le terrorisme.

Je voudrais également remercier tous les chefs d'État pour les efforts engagés, afin que cette réunion puisse se tenir, parce que je sais que le programme de chacun est très chargé. Je voudrais les remercier et leur souhaiter à tous, un bon retour dans leurs pays. Sur ce, je déclare close la session extraordinaire du G5 Sahel à Niamey.

Merci beaucoup !



Le président du Faso au cours de l'entretien avec la Deutsche Welle, à Berlin le 21 février 2019



LE PRÉSIDENT DU FASO FACE À LA PRESSE



« Il est important donc que l'ensemble de la structure humanitaire qui aide les pays africains et en particulier l'Allemagne puisse nous appuyer dans la gestion de cette situation »

Entretien avec la Deutsche Welle



Berlin, le 21 février 2019

En marge de sa visite d'amitié et de travail, en République fédérale d'Allemagne, le président du Faso, Roch Marc Christian KABORÉ a accordé un entretien à la Deutsche Welle. Plusieurs sujets ont été abordés dont la question de la sécurité, marquée par les fréquentes attaques terroristes dans plusieurs régions du pays.

Deutsche Welle (D.W.) : Vous êtes en Allemagne en ce moment avec un objectif à savoir parler du G5 Sahel puisque vous en êtes le président actuellement. Quel est l'objectif précis de votre visite en Allemagne à Berlin ?

Roch Marc Christian Kaboré (R.M.C.K.) : C'est à l'invitation de la Chancelière que je suis venu à Berlin pour deux raisons essentielles. La première c'est la discussion autour de la coopération entre nos deux pays. La deuxième justement c'est parce que depuis février 2019, le Burkina Faso assure la présidence du G5 Sahel. Sur le premier point je voudrais noter que nous avons une coopération satisfaisante qui traite des questions de décentralisation, d'accès à l'eau potable, d'énergies, d'agriculture. Donc de ce point de vue-là, nous ne pouvons que saluer cette coopération et également au regard de la

situation sécuritaire de notre pays, demander à l'Allemagne de pouvoir nous soutenir sur des questions qui nous semblent essentielles. D'abord, cette situation a créé des flux de réfugiés pour des questions sécuritaires. Nous avons à peu près à l'intérieur, environ 60 000 à 70 000 personnes qui ont été obligées d'être déplacées pour des questions de sécurité. Il est important donc que l'ensemble de la structure humanitaire qui aide les pays africains et en particulier l'Allemagne puisse nous appuyer dans la gestion de cette situation, puisque ces personnes doivent être sauvegardées et plus tard ramenées dans leur site d'habitation pour y rester lorsque nous aurons pu achever les questions sécuritaires.

D.W. : Quelles sont les promesses très concrètes que madame la Chancelière vous a faites ?

R.M.C.K. : La Chancelière nous a montré une grande disponibilité. Nous sommes arrivés depuis hier, nous avons rencontré le président de la République, nous avons rencontré la Chancelière et nous avons apprécié l'intérêt que l'Allemagne porte à l'Afrique, particulièrement au G5 Sahel. Vous savez bien que dans le cas de la MINUSMA, l'Allemagne y participe, le Burkina Faso également avec un contingent de près de 1 700 personnes. De ce point de vue là, elle s'est engagée à regarder l'ensemble de ces questions et à continuer à apporter la contribution au soutien au G5 sahel.

D.W. : Le gros problème de l'armée du Burkina Faso comme celle du Mali et des autres pays, c'est le manque de matériels, le manque de formation aussi peut-être ?

R.M.C.K. : Tout est lié. C'est vrai que nous avons deux aspects qu'il faut consolider ; nous devons en même temps combattre le terrorisme tout en assurant l'aguerrissement de nos soldats parce que quoi qu'on dise, c'est une nouvelle donne qui n'a jamais existé dans notre sous-région. C'est-à-dire la guerre asymétrique. C'est une guerre qui est imposée mais ce n'est pas une guerre classique, donc forcément les moyens qui peuvent être employés doivent être redéployés d'une autre manière pour pouvoir faire face au danger. Nous travaillons dans ce sens et je crois que l'appui qui est apporté dans la coopération avec l'Allemagne nous a effectivement permis d'avoir des accords de coopération qui permettent de rendre légale l'action, soit de formation soit d'accompagnement qu'ils peuvent nous apporter dans la consolidation de notre armée.

D.W. : Vous parlez vous-même de votre prédécesseur Blaise COMPAORÉ. Il y a des rumeurs que l'ex-président burkinabè aurait eu des liens avec des terroristes et que c'est justement à cause de sa chute maintenant que le Burkina Faso souffre du terrorisme ?

R.M.C.K. : Qu'il ait eu des liens, je pense que ce n'est pas des rumeurs, c'est un fait établi maintenant.

D.W. : Vous avez des informations ?

R.M.C.K. : Le Burkina Faso a bénéficié de la paix sociale pendant des années parce que quelque part nous avions un deal qui était là ; ça me semble évident. Maintenant concernant la suite, je dirai que c'est du fait qu'il y a eu sûrement ces genres de situations qu'on est

en droit de se demander pourquoi aujourd'hui le Burkina Faso est pris en cible, d'autant plus que je dois rappeler qu'après le départ de Blaise COMPAORÉ, les élections, à peine nous avons mis en place le 12 janvier le gouvernement, que nous avons le 15 janvier le premier attentat au Burkina Faso alors qu'il n'y avait rien qui présageait de cela. Et depuis lors nous sommes dans une activité anti-terroriste dont l'objectif c'est de nous empêcher de travailler.

D.W. : Est-ce que vous confirmez aussi en ce moment-là que des leaders terroristes sont venus chez vous, vous réclamer les voitures qu'ils avaient commandées à votre prédécesseur ?

R.M.C.K. : Je confirme puisque j'ai été touché dans ce sens lorsque je suis arrivé. Je leur dis non, je ne suis pas informé de ces commandes par conséquent vous pourriez aller réclamer ces voitures à qui de droit notamment celui qui est en Côte d'Ivoire. Il vous dira où il les a mises. Mais moi je n'étais pas dans ce deal.

D.W. : Et comment ils ont réagi ?

R.M.C.K. : Ah ! Je ne sais pas, notre conversation s'est arrêtée là. Maintenant comment ils ont réagi, je ne peux pas donner la suite. Ce qui est certain c'est que nous sommes pris en tenaille aujourd'hui par un certain nombre de ces groupes et en tout cas nous savons que le terrorisme n'a pas d'avenir et que ça mettra certainement un certain temps, mais nous nous battons pour rétablir la paix et la sécurité dans notre pays ; c'est une priorité pour nous.

D.W. : Puisque vous dites qu'avec Blaise COMPAORÉ, il y avait un deal qui permettait au pays d'être à l'abri des attaques terroristes. Pourquoi ne pas solliciter ses conseils aujourd'hui si vous voulez que votre pays soit en paix ?

R.M.C.K. : Si les conseils c'est de nous amener à faire des deals avec le terrorisme pour des trafics, je pense que c'est un mauvais conseiller pour nous.

D.W. : Puisqu'il a de l'expérience ; on a vu qu'il assurait des médiations.

R.M.C.K. : Mais c'est justement au travers de ces médiations que les deals ont été tissés. Je ne vois pas comment on peut demander à quelqu'un de vous expliquer comment avec un voleur vous pouvez vous entendre pour continuer à voler d'autres et vous, vous serez en paix. Je pense que quand même qu'il y a une question d'éthique à voir. Nous ne sommes pas opposés à un conseil de quelqu'un, comme je vous l'ai dit. Ce n'est pas nous qui avons mis Blaise COMPAORÉ en dehors du Burkina Faso. Il est parti de lui-même suite à l'insurrection ; il est à Abidjan, s'il veut conseiller, il peut le faire.

D.W. : Il reviendra peut-être au Burkina Faso ?

R.M.C.K. : Nous avons dit nous n'avons chassé personne. Celui qui veut revenir, il revient. Nous avons simplement dit que si vous avez des problèmes avec la Justice, vous vous rendez à la Justice, vous faites votre point et vous continuez. Nous n'avons aucun problème mais

comme je dis depuis que Blaise COMPAORÉ est à Abidjan les attaques se multiplient au Burkina Faso. Je n'ai jamais entendu Blaise COMPAORÉ faire une déclaration à l'attention de son peuple pour l'encourager et pour estimer que les actions sont mauvaises.

D.W. : Ça vous manque ?

R.M.C.K. : Non, ce n'est pas que ça me manque ; je trouve qu'humainement quand on est un ancien Chef d'État, on se préoccupe de l'avenir de son pays et de son peuple. Ça me semble important.

D.W. : Aujourd'hui, des écoles sont fermées au Burkina Faso. C'est un maillon important de la chaîne qui est touché. Comment vous éprouvez cette situation ?

R.M.C.K. : Nous estimons que c'est une situation qui est grave. Nous en avons parlé avec la Chancelière d'ailleurs. Nous avons plusieurs centaines d'écoles qui sont fermées, plus de 100 000 élèves qui ne vont pas à l'école et c'est un défi majeur pour nous de faire en sorte de rouvrir les classes pour que les enfants puissent aller à l'école. Parce que le fait que les enfants ne vont pas à l'école fait qu'il existe un terreau fertile au recrutement du terrorisme et à son renforcement, à son enlèvement. Donc nous avons donné des instructions fermes aux FDS de prendre les dispositions pour que d'ici à un trimestre nous puissions commencer à rouvrir les écoles au Burkina Faso. Ça sera un des signes de succès de notre action sur le terrain vis-à-vis de la lutte contre le terrorisme.

D.W. : Quelle a été la réponse de la Chancelière Angela MERKEL ?

R.M.C.K. : Elle est tout à fait d'accord avec l'objectif que nous visons. Elle est tout à fait d'accord que l'école est un ciment important. Quand vous êtes enseignant au nord du Burkina Faso et que vous donnez des cours, que les terroristes viennent dire que si vous n'enseignez pas en arabe, demain s'ils reviennent, ils vous tuent. Mais vous n'allez pas trouver quelqu'un là-bas, ça me semble évident. Pour des questions sécuritaires pour tout le monde d'ailleurs et donc pour nous, c'est un défi majeur de travailler à ce que l'école soit rouverte progressivement en assurant la sécurité des maîtres et en assurant la sécurité des élèves.

D.W. : Vous avez dit tout à l'heure que les terroristes l'emportent quand ils prennent l'armée par surprise. Le FESPACO va commencer bientôt ; un festival qui attire de milliers de personnes tous les deux ans. Avez-vous pris des mesures particulières pour la protection de ces festivaliers.

R.M.C.K. : Absolument. Vous savez, nous avons déjà la dernière fois tenu en même temps le SIAO (Salon international de l'Artisanat de Ouagadougou) et un certain nombre de festivals qui ont réuni des milliers de personnes au Burkina Faso. Tout le monde est venu et reparti sainement du Burkina Faso. Nous en faisons un défi majeur et nous remercions d'ailleurs tous ceux qui font ce déplacement nonobstant la situation parce que voulant manifester leur solidarité également vis-à-vis du peuple burkinabè. C'est pour cela que nous avons un devoir de prendre les dispositions sécuritaires pour permettre à tous ces acteurs, tous ces festivaliers du cinéma, les autorités de la culture qui vont venir de pouvoir être sécurisés

durant leur séjour au Burkina Faso.

D.W. : Monsieur le président, revenons rapidement avant la fin de cette interview à votre coopération avec l'Union européenne. L'Allemagne par exemple a annoncé 200 millions d'euros, nous a-t-on dit, pour le volet développement ; c'était à Nouakchott en décembre dernier. Est-ce que vous le confirmez ?

R.M.C.K. : Je confirme. On a remercié d'ailleurs l'Allemagne pour sa contribution dans le cadre des annonces qui ont été faites qui ont été portées à plus de 1,2 milliard d'euros. Mais comme j'ai dit, entre les annonces et la réalisation, le Secrétariat permanent du G5 Sahel doit faire un travail parce que nous avons le programme d'urgence, le programme d'investissements prioritaires du G5 Sahel. Ces programmes sont déclinés, mais il faut les traduire en opportunité d'investissement sur lequel on va amener les partenaires à pouvoir investir et à rendre visible l'action que nous menons au profit des populations. Que ce soit les problèmes d'adduction d'eau, que ce soit les questions de dispensaires, d'écoles, de routes ou d'infrastructures dans le solaire, l'énergie etc., il faut que ça soit visible sinon nous allons tomber dans le même problème que la rencontre que nous avons eu sur les forces du G5 Sahel. On a mobilisé plus de 400 millions d'euros, tout le monde est content mais finalement, il n'y a rien.

D.W. : Il n'y a rien ou il y a la moitié ?

R.M.C.K. : Non, il n'y a pas grand-chose, disons. La moitié, nous dit-on, est soi-disant mise en route mais c'est comme je vous dis si vous prenez les blindés, ils ne seront disponibles que dans un an, donc en 2020. C'est pour dire simplement qu'il faut qu'on évite ces couacs et la présidence que nous assumons doit viser à rendre le Secrétariat permanent opérationnel, organisé pour pouvoir gérer de façon visible ces actions.

D.W. : Est-ce que les faits de corruption retiennent aussi un peu ceux qui font des annonces de fonds ?

R.M.C.K. : Je pense que pour l'aspect corruption, nous l'avons réglé. Pour les forces du G5 Sahel, c'est la commission de soutien qui choisit le matériel, tous les partenaires qui veulent, peuvent y être pour être éclairés sur la visibilité. Deuxièmement, il y a une institution qui a été choisie par l'Union européenne pour gérer la signature des marchés de livraison de matériels, donc là également on n'est pas en prise direct, et l'argent n'est pas chez nous. Nous avons ouvert un compte fiduciaire et je dois vous rappeler, au titre du G5 Sahel et personne n'a voulu mettre son argent là-bas sauf les Emirats arabes unis. Vous savez, la corruption n'est pas simplement africaine, elle se trouve partout. Donc de ce point de vue, je dirai que nous sommes tout à fait propres sur ces questions pour éviter d'être pointés du doigt. Cela ne fait pas honneur à l'Afrique et ça ne fait pas honneur à la cause que nous devons défendre pour les peuples africains qui se trouvent dans ces difficultés.

D.W. : Monsieur le président, merci beaucoup.



« Nous devons travailler de manière à ce que, de part et d'autre, nous soyons gagnants dans cette coopération »

Entretien avec la chaîne de télévision RT France



Sotchi, le 25 octobre 2019

Au cours de son séjour à Sotchi en Russie, pour le premier sommet Russie-Afrique, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a accordé un entretien avec la chaîne de branche française (RT France) de la chaîne russe d'information internationale RT (Russia Today). Il a été essentiellement question de la coopération entre la Fédération de Russie et le continent africain dans un partenariat de type nouveau, dans tous les domaines possibles de coopération. Entre autres thématiques abordées, l'éducation, la formation, l'industrialisation, la sécurité, les échanges commerciaux, l'intégration africaine. Cet entretien a été réalisé par la journaliste Samantha Ramsamy.

Russia Today (RT) : Monsieur le président merci de nous accorder cet entretien ici à Sotchi. Vous avez participé à ce premier sommet Afrique-Russie les 23 et 24 octobre ici même au bord de la mer Noire. Quelles sont vos impressions ?

Roch Marc Christian Kaboré (R.M.C.K.) : La tenue de ce sommet entre la Fédération de Russie et l'Afrique est une étape historique dans la mesure où ça sonne le renouveau de la coopération économique et dans tous les domaines entre la Fédération de Russie et l'Afrique. C'est un sommet qui était attendu parce que pour l'Afrique, il est important de

diversifier ses partenaires et quoi qu'on dise aujourd'hui, l'Afrique c'est le centre de la croissance économique. Comme vous le savez, l'Union africaine s'est dotée d'une zone de libre-échange continentale ; c'est une zone qui représente un marché de près d'un milliard trois cents millions de personnes. L'Afrique tient également à faire en sorte que dans son partenariat, on puisse travailler à la transformation de ses produits, à son industrialisation, à l'électrification. Ce sont un certain nombre de secteurs de développement dans lesquels la Fédération de Russie peut être utile d'autant plus que nous avons mis cette coopération dans l'axe gagnant-gagnant, dans l'axe du respect mutuel de nos intérêts. Et je pense que de l'avis de tous les participants, cela a été déjà une grande victoire, cette première rencontre.

R.T. : Vous avez bien souligné la nécessité pour le continent africain de diversifier ses partenariats. Il y a beaucoup de partenariats avec les anciennes puissances coloniales, les BRICS dont la Russie fait partie ; la Russie qui, maintenant, a mis le cap sur le continent. Comment les pays africains peuvent tirer leur épingle du jeu, se retrouver dans tous ses partenariats ?

R.M.C.K. : Disons que dans le partenariat que nous voulons tisser avec la Fédération de Russie, l'un des aspects importants est qu'il ne s'agit pas de venir imposer quelque chose. Il s'agit de travailler avec les objectifs qui sont attendus par l'Afrique dans le cadre d'un partenariat qui n'est pas simplement un partenariat d'aide unilatérale mais de rentabilité des opérations qui permet aussi bien à l'État russe, qu'au secteur privé de pouvoir investir un peu plus en Afrique. Cette première rencontre est un jalon important parce qu'elle permet aux acteurs de se connaître. C'est pourquoi la tenue du forum économique est un aspect important pour connaître les conditions dans lesquelles le secteur privé peut investir, mettre en exergue les potentialités de part et d'autre, ce qui peut être fait et permettre justement de sceller ce rapport au niveau du secteur privé qui est important, parce que c'est le centre nerveux qui va piloter le renforcement de la coopération économique entre la Fédération de Russie et l'Afrique.

R.T. : Alors le président Poutine a plaidé pour le retour en force des entreprises russes en Afrique ; il y a ce forum économique qui s'est tenu. Comment s'est passée cette connexion entre secteurs privés africain et russe ?

R.M.C.K. : En tout cas, avec beaucoup d'espoir. Je pense que de la part de nos opérateurs économiques qui sont venus participer, il y a eu beaucoup d'espérance dans cette rencontre, beaucoup de perspectives. Certainement, il faut encore des missions particulières pour mieux se connaître et je crois, cela va se faire très rapidement. Au niveau du secteur privé, nous avons bon espoir, même si aujourd'hui, nous avons en échange entre la Fédération de Russie et l'Afrique environ 20 milliards de dollars qui sont en cours. On estime que ce n'est pas suffisant.

R.T. : Alors justement, la Russie a pris l'engagement de doubler les échanges commerciaux d'ici à 5 ans à 40 milliards de dollars.

R.M.C.K. : Il faut travailler justement à consolider. Il y a des espaces à prendre et de ce point de vue-là, tous les pays sont engagés aussi bien sur les aspects de formation

professionnelle, technique que sur les aspects d'investissements structurants dans les infrastructures, sur les aspects d'industrialisation, d'électrification etc. Tous les domaines en tout cas ont été abordés. Je pense qu'il y a un potentiel de travail.

R.T. : Sur cet engagement pris par la Russie, qu'est-ce que vous en pensez ? Cet engagement sera-t-il tenu, ce doublement des échanges d'ici à 5 ans ?

R.M.C.K. : Je pense qu'il sera tenu et largement atteint. Je pense que les perspectives qui sont ouvertes sont intéressantes. Comme vous le savez, c'est un sommet qui va se tenir tous les 3 ans avec des réunions intermédiaires des ministres des Affaires étrangères. C'est également une opportunité qui va permettre aux opérateurs économiques de signer et d'avoir des accords avec des partenaires russes. Je crois, le temps de mettre en route tout ça permettra d'avoir des résultats.

R.T. : Autre engagement dans le cadre de ce partenariat, du côté de la Russie, c'est justement de fourber ce partenariat sur le transfert des compétences, des technologies avec une coopération dans le domaine de l'éducation, de la formation. C'est vrai que c'est une promesse qui a été faite par de nombreux partenaires au paravent avec beaucoup de déceptions pour le continent africain. Cette fois, quelles sont les garanties ?

R.M.C.K. : Vous savez, les garanties, on peut dire qu'elles sont historiques, parce que pendant longtemps, plus de 23 mille cadres africains ont été formés à l'ex-Union soviétique et aujourd'hui, il y a plus de 13 mille Africains qui étudient encore dans les universités russes. Je pense que dans ce domaine de la formation, on a la meilleure garantie d'avoir de bonnes formations, au niveau de la Russie. Je crois comme par le passé, que c'est un mécanisme qui va se mettre en place et se consolider. Nous avons 13 mille étudiants ici en Russie ; je crois que pour le transfert de technologies, il n'y aura pas de problème. Ce qui est certain, c'est que nous avons décidé de fonder notre coopération sur le respect mutuel de nos intérêts, sur l'intégrité et surtout sur la justice qu'il faut mettre dans cette coopération que nous avons. Le président Poutine a insisté sur le fait que la Russie n'a pas de colonies depuis toujours et qu'elle entend bien traiter avec les Africains dans le cadre d'un partenariat.

R.T. : Partenariat décomplexé, pensez-vous que vos homologues se sentaient plus à l'aise dans ce forum ?

R.M.C.K. : Absolument ! Je pense que c'est un partenariat décomplexé et de respect mutuel. Je crois que cela est une base importante sur laquelle nous allons travailler à ce que ces principes que nous avons arrêtés soient respectés.

R.T. : Alors du côté africain, vous avez évoqué justement la question de la zone de libre-échange. Il y a une volonté de voir la Russie soutenir l'intégration et puis aussi soutenir ce fameux partenariat gagnant-gagnant. On entend ici parler beaucoup de partenariat win-win, aujourd'hui. Ça veut dire quoi concrètement ?

R.M.C.K. : En fait, le partenariat gagnant-gagnant c'est un partenariat où chacune des

parties a des atouts qu'on met en commun. Ce que nous souhaitons simplement c'est qu'en Afrique, qui aujourd'hui est potentielle dans tous les domaines, que ce soit dans le domaine des gisements, de la jeunesse de sa population, du progrès du digital, etc., qu'on quitte le caractère de potentiel pour être nous-mêmes les acteurs de notre propre développement. Pour être les acteurs du développement, il faut forcément que dans le partenariat que nous avons, nous puissions transformer nos matières premières pour ajouter de la valeur. Je pense que pour la Fédération de Russie, c'est également, pour les paquets technologiques de formation, les recherches dans l'agriculture, etc., de pouvoir travailler à les transférer et d'avoir eux aussi une valeur ajoutée dans cette relation. Nous devons travailler de manière à ce que, de part et d'autre, nous soyons gagnants dans cette coopération que nous avons ; mais que nous n'ayons pas une seule partie qui impose à l'autre son rythme de travail et que finalement, comme nous l'avons vu depuis toujours, l'Afrique reste un continent où on vient prendre les matières premières pour aller les transformer ailleurs et nous les revendre plus cher. Que nous-mêmes nous continuions à les travailler, à les améliorer pour avoir de la valeur ajoutée. Donc, c'est ce changement que nous devons opérer dans le cadre de ce partenariat.

R.T. : Alors beaucoup d'attentes en matière de coopération sécuritaire puisque vous-même, chacun de vos homologues ont exprimé leurs inquiétudes, leurs préoccupations face au risque sécuritaire dans le Sahel notamment, mais pas seulement. Là, quel soutien, la Russie va-t-elle apporter aux différents pays qui sont confrontés à des problèmes sécuritaires ?

R.M.C.K. : C'est vrai que s'il n'y a pas de sécurité, parler de développement est une question complexe. Alors le plaidoyer que nous avons fait, en ce qui nous concerne au niveau du G5 Sahel et des autres, c'est qu'aujourd'hui, la crise libyenne telle qu'elle a été résolue, ou telle qu'elle se comporte, pose beaucoup de problèmes. C'est la source du terrorisme dans le Sahel parce que nous considérons que la Libye reste un incubateur de la formation des terroristes et également une zone de trafic d'armes, de personnes, de drogue etc., dans notre sous-région. C'est pour cela que nous avons insisté sur le fait qu'il était important, sur le plan géopolitique, que la Fédération de Russie joue un rôle important dans la résolution de cette crise dans un premier temps. Dans un second temps nous avons dit que la Fédération de Russie doit intégrer toutes les initiatives qui sont prises dans notre sous-région.

D'abord au niveau de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, un engagement a été pris, en somme de lutter contre le terrorisme et de mettre en place un milliard de dollars pour, non seulement, appuyer la lutte contre le terrorisme au niveau de la CEDEAO, mais également pour appuyer le G5 Sahel dans sa lutte contre le terrorisme puisque la partie la plus concentrée de ces actions terroristes c'est bien cette zone-là. Et enfin, nous avons dit également, que dans le cadre d'un partenariat international plus soutenu, nous avons lors du sommet du G7 plaidé pour la mise en place d'un partenariat international pour la stabilité et la sécurité au niveau du Sahel, dans lequel nous pensons que la Russie et également en tant que puissance économique et militaire peut apporter une contribution, soit en termes matériels, soit en termes de formation, soit en termes d'équipements, soit en termes de surveillance des frontières.

R.T. : Est-ce qu'on se dirige, monsieur le président vers une coalition internationale contre le terrorisme au Sahel ? C'est une volonté exprimée par votre homologue nigérien Mahamadou Issoufou. Est-ce que vous le rejoignez sur ce point parce que vous faisiez allusion à Biarritz, à cette coopération sécuritaire avec la Russie ?

R.M.C.K. : Nous avons beaucoup discuté de cette question. Faut-il parler de coalition ou de partenariat ? La première question est que dans l'analyse, nous nous sommes dit que la situation telle qu'elle se présente en terme sécuritaire dans notre région n'est pas forcément dans la même adéquation que le problème qui se posait en Syrie. C'est pour cela qu'au lieu de parler de coalition, nous avons dit qu'il fallait parler plutôt de partenariat parce que le type de combat qui est mené n'est pas un combat d'occupation physique, qui entraîne des combats directs sur le terrain, mais ce sont des attaques qui sont sporadiques, qui créent beaucoup de désastres puisque nous enregistrons des victimes humaines aussi bien militaires que civiles, des déplacements massifs de populations, des fermetures d'écoles et de centres de santé.

C'est donc une crise humanitaire qui est importante, mais nous avons préféré et nous avons travaillé à ce que nous parlions d'un partenariat qui permette d'assurer aussi bien l'appui sur le plan militaire, mais également de savoir que la lutte contre le terrorisme n'est pas seulement que militaire. Il faut lutter contre la pauvreté, créer les conditions de la création de la richesse et des activités pour les jeunes et les femmes ; mettre en place des projets structurants qui permettent de développer ces zones et de les rendre accessibles.

R.T. : Dans ce partenariat pour la lutte contre l'insécurité, le G5 Sahel, dont vous êtes actuellement le président en exercice, doit assurer le leadership dans la région ?

R.M.C.K. : Nous avons considéré que même dans le cadre de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA), toutes les contributions, qu'elles soient militaires doivent être sous le commandement du Chef d'État-major de la Force conjointe du G5 Sahel, parce que cette zone est mieux maîtrisée par les chefs militaires du G5 Sahel. Nous avons dit qu'il ne fallait pas encore créer un autre centre de décision. Nous sommes tous d'accord que toute l'opération doit se mener, en ce qui concerne la partie sahélienne, avec une primauté du G5 Sahel. Maintenant, nous avons des opérations militaires de surveillance de nos frontières avec les autres.

Au Burkina Faso, nous avons six frontières avec des pays comme le Mali, la Côte d'Ivoire et bien d'autres, et nous avons des opérations bilatérales qui doivent nous permettre de gérer les frontières et de vérifier si nous n'avons pas en gestation des cellules terroristes qui se créent dans ces zones.

R.T. : Depuis sa création, le G5 Sahel semble une structure qui piétine faute de moyens financiers et logistiques. A Biarritz, des décisions concrètes ont été prises, à savoir mobiliser près d'un milliard de dollars sur 4 ans. On se demande comment cela sera possible puisque jusqu'à présent il est difficile de mobiliser les fonds qui ont été promis pour opérationnaliser cette Force conjointe du G5 Sahel.

R.M.C.K. : C'est vrai que le problème du G5 sahel est qu'en termes de forces militaires en présence, nous avons mobilisé 5 000 hommes. Mais nous devons être conscients que l'immensité de la tâche est telle qu'avec 5 000 hommes, c'est vraiment une grande et

difficile mission de sécuriser la zone du Sahel. Le second problème est que nous avons tenu une première table ronde, où nous avons mobilisé plus de 400 millions d'euros dans le sens de pouvoir appuyer l'opérationnalisation de cette force qui devait consister à l'apport de matériels de transport de troupes blindés, de matériels pour lutter contre les mines posées sur les routes. Il s'est trouvé que la mise en œuvre financière de l'ensemble de cette action, jusqu'à présent, n'a pas été opérationnelle à cause des complications de procédures.

R.T. : Des complications au niveau des pays du G5 Sahel ?

R.M.C.K. : Au niveau de nos partenaires et non des pays du G5 Sahel. Nous avons déposé nos besoins, mais comme c'était avec l'Union européenne, les procédures internes sont telles que nous n'avons pas encore reçu les choses promises depuis pratiquement trois ans. C'est pour cela que lorsque les pays de la CEDEAO se sont réunis à Ouagadougou, ils se sont dit qu'en attendant cette contribution, il serait mieux que nous-mêmes, nous puissions voir quels efforts fournir pour appuyer la lutte contre le terrorisme. Il y a donc un milliard de dollars qui sera débloqué comme contribution.

R.T. : Il est question d'élargir le G5 Sahel à d'autres pays de la CEDEAO ; est-ce que cet engagement sera tenu ?

R.M.C.K. : Pour l'instant, nous n'avons pris aucun engagement d'élargir le G5 Sahel, mais le problème qui a amené à ce qu'on implique les pays de l'Afrique de l'Ouest de façon générale est qu'aujourd'hui, nous constituons une digue. Vous avez le Mali et le Burkina Faso qui restent un rempart sur lequel nous avons à peu près six frontières. Si le Burkina Faso est dépassé, cela veut dire que tous les pays côtiers qui sont à côté du Burkina Faso pourront subir les attaques terroristes. Ces pays sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin. Il est important qu'on conforte cette digue, mais nous ne demandons pas à tout le monde d'être dans le G5 Sahel.

R.T. : Ces pays sont déjà confrontés au risque de piraterie aussi maritime.

R.M.C.K. : Absolument, ils ont des risques. C'est pour cela que tout le monde se dit, si déjà il y a le risque maritime et que sur le plan terrestre le Burkina Faso est dépassé par le terrorisme, nous aurons beaucoup plus de problèmes. Donc il y a un intérêt à ce que la CEDEAO s'insère dans ce combat contre le terrorisme.

R.T. : Quels pays de la CEDEAO vous souhaitez voir adhérer au niveau du G5 Sahel ?

R.M.C.K. : Au sein du G5 Sahel déjà, dans nos statuts, nous sommes 5 pays et il n'y a pas d'adhésion supplémentaire. Il y a des pays qui avaient demandé à être des membres observateurs, mais cela n'est pas prévu dans nos textes. Nous avons demandé à la CEDEAO de venir en appui dans le cadre des mécanismes généraux qui sont mis en place pour aider le G5 Sahel.

R.T. : Vous plaidez pour l'inscription du G5 Sahel sous le chapitre 7 de l'ONU. Est-ce que ce n'est pas une demande de mise sous tutelle supplémentaire de cette région à l'ONU, puisqu'on sait que beaucoup de missions onusiennes sont déployées dans la zone ?

R.M.C.K. : Le G5 Sahel n'est pas une force onusienne, mais le reproche qui est fait à la force onusienne est de ne pas être opérationnelle. Le maintien de la paix dans le cas d'une guerre n'est pas quelque chose d'observable. En outre, quand on envoie des soldats d'autres pays comme le Bangladesh, l'Inde au Mali, pour assurer la paix, la première tendance est d'assurer soi-même d'abord sa propre sécurité dans une zone inconnue, que d'assurer la sécurité du pays. C'est pourquoi, nous avons plaidé pour que l'ONU retire même ses troupes et nous rétrocède 50 % des moyens de cette mission, parce que le coût d'une mission onusienne de ce type au Mali, c'est plus d'un milliard de dollars par an. Nous avons dit que le G5 Sahel n'a pas besoin d'autant de moyens. Donnez-nous la moitié et nous allons nous occuper de notre sécurité nous-mêmes.

R.T. : Vous avez demandé à la Russie de vous soutenir sur ce point ?

R.M.C.K. : Nous avons demandé à la Russie de nous appuyer effectivement. Nous nous battons, on nous rejette, mais nous tenons mordicus. Nous le répétons chaque fois que nous sommes aux Nations unies qu'il est important de ne pas mettre de l'argent dans une mission onusienne qui nous coûte un milliard de dollars par an et n'apporte pas les résultats escomptés, de donner ces moyens au G5 Sahel pour s'équiper, assurer à ses troupes une montée combattante pour libérer son territoire.

R.T. : Cette dernière question concerne votre pays, votre compatriote Blaise Compaoré, qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis le 7 mars 2016. Il est accusé d'être impliqué dans la mort de Thomas Sankara, le père de la Révolution burkinabè tué lors d'un coup d'État en 1987. La famille de Thomas Sankara demande l'extradition de Blaise Compaoré. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que vous avez des contacts avec Blaise Compaoré qui se trouve en Côte d'Ivoire depuis sa chute en 2014 ?

R.M.C.K. : Nous n'avons pas de contact particulier avec lui. Ce que je veux simplement dire est que notre gouvernement a pris l'engagement que l'ensemble de ces questions, qui sont sous le coup de la justice soient traitées le plus rapidement possible. Je pense que ces procédures sont en cours, puisque vous savez qu'à un moment donné, nous avons demandé à la France de déclassifier tout ce qui est dossier relatif à Thomas Sankara, de manière à ce que cela nous permette de voir beaucoup plus clair dans le traitement de ce dossier. Aujourd'hui la justice est en train de travailler et j'ai bon espoir que dans les prochains mois, ce dossier sera jugé pour nous permettre de regarder vers l'avenir parce que c'est un dossier que nous avons connu depuis 1987. Il est donc important que la vérité puisse être dite et que le peuple burkinabè puisse regarder vers l'avenir.

R.T. : Monsieur Roch Marc Christian Kaboré, merci beaucoup pour cette grande interview. Je rappelle que vous êtes le président du Burkina Faso.

Index

A

Abuja : 73, 75, 89
Accompagnement : 31, 41, 44, 50, 53, 67, 93-94, 101, 108, 119
Acquis : 34, 59, 79, 92
Acteur : 31, 34, 36, 39, 65-66, 70-71, 74, 83-84, 86-87, 106, 121, 124, 126
Action : 11, 16, 20-23, 31, 43, 47, 49, 55-56, 58-59, 65, 71, 89-90, 92-93, 95, 97, 99, 102-105, 108, 112-113, 115, 119, 121-122, 126, 128
Activité : 11, 43-45, 47, 65, 69, 74, 92, 120, 127
Adhésion : 97, 128
Administration : 39, 49, 69
Adoption : 86, 93
Africain : 24, 43, 52, 54-55, 57-59, 61-66, 76-77, 85-88, 94, 96, 98, 101, 103, 107-108, 110, 118-119, 122-125
Afrique : 23-24, 27, 38, 50, 58-59, 62, 65, 67-68, 70, 72-74, 76-77, 81, 83-84, 88-89, 91, 93-94, 97, 107-110, 119, 122-124, 126, 128
Agriculture : 44, 64-66, 118, 126
Aide : 28, 93-94, 97, 115, 118-119, 124
Ambassadeur : 10, 26, 52, 54, 64, 88, 112
Ambition : 10-11, 34, 62-63, 76, 84
Amérique : 74, 96
Amis : 18, 20, 23, 28, 54, 64
Appel : 20, 58, 69, 81, 94, 100, 103, 111, 114
Appui : 50, 55, 58-59, 82, 93, 95, 102, 105, 108, 115, 119, 127-128
Armée : 40, 119, 121
Artisan : 32-33
Asie : 67-68
Aspiration : 20, 23, 31, 33, 49, 59
Assemblée : 26, 30, 32, 35, 37, 48, 58, 61, 69-70, 79, 91, 96-97, 112
Attaque : 14, 16, 19-20, 22, 27, 33, 37, 40, 49, 68, 71, 81, 86, 89, 92, 96, 102, 113, 118, 120-121, 127-128
Attentat : 79, 120
Autorité : 19-20, 30-31, 33, 36, 46, 57, 121
Avenir : 10, 18, 22-23, 29, 31, 36, 45, 62, 74, 97, 120-121, 129

B

Berlin : 110, 118
Bien-être : 33, 49, 58-59, 77, 113
Bonheur : 24, 27, 31, 39, 47, 49, 59, 62
Budget : 81, 106, 108
Burkinabè : 10-11, 17-21, 23-24, 27, 29-34, 36, 38-41, 45-46, 52-53, 62, 78-79, 92, 119, 121, 129
Burkina Faso : 10-11, 15-24, 26-30, 32-34, 36-37, 39, 41-47, 49-50, 53, 55, 58-59, 61, 63, 67-68, 71, 78-80, 86, 89, 91-93, 95-97, 100-104, 110, 113, 118-122, 127-129

C

Campagne : 59, 105
Candidat : 39, 91
Capital : 29, 100
Catastrophe : 95
CEDEAO : 52, 55, 61, 73-75, 82, 84, 88-89, 93-96, 101-102, 108, 126, 128
Changement : 19, 77, 90, 92, 95, 99-100, 102, 108, 126
Chantier : 10, 21, 30-31
Chine : 29
Chômage : 94
Citoyen : 10, 19, 31, 38-39, 45, 71
Cohésion : 10, 17, 19, 27, 33-34, 36, 47, 49-50, 68, 71-72
Commémoration : 11, 18, 97
Communauté : 15, 18-20, 27-28, 37-39, 50, 59, 65, 70, 72-73, 77, 89, 93, 96, 102-105, 113-114, 126
Communication : 11, 70-71
Compatriote : 14, 16-23, 62, 129
Concertation : 33, 36, 46-47, 84
Concitoyen : 19
Conférence : 24, 52-54, 56, 58, 67-69, 73-74, 83-84, 86-88, 95, 102, 104-106, 110, 112, 114-115
Conflit : 22, 47, 68, 74-75, 89, 95-96, 99-100, 102, 113
Constitution : 24, 34
Construction : 10, 15, 18-20
Contingent : 119
Contrat : 10

Contribution : 21, 24, 33, 36, 42, 55, 68, 72, 95-96, 106, 119, 122, 126-128
Contrôle : 31
Conviction : 10, 15, 32-33, 37-38, 47, 50, 56, 68, 79, 92
Coopération : 10-11, 28-29, 55, 62-63, 67-69, 74, 79-80, 84, 88-89, 108-109, 118-119, 122-127
Corruption : 74, 122
Courage : 22-23, 27, 66
Crédibilité : 47, 71
Crise : 27, 37, 49, 70-71, 81, 89, 92, 94-96, 102, 108, 126-127
Croissance : 10, 64-65, 90, 124
Culture : 10, 18-19, 37-38, 62, 79, 83-84, 90, 121

D

Défense : 14-17, 19-21, 23-24, 28-31, 34, 40-41, 43, 45, 49, 55, 79, 86, 89, 92, 102, 108
Défi : 19-20, 24, 27, 29, 31, 33, 35-36, 38, 48-49, 55-56, 59, 68, 71-72, 74, 86, 89, 92, 96, 98, 102-103, 105-106, 108, 114, 121
Démocratie : 10, 15, 17, 21, 23, 32-33, 43, 71, 90, 94
Destin : 15, 18-19, 24
Détermination : 20-21, 23, 27, 29, 37, 49, 53, 56, 77, 84
Développement : 10, 20-21, 23-24, 28-30, 32-33, 38, 42-45, 49-50, 52-53, 55-56, 59, 62, 65-66, 68, 74, 81-82, 85-87, 90, 92-95, 97, 100-103, 105, 108, 111, 113, 115, 122, 124, 126
Dialogue : 18-20, 32-36, 42, 46, 95
Diaspora : 21
Dignité : 19-21, 33, 59
Diplomatie : 11, 96, 98
Discipline : 38
Droit : 10-11, 23, 29, 31, 37, 43, 57-59, 68, 71-72, 90, 92, 94, 102, 105, 120
Dynamique : 11, 65, 79, 97, 101-102, 106

E

Échange : 33, 36, 42-43, 65, 72, 75-76, 78-79, 107-108, 123-125
Économie : 10, 28, 62, 74, 90, 95, 102
Édification : 20, 29, 43
Égalité : 19

Élection : 20, 24, 33-34, 36, 50, 62, 120
Électrification : 124-125
Émancipation : 44
Emploi : 65, 79, 86, 100, 108
Énergie : 14, 19, 31, 43, 47, 86-87, 94, 114, 118, 122
Engagement : 17, 19, 21, 24, 28, 31, 39-40, 42, 44-45, 47, 49, 52-57, 59-60, 62, 64, 68-69, 72, 77, 80, 84, 86, 92, 97, 102, 104, 106-107, 114, 124-126, 128-129
Enjeu : 10, 36, 90, 100
Entreprise : 10, 71, 92, 97, 124
Environnement : 71, 79
Équitable : 10, 90
Équité : 10, 29, 69, 72
Espoir : 23, 26, 34, 47, 56, 63, 71, 97, 108, 114, 124, 129
Établissement : 34, 39, 44, 69, 79
État : 10-11, 19, 26-29, 31, 33-34, 36, 43, 45, 48-50, 52-56, 58-59, 61, 64-65, 67-69, 71, 73-74, 76-77, 83-90, 92, 94-97, 99, 101-102, 104-105, 107-108, 112-116, 121, 124, 126, 129
État de droit : 10, 29, 31, 43, 71, 90, 94
États-unis : 44, 96
Étranger : 34
Étudiant : 125
Europe : 74, 110

F

Famille : 15-16, 21, 23, 27, 40, 49, 90, 113, 129
Femme : 30-31, 55, 57-60, 65, 70-71, 86, 90-91, 94-95, 103, 105, 108, 127
Fête : 11, 18, 21
Finances : 44, 93
Fonds : 43-44, 62, 93, 97, 101, 103-106, 122, 127
Formation : 71, 79, 119, 123-126
Fraternité : 15, 29, 63, 76-77, 79-80
Frontière : 28, 55, 71, 81, 89, 126-128

G

Génération : 20, 23, 29
Gestion : 27, 33, 83-84, 100, 118-119
Gouvernance : 10-11, 19, 31-33, 46-47, 55, 74, 95, 110

Gouvernement : 21-22, 24, 26-27, 29, 32-33, 40, 42, 46, 48-50, 54, 59, 61, 63-64, 67, 73, 76, 78-80, 85, 88-89, 93-95, 99, 101-102, 104, 107, 112-113, 120, 129

Guerre : 40, 119, 129

H

Héritage : 14, 62

Histoire : 10-11, 15, 18, 20, 24, 62, 76-77, 91, 100

Hommage : 15, 21, 30, 53-54, 70, 79

Homme : 11, 19, 23, 30-33, 40, 57, 70-72, 78-79, 92, 94, 102, 127

Honneur : 36, 49, 53, 57-58, 61-62, 73, 78, 122

Humanité : 29

I

Idéaux : 11

Indépendance : 11, 18-21, 71

Information : 44, 65, 70-71, 105, 119, 123

Infrastructure : 21, 71, 86, 89, 92, 122, 125

Initiative : 21, 27-28, 44, 55, 57-59, 65, 71, 85-87, 93-95, 97, 100, 102-103, 105-106, 108, 110, 126

Institution : 19, 26, 30-33, 35, 46-48, 52-53, 61, 64, 67, 69-70, 78, 88-89, 102, 112-113, 122

Insurrection : 120

Intégration : 10, 26, 28, 62, 71, 73, 90, 105, 123, 125

Intégrité : 11, 19, 30-31, 71, 125

Interconnexion : 28, 74

Intérêt : 17, 20, 29, 31, 34, 36, 42-43, 47, 49, 53, 62, 72, 88-89, 110, 119, 124-125, 128

Intolérance : 33

J

Jeune : 31, 39, 42-45, 57-58, 65, 86, 90, 94, 108, 127

Jeunesse : 42-45, 55, 79, 86, 126

Justice : 10, 19, 29-30, 33, 36, 49, 72, 90, 92, 120, 125, 129

K

Kigali : 76

L

Liberté : 10, 20, 23, 29, 36, 71

Logements : 69

Loi : 17, 19, 22, 95

Lutte : 17-18, 24, 27, 36, 45, 49-50, 52-53, 55-56, 59, 68-69, 71, 79-84, 86, 88-90, 92-95, 100-102, 104-106, 108, 112-113, 115, 121, 126-128

M

Magistrature : 38

Mandat : 10, 56, 62, 68, 91, 93-96, 129

Manifestation : 11, 62

Mécanisme : 42, 44, 55, 59, 74, 77, 90, 125, 128

Média : 11, 55, 70-71

Mémoire : 18-19, 23, 49, 62, 113

Menace : 17, 31, 38, 55, 71, 74, 89-90, 94, 96-97, 105, 108

Mérite : 37-38, 66, 96

Ministre : 28, 30, 32, 35, 37, 44-46, 48, 52, 54, 57, 61-62, 64, 68, 77, 83, 85, 88, 101, 112, 125

Misère : 56

Mission : 20, 26-27, 31, 39, 47, 52, 54, 65, 93, 95, 103, 112, 124, 128-129

Mobilisation : 16-17, 42, 45, 47, 53, 65-66, 106, 114

Modèle : 62, 105, 111

Moyens : 11, 31, 44, 50, 55, 84, 86, 89, 91-92, 94, 96, 104, 112-114, 119, 127, 129

N

Nation : 11, 14-17, 19-21, 23-24, 30, 33-36, 38-39, 47-49, 52, 54, 56-58, 71, 88, 91-99, 101, 103, 113, 129

Nations unies : 30, 52, 54, 56-58, 71, 88, 91-99, 101, 103, 129

New York : 91, 99, 101

O

Objectif : 20, 27, 31, 59, 71, 93, 97, 100, 103, 105, 118, 120-121, 124
Opérateur : 124-125
Opinion : 11, 16-17, 34
Opportunité : 27, 49, 65, 75, 77-80, 87, 122, 125
Opposition : 24, 32-33, 36, 43, 95
Oppression : 19
Ordres burkinabè : 46
Organisation : 20, 26-27, 29, 31-32, 35-37, 48, 52-57, 61-62, 64-66, 68-69, 73, 75, 78, 84-85, 88, 91-92, 97, 105, 107-108

P

Paix : 10, 17-21, 24, 26-34, 36, 45, 47, 49-50, 55, 62, 68, 72, 86, 89-90, 92-101, 103, 110, 112-113, 119-120, 129
Parlement : 33
Partage : 10, 65
Partenaire : 18, 20, 24, 27, 29, 31, 33, 37, 49-50, 53, 55-56, 59-60, 64-65, 68-69, 72, 82-83, 85, 87, 89, 93-94, 100, 102-104, 106, 108, 113, 122, 124-125, 128
Parti : 20, 33, 35-36, 43-44, 97, 120
Patrie : 17, 23-24, 34, 40
Patriotisme : 39
Pauvreté : 56, 86, 92-93, 108, 127
Peuple : 10, 14-24, 27, 29-31, 33-34, 36, 40-41, 45, 47, 49-50, 52-53, 57, 61-63, 66, 74, 76, 78-80, 92, 94, 96, 112-114, 121-122, 129
Plan : 15, 20-21, 23-24, 27, 32-33, 42, 62, 65, 79, 81-82, 86, 92-93, 95, 99-100, 102, 104, 108, 126-128
Politique : 10, 14-17, 20, 24, 30-36, 43-44, 58-59, 65, 69, 71, 86, 95-97, 108, 113
Population : 11, 14-17, 21, 26, 28, 31, 41, 47-49, 53, 55-56, 58-59, 65, 68-71, 74, 77, 81, 90, 93-95, 99-100, 102-106, 108, 113, 122, 126-127
Pouvoir : 34, 44, 70-72, 119, 121-122, 124, 126, 128
Présidence : 11, 21, 28, 46-47, 54, 62, 74, 118, 122
Président : 10-11, 14, 26, 30, 32, 34-37, 40, 43, 46, 48, 52-54, 61-65, 68-70, 73-74, 76, 78-81, 83-85, 88-97, 99, 101-103, 107-108, 110, 112, 114-115, 118-119, 122-125, 127, 129
Presse : 11, 70-72
Prévention : 69, 90, 93, 95, 103, 105

Privé : 23, 68, 70-71, 85, 89, 97, 104, 108, 110, 124
Probité : 33
Production : 38, 71, 100
Professionnalisme : 71
Programme : 28, 38, 53, 56, 58-59, 69, 82, 86, 90, 94-95, 97, 99-100, 102-106, 108, 116, 122
Progrès : 10, 32-33, 36-39, 47, 49, 68, 74, 105, 126
Promesse : 119, 125
Prosperité : 10, 21, 23-24, 26-27, 33, 47, 77

R

Rayonnement : 54, 67
Réalisation : 20, 23, 59, 62, 85-86, 94, 122
Réconciliation : 10, 20, 36
Reconnaissance : 27, 38-39, 47, 57, 66, 78, 87, 92, 94, 105
Redevabilité : 10-11, 31
Réforme : 10, 30-31, 62, 97
Région : 16-17, 19-20, 27-28, 30-31, 37-39, 42, 45, 55, 67-68, 74, 89, 94-97, 99-100, 102, 108-109, 113, 118, 127-128
Relance : 28
Renforcement : 10, 20, 28, 65, 71, 74-75, 79, 91-92, 94, 97, 102, 107, 121, 124
République : 10, 28-29, 34, 53, 62, 65, 68, 73, 76-80, 83, 88-89, 95, 99-101, 107, 110, 112, 118-119
Résilience : 17, 21, 47-49, 55, 65, 84, 90, 100, 103
Résistance : 17-18, 24, 105
Responsabilité : 15, 19, 23, 31, 34, 36, 57, 59, 71-72, 90, 94, 106
Ressources : 31, 33, 47, 59, 69, 74, 94, 97, 104-106, 113
Rétablissement : 16, 21
Réussite : 66, 102
Richesse : 10, 38, 65, 108, 127

S

Santé : 23-24, 26-27, 45, 47, 49, 79, 89, 92, 102, 104-106, 127
Sécurité : 10, 14-17, 19-21, 23-24, 27-28, 30-31, 39-41, 45-46, 49, 55, 68, 73-75, 79, 81-82, 84-86, 89, 92-94, 96-97, 99-100, 102, 105, 108-110, 112-113, 118-121, 123, 126, 129
SIAO : 121

Société : 16, 20, 24, 29, 31, 36-38, 45, 55, 58, 85, 90, 99, 104

Socle : 18, 38

Solaire : 86, 94, 122

Solidarité : 10, 15, 18, 21-22, 24, 26-29, 31, 41, 43, 49, 52-55, 62-63, 68-69, 76-77, 79, 84, 88-89, 94, 113, 121

Sommet : 53, 55, 57-58, 67-69, 73, 76, 85-89, 93-97, 99, 107-109, 123, 125-126

Sous-région : 28, 31, 71-72, 81-82, 110, 119, 126

Souveraineté : 18, 84

Stabilité : 10, 29, 34, 68, 94-95, 100, 108-110, 113, 126

T

Technologie : 38, 44, 65, 74, 125

Télécommunication : 86

Territoire : 15, 19-20, 27, 30, 34, 41, 68, 94, 129

Terrorisme : 15, 17, 20-21, 23-24, 27-28, 32, 36-38, 40, 45, 47, 49-50, 52-53, 55, 68, 70-71, 79, 81-82, 85-86, 88-90, 92-94, 101-102, 108-109, 112-113, 115, 119-121, 126-128

Terroriste : 14, 16-17, 19-23, 27, 31, 33, 37, 45, 47, 49, 56, 68, 71-72, 74, 79, 86, 89-90, 92-94, 102, 108, 113, 118-121, 126-128

Tolérance : 10, 15, 19, 43, 69

Tradition : 17, 33, 62

Transformation : 20, 38, 64-66, 74, 100, 124

Transition : 86

Transparence : 71

Travail : 10, 19-20, 24, 31-38, 44-45, 47, 49, 53, 56, 62, 69, 71-72, 75, 78-79, 81-82, 84, 87, 90, 92-93, 96, 106, 111, 114-115, 118, 122, 125-126

U

UA : 76

UEMOA : 52, 84, 127

Union : 17, 20, 24, 36, 52-55, 57-59, 61-62, 76, 88, 93, 96, 101, 103, 107, 110, 122, 124, 127-128

Union africaine : 52, 54-55, 57-59, 61-62, 76, 88, 96, 101, 107, 110, 124

Union européenne : 52-54, 93, 101, 103, 122, 128

Unité : 15, 17, 19, 23, 27, 33-34, 36, 43, 52, 69, 74, 113

USA : 106

V

Vérité : 10, 129

Victime : 21, 23, 32, 40, 47, 57-58, 70, 79, 81, 89, 92, 102, 108, 113, 127

Victoire : 19, 23-24, 28, 124

Ville : 20, 45, 67, 76

Vision : 10-11, 31, 55, 59, 62, 86, 100, 105

Vivre-ensemble : 14-15, 18, 20, 22-23, 33, 43, 71, 102

Voisin : 14, 27, 81

Voix : 10, 63

Z

Zone : 17, 38, 62, 76-77, 81, 86, 90, 94, 99-102, 110-111, 115, 124-129

Présidence du Faso
Direction de la Communication
03 BP 7030 Ouagadougou 03
Tél. (+226) 25 49 83 00
www.presidence.bf

ISSN 2630-130X

Conception et mise en page :
Anthony Labouriaux



Unité - Progrès - Justice